

# Financer les processus de plans nationaux d'adaptation (PNA) : Favoriser l'atteinte des objectifs d'adaptation des contributions déterminées au niveau national (CDN)

Note d'orientation



**Réseau  
mondial  
de PNA**

---

## Avertissement

Cette note d'orientation comporte des références à des décisions pertinentes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) lorsque cela est approprié. Néanmoins, en tant que publication technique, elle n'emploie pas nécessairement les formulations exactes de ces décisions. En particulier, la formulation concise « processus PNA » est employée dans l'ensemble du document à la place de la phrase « processus d'élaborer et d'exécuter des PNA » contenue dans la Décision 1/CP.16 et les décisions ultérieures. Veuillez noter qu'en suivant cette approche, cette publication ne vise ni à réinterpréter toute décision existante de la CCNUCC ni à préjuger toute éventuelle décision future à cet égard.

## Remerciements

Les auteurs sont reconnaissants envers les individus suivants pour leur apport de contributions importantes et perspicaces au contenu de cette note d'orientation : Charlene Watson (consultante indépendante), Josef Haider (Banque de développement KfW) et, de Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, Regina Bernhard, Angelika Frei-Oldenburg, Marion Geiss, Joana Helms, Alexander Linke, Christoph Mairesse, Susann Mende, Roman Roehrl et Sylvia Maria von Stieglitz. Nous remercions également le Groupe d'experts des pays les moins avancés pour leurs commentaires utiles fournis lors de la préparation de cette note d'orientation. Enfin, nous remercions Christian Ledwell pour son aide à la réalisation des figures contenues dans cette note d'orientation.

## Auteurs

Institut international du développement durable (IISD) : Jo-Ellen Parry, Angie Dazé, Julie Dekens et Anika Terton  
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH : Michael Brossmann et Sascha Oppowa

## À propos du Réseau mondial de PNA

Le Réseau mondial de PNA est un groupe d'individus et d'institutions qui se mettent ensemble dans le but de renforcer l'appui bilatéral au processus d'élaboration des plans nationaux d'adaptation (PNA) dans les pays en développement. Avec une participation tant des pays en développement que des agences bilatérales, le Réseau facilite l'apprentissage par les pairs et les échanges avec eux à propos des processus PNA, améliore la coordination entre les partenaires de développement bilatéral et soutient les initiatives au niveau national. Le soutien financier de départ pour le Réseau a été fourni par l'Allemagne et les États-Unis. Le secrétariat du Réseau mondial de PNA est hébergé par l'Institut international du développement durable.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions du Réseau mondial de PNA, des bailleurs de fonds ou des participants au Réseau.

## Informations de contact

Secrétariat du Réseau mondial de PNA

a/s de l'Institut international du développement durable (IISD)

111 avenue Lombard, bureau 325

Winnipeg, Manitoba, Canada R3B 0T4

Téléphone : +1 (204) 958-7700

Courriel : [info@napglobalnetwork.org](mailto:info@napglobalnetwork.org)

## Licence Creative Commons

Le contenu de ce rapport est publié sous licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Partage des conditions initiales à l'identique 4.0 International. Les articles figurant dans cette publication peuvent être librement cités et reproduits à condition i) que la source soit mentionnée, ii) que le matériel ne soit pas utilisé à des fins commerciales et iii) que toute adaptation du matériel soit distribuée sous la même licence.

## © 2017 Institut international du développement durable (IISD)

Toutes les images demeurent la propriété exclusive de leur source et ne peuvent être utilisées à une fin quelconque sans l'autorisation écrite de ladite source.

# Sommaire

Un grand nombre de pays en développement démontrent leur engagement dans la préparation et adaptation aux effets des changements climatiques en démarrant des processus d'élaboration de plans nationaux d'adaptation (PNA). En parallèle, la plupart de ces pays ont également inclus un volet sur l'adaptation dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) afin d'accomplir l'objectif de l'Accord de Paris. Ces initiatives peuvent se compléter et se renforcer. Les CDN permettent aux pays de partager leurs buts, objectifs, priorités et mesures en matière d'adaptation avec la communauté internationale, tandis que les processus PNA offrent un moyen concret pour la réalisation aboutie de ces initiatives.

**Des financements sont nécessaires tout au long du processus PNA** afin que le potentiel de ce dernier soit atteint—du lancement à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des mesures d'adaptation prioritaires. Le montant de financement requis par les pays variera selon leurs circonstances mais devrait être significatif. Cette note d'orientation vise à aider les pays à élaborer des stratégies pour obtenir ces financements. Précisément, ses **objectifs** sont les suivants :

- D'apporter une compréhension claire du processus PNA en ce qui concerne son financement.
- De présenter l'éventail de sources potentielles de financement et d'identifier quelles sources pourraient être les plus appropriées à différents stades du processus PNA.
- De proposer une marche à suivre concrète que les pays pourraient adopter durant le processus PNA afin d'améliorer leurs chances d'obtenir des financements de différentes sources.

Des conseils pratiques sont également fournis dans les paragraphes intitulés « Points importants à prendre en considération ». Ces paragraphes signalent des enjeux que les gouvernements pourraient vouloir prendre en compte lors de l'évaluation de la pertinence d'une source de financement selon leurs besoins et circonstances et lors de l'adoption de mesures concrètes pour accéder à cette source de financement.

## Le processus PNA d'un point de vue de financement

Lorsqu'on examine le processus PNA sous un éclairage financier, il est utile de faire la distinction entre **deux phases générales** illustrées par la figure A :

- **La phase d'élaboration**, qui comprend les mesures prises pour lancer, coordonner et maintenir le processus PNA de façon continue.
- **La phase d'exécution**, qui englobe la préparation détaillée et la mise en œuvre de mesures d'adaptation individuelles priorisées à travers le processus PNA.

Reflétant le caractère itératif du processus PNA, des éléments de ses phases d'élaboration et d'exécution peuvent avoir lieu (et donc nécessiter un financement) en même temps. Néanmoins, ces phases requièrent un financement d'une envergure sensiblement différente. Les besoins de financement liés à la phase d'exécution sont nettement supérieurs à ceux de la phase d'élaboration.

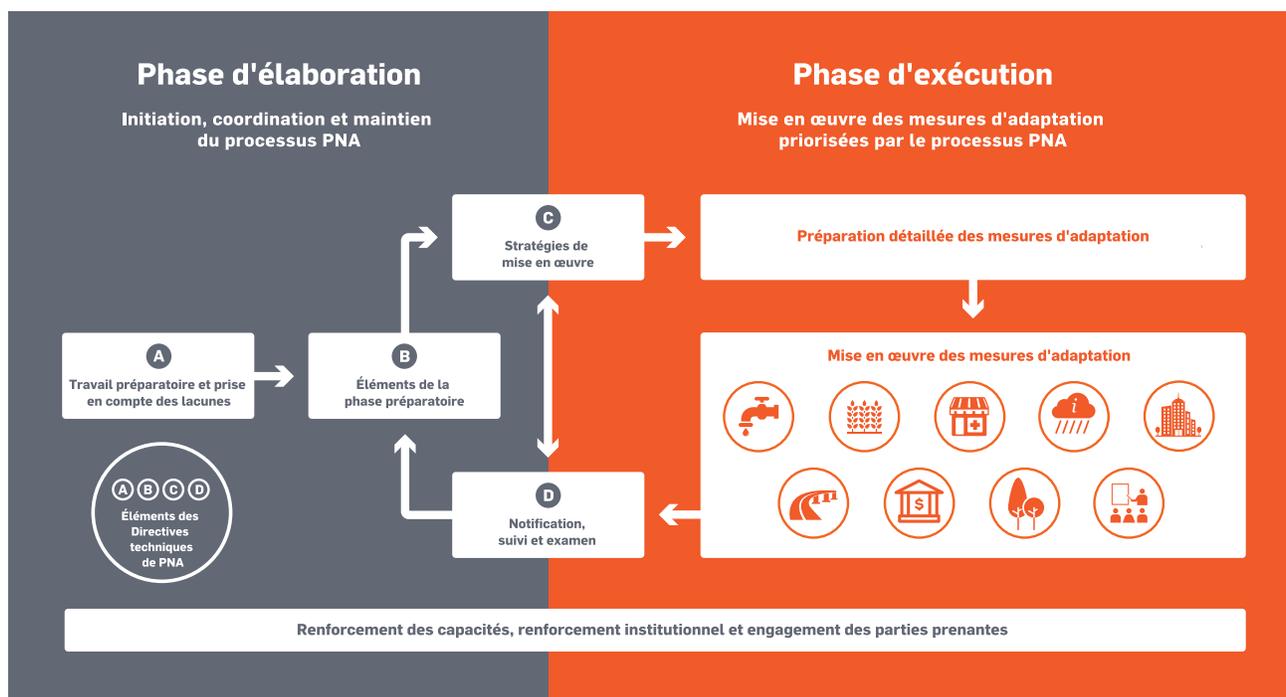


Figure A. Processus PNA : Éléments clefs nécessitant un financement.

## Les sources de financement potentielles pour le processus PNA

Les pays en développement peuvent avoir accès à un éventail de sources de financement pour soutenir leurs processus PNA, contribuant ainsi à l'accomplissement du volet d'adaptation de leurs CDN. En général, ces sources peuvent être classées selon leur origine **domestique ou internationale, et publique ou privée**. Un défi majeur pour les pays est de déterminer comment conjuguer ces différentes sources de façon optimale afin de faire face à leurs besoins de financement, tout en tenant compte des capacités et circonstances nationales.

Les sources de financement désignées pour le processus PNA sont :

1. **Les recettes publiques intérieures.** Des financements provenant de sources publiques intérieures sont nécessaires tout au long du processus PNA. Dans un premier temps, les sources intérieures peuvent appuyer la coordination du processus PNA et faciliter la planification de l'adaptation. Sur une base continue, le financement intérieur peut soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation priorisées et le maintien du processus. Le fait d'intégrer systématiquement les coûts associés à ce processus dans les processus budgétaires domestiques peut apporter un financement relativement prévisible et cohérent, notamment en ce qui concerne son opération continue et son maintien à moyen et à long terme. L'emploi de financements provenant de budgets domestiques renforce également l'appropriation nationale du processus PNA, apporte une meilleure souplesse en ce qui concerne l'allocation de ressources financières à divers secteurs et juridictions et permet de susciter des investissements publics et privés supplémentaires. Les budgets domestiques apportent aussi une occasion clef d'allouer systématiquement des financements liés à l'adaptation aux acteurs infranationaux.

Les gouvernements domestiques peuvent employer divers instruments fiscaux afin d'accroître leurs recettes (par exemple via les taxes, l'émission d'obligations et la conversion des dettes) ou afin de redistribuer le financement intérieur existant (par exemple via les subventions et la réforme des subventions) pour appuyer le processus PNA. Une piste supplémentaire consiste à établir, au niveau national et/ou infranational, des fonds nationaux en matière de changements climatiques en tant que mécanismes de financement pour soutenir la phase d'exécution du processus PNA. Ces fonds peuvent être employés afin d'acheminer, programmer, verser et surveiller les financements liés aux changements climatiques et afin de faciliter l'accès direct au financement climatique international.

- 
- 2. Les fournisseurs bilatéraux.** Des financements provenant de fournisseurs bilatéraux peuvent être employés pour soutenir à la fois les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. Plusieurs fournisseurs bilatéraux proposent une assistance technique fondée sur des subventions afin de promouvoir la phase d'élaboration du processus PNA. Ce financement est souvent apporté dans le cadre d'une démarche plus vaste de soutien aux mesures visant à faire face au changement climatique. Un soutien technique et financier pour la phase d'exécution du processus PNA peut être proposé par un plus grand nombre de fournisseurs bilatéraux. Cela inclut les financements provenant de banques bilatérales de développement pour la mise en œuvre de projets individuels.

Les financements provenant de fournisseurs bilatéraux sont généralement fournis à travers un de deux canaux de distribution : les fonds ciblés pour le climat appartenant aux bailleurs de fonds et les négociations entre gouvernements qui décident des engagements bilatéraux convenus. Par ce dernier, les fournisseurs bilatéraux peuvent également apporter un soutien qui va au-delà de projets précis. Des outils tels que l'appui budgétaire ou le financement commun peuvent être employés pour financer la mise en œuvre de programmes de plus grande envergure et d'initiatives à l'échelle du secteur.

La souplesse du soutien apporté par les fournisseurs bilatéraux fait que cette provenance peut être utilisée pour financer un large éventail d'activités, y compris le renforcement institutionnel et le renforcement des capacités. Le plus faible degré de risque associé aux subventions provenant de fournisseurs bilatéraux peut également promouvoir des investissements dans des projets novateurs qui pourront attirer des financements supplémentaires, y compris le financement privé. Les opportunités pour le financement bilatéral du processus PNA seront déterminées en partie par l'importance des bailleurs de fonds dans le financement des objectifs de développement plus vastes du pays. Elles seront également influencées par le degré d'importance accordée à l'adaptation au niveau des stratégies de financement de chaque bailleur de fonds, à la fois en général et dans des pays précis. Une utilisation efficace du financement bilatéral pour le processus PNA requiert une coordination des bailleurs de fonds au sein du pays même afin d'éviter les chevauchements.

- 3. Les fournisseurs multilatéraux.** Un éventail de fonds multilatéraux créés sous et en dehors de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) peuvent être mobilisés pour aider à financer le processus PNA. Ceux-ci incluent le Fonds vert pour le climat, qui devrait devenir une source significative de financement pour le processus PNA. Il peut appuyer la phase d'élaboration du processus PNA d'un pays par le biais de son Programme de soutien à l'état de préparation et peut financer la préparation et mise en œuvre de mesures d'adaptation individuelles priorisées dans le cadre du processus PNA. Le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques ont été mandatés par la CCNUCC pour appuyer respectivement les processus PNA dans les pays les moins avancés et dans les autres pays en développement. En outre, le Fonds pour l'adaptation, dont la mission est de financer les projets et programmes d'adaptation concrets, permet de financer la phase d'exécution du processus PNA. Les fonds multilatéraux créés en dehors de la CCNUCC peuvent représenter des sources de financement essentielles au processus PNA, notamment pour la phase d'exécution. Parmi ces fonds figurent le Programme pilote pour résister aux changements climatiques et le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. Les pays peuvent aussi envisager d'accéder à des fonds non focalisés sur le climat tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

De plus, les pays peuvent obtenir un financement de la part de banques multilatérales de développement pour appuyer la mise en œuvre de mesures d'adaptation priorisées à travers le processus PNA, en particulier dans des secteurs tels que l'eau, l'énergie, l'infrastructure et la production alimentaire. Les banques multilatérales de développement financent directement des projets d'adaptation distincts ou des projets de développement comprenant des coûts différentiels associés à l'octroi d'avantages conjoints d'adaptation. Elles peuvent également servir de catalyseurs pour obtenir des ressources supplémentaires auprès des secteurs publique et privé. Les pays devraient clairement comprendre les modalités de financement des divers fonds multilatéraux et des banques multilatérales de développement afin d'optimiser la mise en adéquation de leurs besoins vis-à-vis du processus PNA avec les ressources appropriées.

- 4. Les acteurs du secteur privé à l'échelon national ou international.** Bien que l'expérience en ce qui concerne la mobilisation de fonds privés pour l'adaptation soit actuellement limitée, le processus PNA peut apporter aux gouvernements une opportunité de diriger et d'influencer les investissements par le secteur privé afin qu'ils appuient la mise en œuvre de mesures d'adaptation priorisées. Afin d'exploiter ce potentiel, les gouvernements doivent clairement comprendre le secteur privé dans sa diversité, ses motivations, ses

investissements déjà engagés dans l'adaptation au changement climatique et dans l'existence d'opportunités pour impliquer ce secteur dans la mise en œuvre de mesures d'adaptation. Il s'agit en particulier de comprendre les rôles différents qui peuvent être joués par les financiers et entreprises privés dans le financement direct et indirect de la mise en œuvre de mesures d'adaptation. Cette compréhension peut renforcer la capacité des gouvernements à personnaliser leurs stratégies de communication et d'implication. On peut aussi étudier les divers moyens par lesquels le secteur privé peut être impliqué dans le processus d'adaptation, y compris par le biais de l'établissement de partenariats public-privé. Le secteur public peut jouer un rôle primordial afin de mobiliser le secteur privé à s'impliquer dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation en mettant en place un climat favorable aux investissements en général et en fournissant des informations, des incitations et des signaux économiques pertinents.

Bien qu'il existe un large éventail de sources de financement pour le processus PNA, la diversité des bailleurs de fonds et l'échelle de financement potentiel disponible pour ses phases d'élaboration et d'exécution sont sensiblement différents (comme le montre la figure B). Un nombre limité de sources (principalement le financement public intérieur, les fournisseurs bilatéraux et les fonds multilatéraux) apportent un soutien particulier à la phase d'élaboration du processus PNA. En revanche, des financements plus diversifiés (domestique et international, public et privé) pourraient être disponibles afin d'appuyer la phase d'exécution du processus PNA. Cette tendance est conforme à la prévision selon laquelle **un financement plus important sera nécessaire pour appuyer la phase d'exécution du processus PNA**. Il faut néanmoins signaler qu'à présent, les financements identifiés directement en tant que soutiens au processus PNA sont destinés essentiellement à la phase d'élaboration.

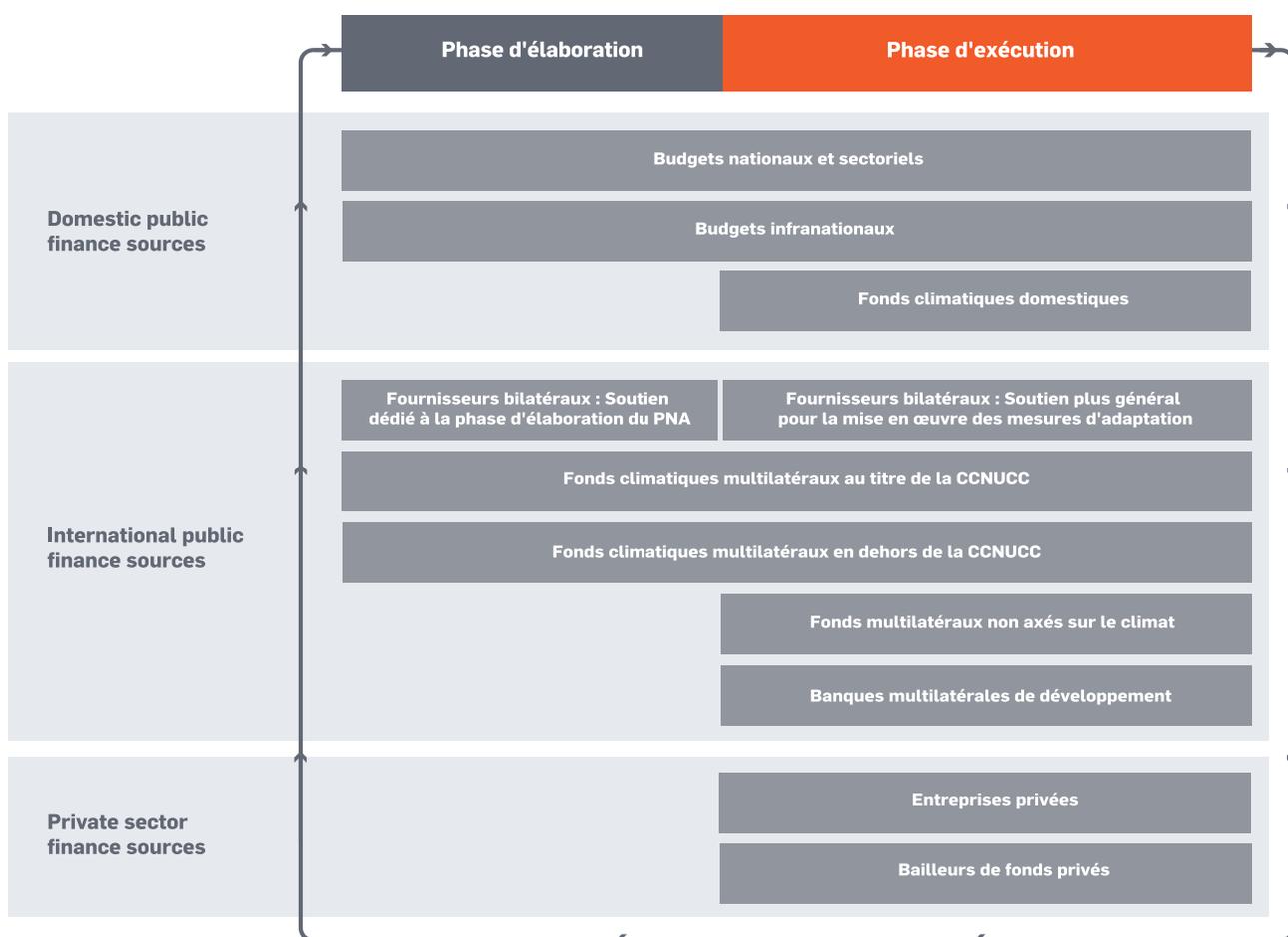


Figure B. Sources potentielles de financement pour le processus PNA.

## La nécessité d'une stratégie de financement

Vu la diversité des financements disponibles pour appuyer le processus PNA, il est essentiel que les pays fassent correspondre leurs besoins de financement avec les sources les plus appropriées afin de répondre à ces besoins. La mise au point d'une stratégie de financement spécifique pour le processus PNA peut faciliter cette démarche. Ces stratégies peuvent jouer un rôle primordial en soutenant systématiquement une approche nationale coordonnée pour identifier les besoins de financement durant le processus PNA. Elles peuvent également aider à hiérarchiser les sources de financement potentielles et expliquent en détail, étape par étape, comment un pays peut réaliser ses objectifs de financement. Ces résultats peuvent être atteints par la mise en place d'une **stratégie de financement** composée des **principaux éléments constitutifs** suivants (voir figure C) :

- **L'identification du manque de financement** compte tenu des coûts totaux estimés de l'ensemble du processus PNA comparés à la disponibilité des sources de financement existantes pour couvrir ces coûts.
- **La détermination des options de financement** pour les mesures d'adaptation prioritaires en identifiant les sources potentielles de financement et les instruments financiers adéquats, tout en tenant compte des circonstances, relations et capacités nationales.
- **L'identification des prochaines étapes opérationnelles** afin d'augmenter les chances d'accéder aux sources de financement identifiées, telles que le renforcement des capacités, le développement de relations avec des acteurs clés ou la préparation de propositions spécifiques.

Par cette démarche, une stratégie de financement de PNA peut jouer un rôle essentiel dans la traduction des idées et projets qui se dégagent de la phase d'élaboration du processus PNA en actions concrètes entreprises pour mettre en œuvre les priorités identifiées en matière d'adaptation.

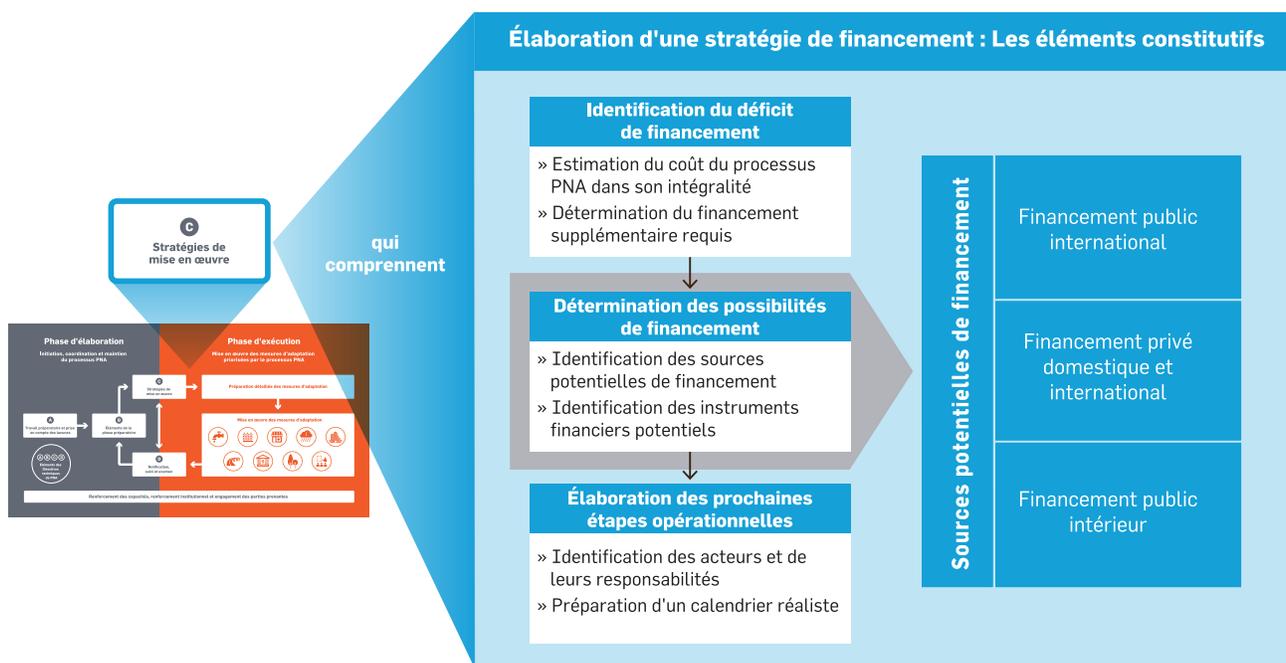


Figure C. Principaux éléments constitutifs d'une stratégie de financement de PNA et son lien au processus PNA.

---

## Orientation proposée

En plus de préparer une stratégie de financement de PNA, les pays en développement peuvent prendre des mesures durant le processus PNA pour améliorer leurs chances d'obtenir des financements à l'avenir. Des orientations essentielles à prendre en compte par les pays en développement comprennent :

- **Les besoins de financement du processus PNA devraient être pris en compte dès le départ.** Les équipes de PNA devraient déterminer les ressources nécessaires aux phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA et la façon dont elles pourraient être obtenues au début du processus. La phase d'élaboration devrait ensuite être conçue pour améliorer le potentiel d'un pays à obtenir à l'avenir des financements provenant de ces sources.
- **Impliquer les principales parties prenantes au début du processus PNA.** Les ministères responsables des finances et de la planification du développement, ainsi que des secteurs sensibles au climat, devraient être impliqués tôt et tout au long du processus PNA. Des efforts devraient également être consentis pour impliquer les fournisseurs bilatéraux, les fournisseurs multilatéraux et les représentants du secteur public. L'investissement en temps et en ressources dans ces efforts sera probablement bénéfique à long terme.
- **L'engagement de haut niveau est essentiel.** Un engagement politique précoce et continu envers le processus PNA de la part de hauts fonctionnaires d'institutions clés est particulièrement nécessaire pour promouvoir les décisions de financement qui permettront de réussir le lancement, la poursuite et l'impact du processus.
- **Le financement public intérieur est essentiel afin de financer le processus PNA de manière durable.** La nature itérative du processus PNA signifie que le financement provenant de cette source est essentiel pour couvrir les coûts permanents associés à la coordination et à la maintenance du processus PNA au fil du temps. Le financement public intérieur sera probablement aussi requis pour les investissements dans les biens publics qui favorisent les efforts visant à réduire le risque climatique, tels que le renforcement institutionnel, le renforcement des capacités et l'amélioration de secteurs tels que l'éducation et la santé.
- **Le financement devrait aller au-delà de la portée des projets individuels.** Compte tenu de la diversité des besoins de financement en matière d'adaptation, les équipes de PNA devraient aussi envisager de recourir à des instruments financiers qui vont au-delà du soutien aux projets individuels et qui, au contraire, ciblent plus généralement les programmes et les initiatives.
- **Concrétiser le potentiel du financement provenant du secteur privé nécessite une conception soignée.** Le fait d'impliquer le secteur privé dans le processus PNA nécessite une compréhension claire de la diversité du secteur, des motivations de ses acteurs et de la manière dont leurs intérêts concordent avec les priorités des pays en matière d'adaptation. Cette compréhension peut être utilisée pour identifier des stratégies appropriées pour améliorer le climat d'investissement d'un pays relatif à la participation du secteur privé dans les mesures d'adaptation.
- **Les pays devraient rechercher des sources de financement adaptées à leurs circonstances et capacités nationales.** La probabilité d'obtenir des financements de différentes sources pour soutenir les processus PNA sera influencée par des facteurs tels que les climats d'investissement généraux des pays, leurs capacités techniques, leurs systèmes de gestion des finances publiques et leurs relations existantes avec les bailleurs de fonds. Les pays devraient prendre ces facteurs en considération lors de l'élaboration de stratégies de financement de PNA adaptées à leurs besoins.

La prise en compte des recommandations contenues dans cette note d'orientation peut améliorer la probabilité d'obtenir le financement suffisant et fiable qui est requis pour lancer, coordonner et maintenir le processus PNA au fil du temps. Cela peut aussi accroître la probabilité d'obtenir le financement considérable nécessaire à la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires. Ce financement peut transformer les stratégies et projets en mesures d'adaptation concrètes permettant aux gouvernements de réduire les risques que posent les changements climatiques à leurs citoyens, leurs infrastructures et leurs économies et d'atteindre les objectifs d'adaptation exprimés dans leurs CDN.

# Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	<b>i</b>
<b>1 Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>2 Le processus PNA sous une optique de financement</b> .....	<b>4</b>
2.1 Aperçu général du processus PNA .....	4
2.2 Examen plus approfondi d'un point de vue de financement .....	5
2.3 Possibilités de financement du processus PNA.....	8
<b>3 Les possibilités de financement public intérieur</b> .....	<b>10</b>
3.1 Les budgets publics intérieurs .....	11
3.2 L'utilisation d'instruments fiscaux .....	15
3.3 Les fonds intérieurs relatifs au changement climatique .....	17
<b>4 Les possibilités de financement public international.....</b>	<b>20</b>
4.1 Les fournisseurs bilatéraux.....	21
4.2 Les fonds multilatéraux .....	24
4.3 Les banques multilatérales de développement.....	28
<b>5 Impliquer le secteur privé</b> .....	<b>31</b>
5.1 Comprendre le secteur privé .....	32
5.2 Impliquer les entreprises privées et les bailleurs de fonds privés.....	35
5.3 Le rôle du secteur public pour attirer des financements privés dans le processus PNA .....	39
5.4 Les partenariats public-privé .....	41
<b>6 Relier les points pour financer le processus PNA</b> .....	<b>45</b>
<b>7 Conclusions</b> .....	<b>49</b>
<b>Glossaire</b> .....	<b>51</b>
<b>Références</b> .....	<b>53</b>

---

## Liste des figures

Figure 1. Processus PNA : Principaux éléments nécessitant un financement.....	6
Figure 2. Rôle potentiel du financement public intérieur dans le soutien au processus PNA.....	10
Figure 3. Rôle potentiel du financement public international dans le soutien au processus PNA.....	20
Figure 4. Rôle potentiel du financement privé dans le soutien au processus PNA. ....	31
Figure 5. Vue d'ensemble : Acteurs du secteur privé, instruments financiers et échelles de financement associées. ....	37
Figure 6. Sources potentielles de financement pour le processus PNA.....	46
Figure 7. Principaux éléments constitutifs d'une stratégie de financement de PNA et son lien au processus PNA.....	47

## List des tableaux

Tableau 1. Activités principales nécessitant un financement lors des phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. ....	7
Tableau 2. Aperçu général des sources potentielles de financement pour le processus PNA.....	9

## Liste des encadrés

Encadré 1. Lien entre les processus PNA et les CDN.....	1
Encadré 2. Contexte du processus PNA.....	4
Encadré 3. Suivre le financement de l'adaptation .....	12
Encadré 4. Principales considérations pour systématiser l'implication des acteurs du secteur privé..	33
Encadré 5. Exemples de mécanismes de financement privé innovants pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation .....	36

## Liste des études de cas

Étude de cas 1. Faire aligner le processus PNA sur le processus de planification budgétaire nationale du Togo.....	14
Étude de cas 2. La réforme des subventions des combustibles fossiles en Indonésie.....	16
Étude de cas 3. Le Programme des Stratégies intégrées d'adaptation aux changements climatiques de la Grenade .....	22
Lectures complémentaires proposées sur le financement public international :.....	30
Étude de cas 4. Les produits financiers qui encouragent l'adaptation aux changements climatiques : Cas de la Banque centenaire de l'Ouganda .....	38
Étude de cas 5. Promouvoir l'irrigation par le biais d'un PPP dans la région Megech-Seraba en Éthiopie.....	42
Étude de cas 6. Élaborer une stratégie de financement pour le processus PNA au Cambodge .....	48

---

## Liste des acronymes

<b>AMCC+</b>	Alliance mondiale contre le changement climatique+
<b>AND</b>	Autorité Nationale Désignée
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>BAD</b>	Banque africaine de développement
<b>BMD</b>	Banque multilatérale de développement
<b>CAD-OCDE</b>	Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
<b>CDMT</b>	Cadre de dépenses à moyen terme
<b>CDN</b>	Contribution déterminée au niveau national
<b>CNDD</b>	Conseil national pour le développement durable
<b>FA</b>	Fonds pour l'adaptation
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>FIC</b>	Fonds d'investissement climatiques
<b>FPMA</b>	Fonds pour les pays les moins avancés
<b>FSCC</b>	Fonds spécial pour les changements climatiques
<b>FVC</b>	Fonds vert pour le climat
<b>GEPMA</b>	Groupe d'Experts des Pays Les Moins Avancés
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
<b>ODI</b>	Institut de développement d'outre-mer
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU-DAES</b>	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
<b>PAG-PNA</b>	Programme d'appui global aux plans nationaux d'adaptation
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>PNA</b>	Plan national d'adaptation
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement ; dorénavant ONU environnement
<b>PPCR</b>	Programme pilote pour résister aux changements climatiques
<b>PPP</b>	Partenariat public-privé
<b>UNEP FI</b>	Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>UNFCCC</b>	United Nations Framework Convention on Climate Change

# 1 Introduction

De nombreux pays prennent de plus en plus de mesures pour comprendre, se préparer et s'adapter aux impacts actuels et futurs du changement climatique. Cet élan de l'engagement en faveur de l'adaptation aux niveaux politiques les plus élevés se reflète également dans l'accord historique conclu à Paris. En vertu de cet accord, les pays se sont engagés à renforcer leurs « capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques » en s'impliquant dans des processus de planification en matière d'adaptation et en mettant en œuvre des mesures d'adaptation (United Nations Framework Convention on Climate Change [UNFCCC], 2015). La plupart des pays en développement ont également inclus un volet d'adaptation dans leurs **contributions déterminées au niveau national (CDN)**. Dans les CDN, les pays exposent à la communauté internationale les étapes qu'ils prévoient d'accomplir, compte tenu des spécificités nationales, afin de contribuer à atteindre l'objectif de l'Accord de Paris.

Au niveau national, le dynamisme croissant des efforts en matière d'adaptation peut être observé dans le nombre de pays en développement qui font avancer des mesures relatives à l'adaptation aux changements climatiques par le biais de **processus de plans nationaux d'adaptation (PNA)**. Ces processus visent à faciliter l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification du développement et de budgétisation aux niveaux national, sectoriel et infranational, réduisant systématiquement la vulnérabilité d'un pays aux impacts du changement climatique à moyen et long terme. Les processus PNA aident les pays à diriger et à coordonner l'adaptation au niveau national, à coordonner les secteurs, à évaluer leurs vulnérabilités, à identifier les besoins en matière d'adaptation à moyen et long terme, à préparer et à exécuter des mesures d'adaptation qui répondent aux besoins identifiés et à suivre les progrès accomplis à l'égard des objectifs d'adaptation nationaux, entre autres. Ils peuvent aussi représenter un moyen essentiel de formuler et mettre en œuvre le volet d'adaptation des CDN des pays (voir encadré 1). Des approches spécifiques pour l'initiation et la poursuite des processus PNA varient d'un pays à l'autre en réaction à leurs circonstances, besoins et priorités de développement nationaux (Price-Kelly & Hammill, 2015).

## Encadré 1. Lien entre les processus PNA et les CDN



Plus de 100 pays ont exprimé leur engagement dans la lutte contre les risques liés au changement climatique en incluant un volet d'adaptation dans leurs CDN. Environ un quart de ces pays ont fait explicitement référence à un processus PNA dans ces documents (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit [GIZ], 2017b). S'ils sont abordés de manière intégrée, les processus nationaux de PNA et CDN peuvent se renforcer mutuellement, ce qui permet d'assurer une approche cohérente à la planification et à l'action nationales en matière d'adaptation. Alors que les CDN sont un moyen pour les pays de partager avec la communauté internationale leurs buts, objectifs, priorités et efforts en matière d'adaptation, les processus PNA peuvent fournir les conditions nécessaires à l'accomplissement des objectifs d'adaptation énoncés dans les CDN. En outre, les processus PNA peuvent éclairer le contenu de CDN ultérieures, en s'assurant qu'elles reflètent pleinement les besoins et priorités en matière d'adaptation qui ont été identifiés au niveau national. Le fait de réfléchir au sujet des liens entre ces deux processus dès leur démarrage peut aider à bâtir le soutien politique et financier requis pour une planification et une mise en œuvre efficaces de l'adaptation au niveau national. Les pays peuvent créer ces liens en intégrant des personnes clés dans les deux processus, en renforçant la communication entre ministères compétents, en coordonnant les échéanciers et en envisageant des systèmes de suivi et communication complémentaires (GIZ, 2016, 2017b).

---

**Les gouvernements auront besoin de moyens financiers tout au long du processus PNA** — du démarrage à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des mesures d'adaptation prioritaires.<sup>1</sup> Le montant de financement requis variera d'un pays à l'autre en fonction d'un éventail de facteurs. Ces facteurs comprennent le niveau d'impacts climatiques actuels et futurs vécus par un pays, le degré d'évaluation du risque climatique et de planification de l'adaptation déjà entreprise par le pays, et le nombre et la portée des mesures prioritaires identifiées par le pays. Quelles que soient les circonstances d'un pays, on peut s'attendre à ce que le processus PNA nécessite un financement conséquent. Des financements seront particulièrement nécessaires pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires dans divers secteurs et à différentes échelles.<sup>2</sup> Ces financements n'auront pas pour origine une source unique. Les pays devront conjuguer de façon stratégique des financements de diverses sources afin de financer leurs processus PNA et d'accomplir les objectifs d'adaptation énoncés par leurs CDN. Ces sources de financement pourront être domestiques ou internationales, publiques ou privées.

Les dernières années ont vu la publication d'une abondante littérature traitant des différentes sources de financement de l'adaptation en général. Très peu d'attention a néanmoins été accordée de façon plus spécifique au financement des processus PNA et à la manière selon laquelle ceci pourrait contribuer à la réalisation des objectifs d'adaptation des CDN. À mesure qu'un nombre croissant de pays lancent et font avancer leurs processus PNA, ils **ont besoin d'orientations précises quant à la manière d'obtenir des financements pour ces processus**, notamment pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires.

Cette note d'orientation vise à combler cette lacune en fournissant un aperçu général des sources de financement existantes pour un processus PNA national. Elle identifie également les questions à prendre en compte quant à l'accès au financement provenant de ces sources. Plus précisément, elle a les **objectifs** principaux suivants :

- Apporter une compréhension plus claire du processus PNA en ce qui concerne son financement et des montants de financement relatifs nécessaires à ses différentes phases.
- Présenter l'éventail de sources potentielles de financement et identifier lesquelles pourraient être les plus appropriées pour les différentes phases du processus PNA.
- Proposer des mesures concrètes que les pays pourraient adopter durant le processus PNA afin d'améliorer leurs chances d'obtenir des financements de sources différentes.

Cette note d'orientation est censée être complémentaire aux **Directives techniques pour le processus de PNA** élaborées par le Groupe d'Experts des Pays les Moins Avancés (GEPMA). Elle s'adresse principalement aux points focaux de PNA, aux autres ministères impliqués dans les processus de planification de l'adaptation et aux praticiens de la coopération au développement qui soutiennent ces processus. Le contenu de cette note d'orientation n'est pas normatif. En revanche, le lecteur y trouvera des pistes et des questions à prendre en compte lors de l'élaboration de son approche pour obtenir des financements pour le processus PNA. Des suggestions sont fournies pour une lecture plus approfondie sur différents aspects du financement climatique, en s'appuyant sur la vaste gamme de littérature disponible.

La note d'orientation commence par un aperçu général du processus PNA, de ses besoins de financement et des catégories de sources de financement (section 2). Ces sources de financement potentielles sont ensuite abordées plus en profondeur, notamment le financement public intérieur (section 3), le financement public international (section 4) et le financement provenant du secteur privé (section 5). Chacune de ces parties examine le rôle potentiel de ces sources de financement dans le soutien des éléments du processus PNA, en indiquant à la fois les opportunités et les défis à relever. La section 6 explique la nécessité d'élaborer des stratégies de financement robustes pour soutenir les processus PNA et fournit des orientations quant à la manière de préparer ces stratégies.

---

1 Au sein de cette note d'orientation, les « mesures d'adaptation » sont définies comme étant les projets, programmes et autres initiatives entrepris par les pays afin de réduire leur vulnérabilité au changement climatique.

2 Une estimation du montant de financement requis pour les processus PNA n'est pas disponible. Cette affirmation est fondée sur des estimations du montant de financement requis par les pays en développement pour appuyer l'adaptation de manière plus générale. Les estimations mondiales précédentes ont proposé des fourchettes entre US\$70 milliards et US\$100 milliards par an d'ici 2050. En revanche, des estimations basées sur des analyses sectorielles et nationales ont prévu des coûts d'US\$140 milliards à US\$300 milliards d'ici 2030, et d'US\$280 milliards à US\$500 milliards d'ici 2050. Les estimations des coûts de l'adaptation varient de façon significative en fonction de facteurs tels que les hypothèses retenues pour les calculs, les changements climatiques prévus et les méthodes employées (UNEP, 2016).

---

Tout au long de cette publication, les paragraphes intitulés « Points importants à prendre en considération » attirent l'attention du lecteur sur les enjeux auxquels il pourrait songer lorsqu'il évalue la pertinence d'une source de financement compte tenu de ses besoins et circonstances. Ces paragraphes traitent également des mesures concrètes que pourront prendre les pays au cours du processus PNA afin d'obtenir des financements de différentes sources à l'avenir.

La note d'orientation se termine par un résumé des points clés que les équipes de PNA<sup>3</sup> pourraient garder à l'esprit lorsqu'elles déterminent la manière d'obtenir le financement requis tout au long de leurs processus PNA (section 7).

---

3 Dans ce document, le terme « équipe de PNA » se réfère au groupe de personnes qui dirigent et coordonnent le processus PNA d'un pays donné.

# 2 Le processus PNA sous une optique de financement

**Cette partie donne un aperçu général du processus PNA et l'examine de plus près d'un point de vue de financement. Elle fait également état de l'éventail des sources de financement disponibles que les pays en développement pourraient utiliser pour appuyer leurs processus PNA.**

## 2.1 Aperçu général du processus PNA

Le processus PNA a été institué par la CCNUCC en 2010 (voir encadré 2). Ce processus vise à permettre aux pays en développement, et notamment les pays les moins avancés (PMA), à **identifier leurs besoins en matière d'adaptation à moyen et long terme et à élaborer et exécuter des stratégies et programmes pour répondre à ces besoins.**

Comme cela a été exprimé dans les décisions de la CCNUCC, ce processus est continu, progressif et piloté par le pays et a pour objet de s'aligner sur les priorités et objectifs de développement durable nationaux. Il se compose de quatre éléments : (A) le travail préparatoire et la prise en compte des lacunes ; (B) les éléments de la phase préparatoire ; (C) les stratégies de mise en œuvre ; et (D) la notification, le suivi et l'examen (UNFCCC, 2012). Ces éléments sont ensuite subdivisés en étapes et activités détaillées par les [Directives techniques pour le processus de PNA](#) élaborées par le GEPMA en 2012. Ceci permet aux pays.<sup>4</sup>

### Encadré 2. Contexte du processus PNA



Le processus PNA a été institué sous les auspices du Cadre de Cancún pour l'adaptation (Décision 1 CP.16), qui faisait partie des accords de Cancún négociés pendant la seizième Conférence des Parties à la CCNUCC en 2010. La décision était axée sur la mise en place d'une planification efficace de l'adaptation dans les PMA, tout en invitant d'autres pays en développement à utiliser les mêmes modalités afin d'appuyer l'élaboration des PNA (UNFCCC, 2011). L'année suivante, les Parties ont davantage examiné les détails du processus PNA et ont convenu qu'il a deux objectifs : « réduire la vulnérabilité aux incidences des changements climatiques en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience » et « intégrer de manière cohérente l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques, les programmes et les travaux pertinents, nouveaux ou en cours, en particulier les processus et les stratégies de planification du développement » (UNFCCC, 2012, p. 80). Un engagement à concevoir ou renforcer la planification et la mise en œuvre de l'adaptation, y compris par le biais de l'élaboration et la mise en œuvre de PNA, était davantage précisé par l'Article 7 de l'accord de Paris de 2015 (UNFCCC, 2016a). Plus de renseignements sur l'évolution des processus PNA au titre de la CCNUCC sont disponibles à [NAP Central](#).

<sup>4</sup> Les étapes et activités énoncées dans les directives techniques élaborées par le GEPMA sont compatibles avec les principes directeurs pour l'adaptation des décisions suivantes de la CCNUCC: Décision 1/CP.16, paragraphe 12 (UNFCCC, 2011), Décision 5/CP.17, paragraphes 2 à 4 (UNFCCC, 2012) et Article 7, paragraphe 5 de l'Accord de Paris (UNFCCC, 2016a).

---

Le processus PNA devrait être entrepris par le biais d'une approche sensible à la dimension de genre, participative et transparente qui prend en considération les groupes, communautés et écosystèmes vulnérables (UNFCCC, 2012). Le processus peut être dirigé par un point focal national, qui est généralement situé dans un seul ministère ou agence (souvent l'environnement). Cependant, le processus implique un large éventail d'acteurs, y compris d'autres ministères, départements et autorités infranationales, ainsi que des acteurs de la société civile et du secteur privé.

## 2.2 Examen plus approfondi d'un point de vue de financement

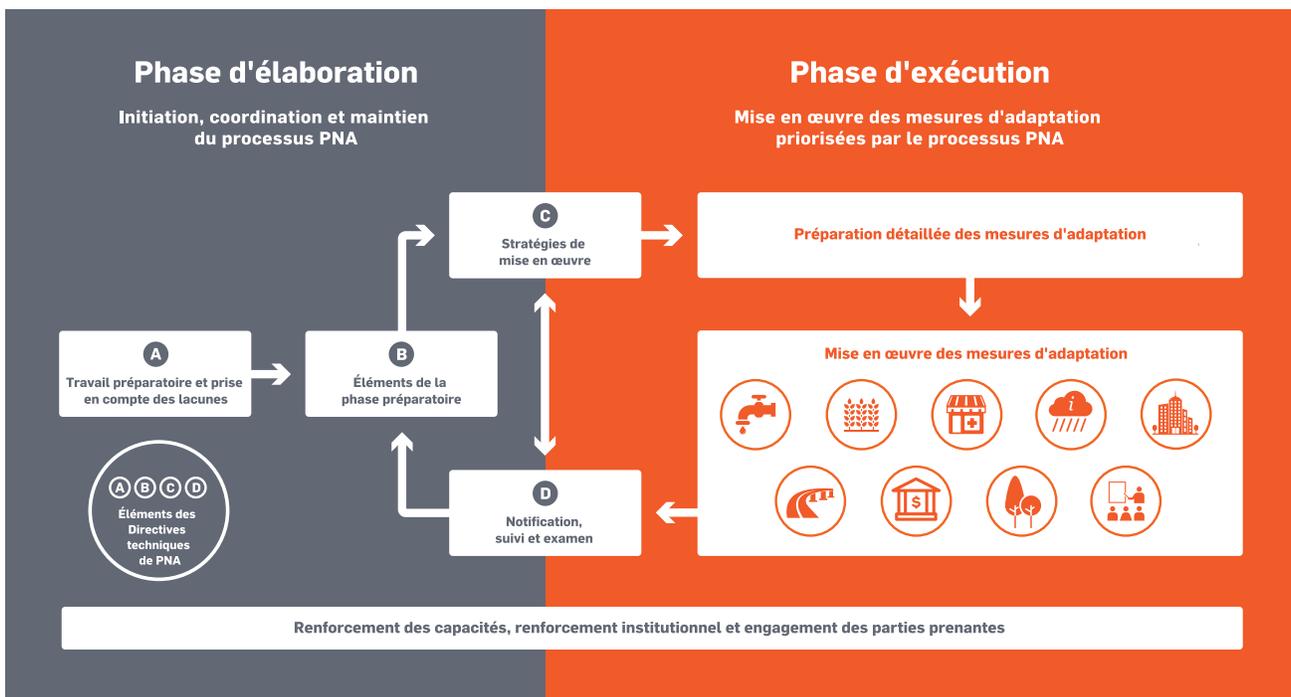
Les acteurs à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement ont besoin de financement pour des activités tout au long du processus PNA, depuis le démarrage jusqu'à la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et l'examen. Cependant, les besoins de financement ainsi que les sources disponibles pour soutenir les activités dans ce processus varient considérablement. Par conséquent, en regardant le processus PNA d'un point de vue de financement, il est utile de distinguer entre **deux grandes phases** :

- **La phase d'élaboration.** Cette phase comprend les activités liées à l'initiation, la coordination et le maintien du processus PNA, donc principalement les étapes couvertes par les directives techniques de PNA. Les coûts associés à la phase d'élaboration du processus PNA sont principalement liés aux activités menées par les gouvernements ; cependant, certains coûts peuvent également être associés aux activités d'autres parties prenantes participant au processus.
- **La phase d'exécution.** Cette phase englobe la préparation et la mise en œuvre réelles des mesures d'adaptation individuelles priorisées par le processus PNA. Pour cette raison, les coûts associés sont significativement plus élevés que ceux liés à la phase d'élaboration. Le financement pour supporter ces coûts est également nécessaire pour un plus large éventail d'acteurs, y compris différents secteurs et niveaux de gouvernement, la société civile et le secteur privé. Les gouvernements nationaux jouent généralement un rôle de chef de file et de coordination dans l'obtention de ce financement.

La différenciation de ces deux phases emploie le langage utilisé dans les décisions pertinentes de la CCNUCC, qui font référence au processus « d'élaborer et d'exécuter des plans nationaux d'adaptation » (Décision 1/CP.16). Les deux phases soulignent néanmoins que le processus PNA est de nature itérative (voir aussi Décision 5/CP.17) et que celui-ci devrait conduire à la mise en œuvre de mesures concrètes en matière d'adaptation. Les besoins de financement et les opportunités liés à la mise en œuvre de mesures d'adaptation concrètes sont quelque peu différents de ceux des quatre éléments du processus PNA décrits dans les directives techniques de PNA. Pour cette raison, cette note d'orientation traite séparément de la phase d'exécution et de la phase d'élaboration.

La figure 1 montre les **principaux éléments nécessitant un financement au cours d'un processus PNA**. La nature itérative des deux phases est mise en évidence par cette figure. Les activités en lien avec l'élaboration de stratégies de mise en œuvre (C) et la notification, le suivi et l'examen (D) relient les phases d'élaboration et d'exécution. La figure reflète également les aspects transversaux du renforcement des capacités, du renforcement institutionnel et de l'engagement des parties prenantes qui se déroulent tout au long du processus. En outre, la figure souligne que la préparation et la mise en œuvre détaillées de mesures spécifiques en matière d'adaptation se rapportent à divers secteurs sensibles au climat. Pour cette raison, le processus implique généralement l'engagement et l'encadrement actifs d'un éventail de ministères, et pas seulement le ministère de l'environnement.

Le processus PNA est éclairé par les leçons tirées et les informations nouvelles, notamment en ce qui concerne les changements observés et prévus en matière de climat. Ces renseignements sont intégrés au processus au fil du temps. Par conséquent, en pratique, les nombreux éléments des phases d'élaboration et d'exécution se déroulent simultanément, chacun éclairant l'autre.



**Figure 1. Processus PNA : Principaux éléments nécessitant un financement.**

Le tableau 1 présente les **activités principales dans chacun des éléments** montrés dans la figure 1. Les activités identifiées sont basées sur les directives techniques de PNA, ainsi que sur des expériences vécues dans le soutien aux pays en développement dans leurs processus PNA et d'autres processus d'adaptation connexes récents. Le tableau fait référence, entre parenthèses, aux étapes pertinentes des directives techniques de PNA.<sup>5</sup> Il montre également que la phase d'exécution comporte moins d'éléments que la phase d'élaboration. Il est néanmoins important de souligner que les besoins de financement de la phase d'exécution devraient être largement supérieurs à ceux de la phase d'élaboration. Ceci est dû à la variété et la portée des mesures d'adaptation potentielles qui pourraient être mises en œuvre.

Le processus PNA peut identifier des mesures qui se focalisent sur différents aspects de l'adaptation. Ceci inclut des aspects institutionnels (par exemple, les structures de gouvernance, les lois et les politiques), des aspects sociaux (par exemple, les besoins éducatifs, comportementaux et informationnels) et des aspects structurels ou physiques (par exemple, les infrastructures et technologies qui répondent aux risques climatiques) (Noble et al., 2014). À l'intérieur de ces grandes catégories, un processus PNA national peut hiérarchiser un vaste éventail de mesures d'adaptation à mettre en œuvre. Le tableau 1 fournit des exemples qui illustrent l'éventail d'activités qui peuvent nécessiter un financement.

<sup>5</sup> Veuillez noter que certaines étapes des directives techniques de PNA ont été élargies, fusionnées et/ou simplifiées par souci de clarté.

**Tableau 1. Activités principales nécessitant un financement lors des phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA.**

Élément	Activités principales	
<b>Phase d'élaboration</b>		
<b>Travail préparatoire et prise en compte des lacunes (A)</b>	Lancement du processus et établissement de cadres institutionnels (A1) Recensement : Identification des informations disponibles et des capacités (A2)	Renforcement des capacités (A3, C3), renforcement institutionnel et implication des parties prenantes
<b>Éléments de la phase préparatoire (B)</b>	Réalisation d'analyses de risques climatiques et de vulnérabilité (B1, B2) Identification, examen et évaluation des options d'adaptation (B2, B3) Élaboration et diffusion de documents de planification de l'adaptation (B4) Intégration de l'adaptation dans la planification du développement national et sectorielle (B5, C1), les processus de planification infranationale et la budgétisation	
<b>Stratégies de mise en œuvre (C)</b>	Hiérarchisation des activités d'adaptation spécifiques (sectorielles, infranationales, secteur privé) avec la participation des parties prenantes (C1) Élaboration de stratégies de financement et de mise en œuvre (C2) Renforcement des cadres de mise en œuvre (C3, C4)	
<b>Notification, suivi et examen (D)</b>	Suivi et évaluation du processus PNA (D1) Mise en place de systèmes de suivi et évaluation pour l'adaptation (D1) Collecte et analyse des données (D1) Intégration de nouvelles informations et analyse (référence) Examen du processus PNA et actualisation des documents de planification (D2, D3) Documentation et diffusion des informations (D4)	
<b>Élaboration et diffusion de documents de planification de l'adaptation (B4)</b>		
<b>Préparation détaillée des mesures d'adaptation</b>	Implication d'acteurs infranationaux, de la société civile, du secteur privé et des partenaires du développement Conception détaillée de programmes, projets et initiatives en matière d'adaptation pour mettre en œuvre les mesures d'adaptation prioritaires Estimation exhaustive des coûts des programmes, projets et initiatives individuels en matière d'adaptation Élaboration de propositions de financement et d'analyses de rentabilisation individuelles	Renforcement des capacités (A3, C3), renforcement institutionnel et implication des parties prenantes
<b>Mise en œuvre des mesures d'adaptation</b>	Exemples donnés à titre indicatif : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de l'accès aux informations concernant l'adaptation <ul style="list-style-type: none"> <li>– Exécuter des campagnes ciblées d'engagement et de sensibilisation du public afin de susciter un intérêt pour les risques climatiques et les stratégies d'adaptation</li> <li>– Mettre en place des systèmes pour fournir des services d'information climatique aux acteurs infranationaux, y compris les organisations et communautés locales</li> <li>– Renforcement des vulgarisateurs agricoles afin d'appuyer des pratiques agricoles qui résistent aux phénomènes climatiques</li> </ul> </li> <li>• Facilitation de l'accès aux ressources pour l'adaptation et de la gestion durable de celles-ci <ul style="list-style-type: none"> <li>– Création de possibilités pour diversifier les stratégies de subsistance afin d'inclure des activités moins sensibles au climat</li> <li>– Élaboration de services financiers axés sur l'adaptation pour les communautés vulnérables</li> <li>– Promotion de l'utilisation efficace de l'eau et d'autres ressources sensibles au climat</li> <li>– Établissement de règles pour la gestion durable des ressources naturelles afin de réduire la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes</li> </ul> </li> <li>• Investissement dans l'infrastructure et la technologie <ul style="list-style-type: none"> <li>– Établissement de stations météorologiques et de systèmes d'alerte précoce</li> <li>– Acquisition de logiciels pour l'analyse et la modélisation climatiques</li> <li>– Renforcement de routes et d'autres infrastructures majeures pour résister aux extrêmes et incertitudes climatiques</li> <li>– Élaboration et amélioration de semences, de systèmes d'irrigation et d'autres technologies résistants aux phénomènes climatiques afin de réduire la vulnérabilité du secteur agricole</li> <li>– Construction d'infrastructures protectrices (telles que les ouvrages de protection contre les inondations)</li> </ul> </li> </ul>	

---

Toutes les activités montrées dans le tableau 1 nécessitent du temps et des ressources et engendrent donc un coût. Le type de dépenses et le montant de financement nécessaire sont spécifiques aux contextes individuels des pays. Les **coûts associés au processus PNA** peuvent être regroupés en deux catégories générales :

- **Les coûts d'exploitation.** Ce sont les dépenses courantes engagées pour soutenir la coordination et la facilitation du processus PNA durant ses phases d'élaboration et d'exécution. Il s'agit notamment des coûts liés aux ressources humaines, aux équipements et à la communication. Ils comprennent également les coûts administratifs des activités liées au PNA, telles que le contrôle financier et la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes, projets et initiatives.
- **Les coûts d'investissement.** Ce sont les coûts liés aux investissements pour l'élaboration et le maintien des infrastructures et technologies pour l'adaptation. Il s'agit notamment du matériel de construction et des équipements spécialisés, de la recherche et développement ainsi que des biens publics tels que les systèmes éducatifs et de santé.

La plupart des coûts liés à la phase d'élaboration du processus PNA seront vraisemblablement associés aux activités entreprises par les gouvernements, y compris l'équipe de PNA, les ministères sectoriels, les autorités infranationales et les organismes publics. Lors de la phase d'exécution du processus PNA, les mesures d'adaptation individuelles pourront être mises en œuvre par une panoplie plus large d'acteurs, de sorte que différents niveaux de gouvernement, des organisations de la société civile et des acteurs du secteur privé nécessiteront des financements. Dès le début du processus PNA, les équipes de PNA devraient donc s'interroger sur la manière d'obtenir des ressources financières pour cette phase, en introduisant des parties prenantes qui seront impliquées ultérieurement dans l'exécution.

### 2.3 Possibilités de financement du processus PNA

Il existe un large éventail de sources disponibles pour financer le processus PNA et ainsi permettre d'atteindre les objectifs d'adaptation énoncés dans les CDN d'un pays. Le tableau 2 fournit un aperçu général de ces sources et des opportunités qu'elles présentent pour financer le processus PNA. Comme le montre le tableau, ces possibilités peuvent se répartir de deux manières générales :

- Que la source soit d'origine **domestique ou internationale**
- Que l'investisseur soit d'origine **publique ou privée**

Les pays devront réfléchir à la manière de conjuguer ces différentes sources de financement pour couvrir l'ensemble des coûts des phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. Dans la majorité des cas, ceci impliquera à la fois d'exploiter des fonds existants, d'attirer de nouveaux investissements et de générer de nouveaux flux de financement. Il convient de garder à l'esprit que **les financements pour l'adaptation vont au-delà de ce qui peut être spécifiquement qualifié de financement climatique**. Des mesures sectorielles (par exemple, mettre en place des installations de traitement des eaux usées ou améliorer des postes sanitaires en milieu rural) ou des investissements intersectoriels dans le développement (par exemple, mettre en place des systèmes de protection sociale ou renforcer l'organisation communautaire) peuvent faciliter l'adaptation ou même déboucher directement sur un abaissement des risques climatiques. De façon similaire, les acteurs du secteur privé pourront adopter des mesures pour aborder les risques relatifs à la continuité des opérations qui ne sont pas nécessairement considérés comme une adaptation. Ces diverses sources de financement sont plus amplement détaillées dans la suite de la présente note d'orientation.

**Tableau 2. Aperçu général des sources potentielles de financement pour le processus PNA.**

Sources de financement		Description	Opportunités pour financer le processus PNA	Section de la note d'orientation
Financement public intérieur	Recettes publiques intérieures	<p>Les ressources financières du secteur public, recueillies et gérées par le gouvernement</p> <p>Allouées dans des budgets annuels basés sur des plans à court ou moyen terme pour des ministères/organismes gouvernementaux ou des transferts à des acteurs non étatiques</p> <p>Les instruments fiscaux (taxes, subventions, obligations, conversion de dettes) peuvent être utilisés pour générer des revenus supplémentaires ou redistribuer des revenus existants</p> <p>Les fonds climatiques nationaux peuvent être utilisés en tant que véhicule de financement pour canaliser des fonds</p>	<p>Une source de financement prévisible et constant qui peut appuyer à la fois les <b>phases d'élaboration et d'exécution</b> du processus PNA</p> <p>Renforce l'appropriation nationale du processus PNA</p> <p>Peut utiliser le levier financier<sup>6</sup> d'autres sources de financement pour l'adaptation</p>	3
Financement public international	Fournisseurs bilatéraux	<p>Fonds publics apportés par un pays pour un autre pour soutenir des secteurs, programmes ou projets particuliers, y compris des actions intersectorielles</p> <p>Comprend l'aide publique au développement, les autres flux officiels et les crédits à l'exportation</p> <p>Les instruments de financement comprennent les subventions, les prêts (concessionnels et non concessionnels), les garanties, les assurances et les capitaux propres</p>	<p>Source flexible de financement qui présente d'importantes possibilités pour financer <b>à la fois les phases d'élaboration et d'exécution</b> du processus PNA</p> <p>Particulièrement utile pour l'innovation ainsi que pour la facilitation d'activités telles que le renforcement des capacités et le renforcement des institutions et des systèmes pour l'adaptation</p>	4
	Fournisseurs multilatéraux	<p>Des fonds majoritairement publics provenant de plusieurs gouvernements regroupés et livrés par l'entremise d'institutions dotées de structures de gouvernance collective ainsi que des ressources propres provenant des institutions elles-mêmes</p> <p>Les mécanismes incluent les fonds multilatéraux (tels que les fonds climatiques et les fonds sectoriels) et les banques multilatérales de développement (BMD)</p> <p>Les instruments de financement peuvent inclure les subventions, les prêts (concessionnels et non concessionnels), les assurances, les garanties et les capitaux propres</p>	<p>Les fonds axés sur le climat ont des fenêtres spécialement conçues pour soutenir la <b>phase d'élaboration</b> des processus PNA</p> <p>Les fonds climatiques et sectoriels peuvent apporter un financement complémentaire pour l'<b>exécution</b> des mesures d'adaptation</p> <p>Les BMD peuvent financer l'<b>exécution</b> des mesures d'adaptation avec un plus haut niveau de concessionnalité que les banques commerciales</p>	4
Financement privé intérieur et international	Acteurs du secteur privé	<p>Organisations non étatiques et individus impliqués dans des activités commerciales (Pauw, 2015), y compris à la fois des acteurs nationaux et internationaux</p> <p>Comprend des entreprises (telles que les sociétés et les fondations privées) et des financiers (tels que les banques commerciales, les compagnies d'assurance et les fonds d'investissement)</p> <p>Les instruments de financement du secteur privé comprennent les prêts, la microfinance, les lignes de crédit, les obligations privées, la dette subordonnée, le capital-risque, les garanties, les assurances, les subventions et les envois de fonds</p>	<p>Financement de la <b>phase d'exécution</b> du processus PNA, à savoir des mesures d'adaptation par des gouvernements ou des acteurs non étatiques</p> <p>Investissement dans de nouvelles perspectives d'affaires qui soutiennent l'adaptation et réduisent le risque climatique</p> <p>Investissements pour protéger les pratiques commerciales existantes des impacts climatiques</p>	5

6 Dans cette note d'orientation, le terme « levier financier » fait référence à l'utilisation d'un investissement comparativement modeste afin d'attirer des financements de montants plus élevés de la part de sources publiques et/ou privées.

# 3 Les possibilités de financement public intérieur

Chaque élément du processus PNA nécessite des fonds provenant de sources publiques domestiques. Au démarrage du processus PNA, les gouvernements nationaux doivent investir des ressources humaines et financières pour coordonner le processus et faciliter la planification de l'adaptation entre les secteurs et les niveaux de gouvernement. Au fil du temps, en accord avec les objectifs du processus PNA, les gouvernements doivent prendre des mesures pour intégrer plus systématiquement dans les budgets nationaux les coûts liés aux phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. Étant donné que de nombreuses mesures d'adaptation sont des biens publics, le financement public intérieur est également nécessaire pour financer la mise en œuvre des priorités d'adaptation identifiées dans le cadre du processus PNA. L'utilisation du financement public intérieur à ces fins peut donner aux gouvernements une plus grande maîtrise quant à la manière d'affecter ces fonds pour répondre aux besoins priorités.

Cette section montre comment les équipes de PNA peuvent utiliser les budgets domestiques pour financer les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA (voir figure 2). Elle présente également les opportunités et défis potentiels liés à l'utilisation d'instruments fiscaux pour générer de nouvelles sources de revenus et redistribuer des financements domestiques existants.

Enfin, elle traite de l'établissement de fonds nationaux relatifs au changement climatique en tant que véhicules financiers.

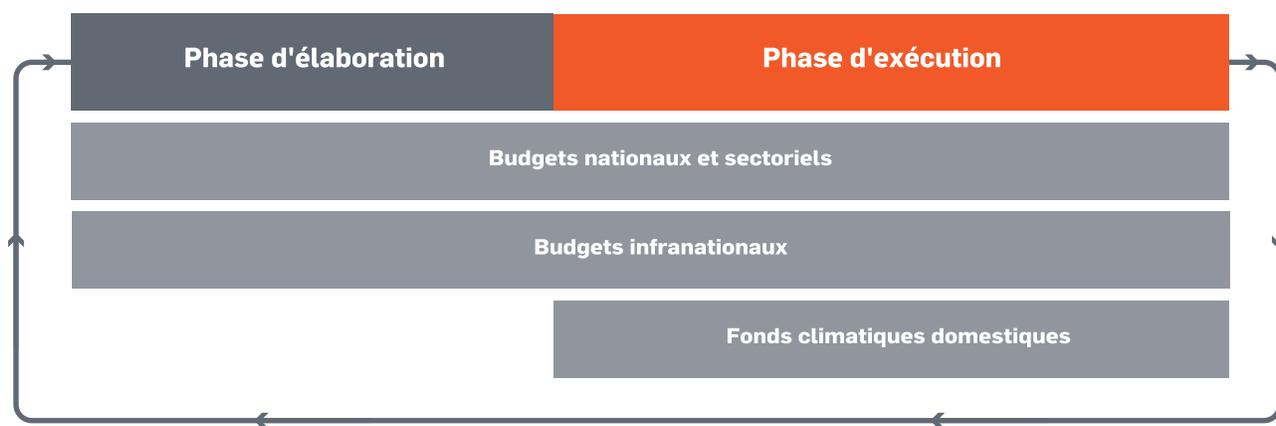


Figure 2. Rôle potentiel du financement public intérieur dans le soutien au processus PNA.

---

### 3.1 Les budgets publics intérieurs

Les budgets intérieurs peuvent représenter une **source essentielle de ressources financières pour l'adaptation**. Par rapport à d'autres sources, ils ont le potentiel de fournir un financement relativement prévisible et constant pour les processus PNA, notamment pour l'exploitation et le maintien du processus à moyen et long terme. L'utilisation de ressources domestiques pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation montre qu'un pays s'engage à faire progresser les efforts en matière d'adaptation.

Cet engagement manifeste peut aider à mobiliser davantage d'investissements publics et privés. L'utilisation de ressources nationales peut améliorer la probabilité que les efforts en matière d'adaptation s'appuient sur les systèmes et les dispositifs institutionnels existants. Cela signifie qu'ils seront intégrés dans les processus gouvernementaux qui existent déjà, plutôt que d'avoir lieu par le biais de projets ou programmes à court terme établis en parallèle avec les systèmes gouvernementaux standards.

Néanmoins, bien que de nombreux pays aient progressé dans l'établissement de politiques sur le changement climatique et dans l'élaboration de plans pour les rendre opérationnels (y compris les plans d'adaptation), dans la plupart des cas, ceux-ci n'ont pas encore été intégrés aux processus de planification qui motivent la budgétisation (United Nations Development Programme [UNDP], 2015a). Cela fait qu'il est difficile pour les pays de bénéficier de l'utilisation de leurs budgets domestiques pour financer le processus PNA.

**Les financements provenant de budgets publics intérieurs peuvent être utilisés pour appuyer les processus PNA de diverses façons**, dont les suivantes :

- Couvrir les coûts d'exploitation courants au cours des phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. Ceux-ci incluent les coûts des ressources humaines, des équipements et de la communication.
- Couvrir d'autres coûts liés à l'intégration des priorités d'adaptation dans les processus de planification qui déterminent les allocations budgétaires. Ceux-ci comprennent les coûts des heures de travail de personnel et des contributions d'experts.
- Investir dans des mesures transversales qui permettent la bonne exécution des mesures d'adaptation, telles que les services climatologiques et les systèmes de suivi et d'évaluation de l'adaptation.
- Allouer des fonds pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation spécifiques par des ministères, des autorités infranationales ou d'autres acteurs.

Les budgets publics intérieurs ne sont pas entre les mains d'une seule entité. Les ministères des finances et/ou de la planification sont généralement les principaux décideurs en ce qui concerne les allocations budgétaires (Miller, 2012). Cependant, l'allocation de ressources pour le processus PNA dans le cadre des budgets publics intérieurs impliquera généralement aussi le ministère responsable de la coordination du processus, souvent le ministère de l'environnement. Un financement provenant du budget central peut être réservé au ministère de l'environnement, à d'autres ministères, à des autorités infranationales, à des organismes publics ou à des acteurs non étatiques. Les fonds désignés peuvent être alloués aux budgets de base des bénéficiaires (par exemple, pour payer des coûts d'exploitation, engager des ressources humaines supplémentaires ou renforcer des dispositifs de soutien transversaux). Ces fonds peuvent également être utilisés pour mettre en œuvre des programmes, projets ou initiatives d'adaptation spécifiques découlant du processus PNA.

Les budgets domestiques représentent également **une occasion essentielle d'allouer systématiquement des ressources liées à l'adaptation à des acteurs aux niveaux infranationaux**. Cela est crucial car la mise en œuvre des mesures d'adaptation se fera en grande partie aux niveaux infranationaux, mais ces acteurs risquent de faire face à des obstacles dans l'accès aux sources internationales de financement public et privé. La façon dont les ressources sont allouées aux niveaux infranationaux dépendra du degré de décentralisation ayant eu lieu dans un pays et des systèmes déjà en place pour le transfert et le suivi des fonds (voir encadré 3).<sup>8</sup>

---

8 Pour plus de renseignements sur la liaison de l'adaptation aux niveaux national et infranational, merci de consulter la note d'orientation du Réseau mondial de PNA intitulée **[L'intégration verticale dans les processus d'élaboration de plans nationaux d'adaptation \(PNA\)](#)** (Dazé, Price-Kelly, & Rass, 2016).

### Encadré 3. Suivre le financement de l'adaptation



Les efforts visant à améliorer le suivi du financement de l'adaptation sont en augmentation au niveau national, ce qui renforce la transparence des flux de financement climatique. Un meilleur suivi du financement de l'adaptation peut permettre aux pays d'identifier des lacunes, d'améliorer la coordination et la gestion, et de tirer des conclusions sur différents mécanismes financiers. Ces résultats peuvent accroître les possibilités de lever des fonds supplémentaires pour l'adaptation au changement climatique (Tirpak, Brown, & Ballesteros, 2014).

Diverses méthodes ont été déployées pour surveiller le financement climatique national pour l'adaptation (World Bank, 2015). Parmi elles, l'**Examen Institutionnel et des Dépenses Publiques Climatiques (CPEIR)** du PNUD représente une voie prometteuse. Cet outil permet d'effectuer une analyse ponctuelle et systématique, aux niveaux qualitatif et quantitatif, des dépenses publiques d'un pays et de leur rapport aux changements climatiques. Il joue un rôle déterminant pour les décideurs en les aidant à mieux comprendre le montant de ressources dont ils ont besoin pour financer leur réponse nationale aux changements climatiques (UNDP, 2015b). De façon similaire, l'**Adaptation Finance Accountability Initiative** vise à analyser comment les pays utilisent les fonds d'adaptation et comment ces fonds soutiennent les communautés locales.

Ces efforts ont révélé des défis et des problèmes. Un défi consiste à déterminer ce qui constitue « le financement de l'adaptation » compte tenu des liens forts entre l'adaptation et le développement (Wilkinson et al., 2014). Un manque de sensibilisation concernant le sens du terme « adaptation » et un défaut d'accord concernant des systèmes complets pour la codification et le suivi des investissements en faveur de l'adaptation compliquent encore les efforts (Jones et al., 2012). Un autre défi est présenté par les duplications et le manque de coordination entre les niveaux de gouvernement ainsi que les bailleurs de fonds et les responsables de la mise en œuvre de projets. Cela inclut les divergences entre les rapports des donateurs et ceux des bénéficiaires. Ces défis font en sorte qu'il est difficile d'avoir une vue d'ensemble complète de la façon dont les fonds sont déboursés à différents niveaux de gouvernement (King'uyu, 2016). On peut considérer que les investissements qui renforcent les capacités et les mécanismes de notification, et qui améliorent par conséquent le suivi du financement climatique national, font partie des efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre leurs processus PNA. Ces investissements peuvent aider les pays à déterminer si les priorités sont respectées et à mieux suivre le rapport coût/avantages et l'impact des investissements.

L'approche la plus adaptée en ce qui concerne l'allocation de fonds pour le processus PNA dépend du **cycle de planification et de budgétisation** de chaque pays. Il existe généralement deux points d'entrée clés dans ce cycle (GIZ, 2014a) :

- a) **Le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT)**. Il est généralement fondé sur une stratégie nationale en matière d'économie ou de développement. Il fournit un cadre général de dépenses planifiées et de plafonds pour l'allocation de ressources dans des domaines particuliers. L'échéance est habituellement de trois à cinq ans. Certains pays peuvent également avoir des budgets sectoriels de moyen terme.
- b) **Le processus budgétaire annuel**. Ceci s'appuie sur des plans annuels sectoriels ou de développement. Ce processus définit les allocations annuelles pour les dépenses opérationnelles et pour des programmes ou activités spécifiques.

Comme le processus PNA lui-même s'inscrit dans une perspective à moyen ou long terme, il fournit une base pour prévoir les besoins de financement à moyen terme. Ces besoins peuvent être intégrés dans les CDMT. Cette intégration peut créer les conditions nécessaires au financement durable de la mise en œuvre des mesures d'adaptation. Cependant, en cas de non alignement des échéances de ces processus, cette approche peut s'avérer peu pratique à

---

court terme. De plus, puisque certains pays ne disposent pas d'un CDMT, ils peuvent ne pas avoir de solides assises pour l'allocation de ressources pour les priorités d'adaptation à moyen terme (GCCA+, n.d.). Dans de tels cas, les budgets annuels peuvent représenter le point d'entrée le plus logique, du moins au début. Ces outils à plus courte échéance peuvent offrir davantage de souplesse pour l'allocation de ressources aux activités liées au processus PNA, surtout lors de sa phase d'élaboration.

### Points importants à prendre en considération



- Une analyse précoce des procédures de planification et de budgétisation d'un pays, entreprise dans le cadre du processus PNA, peut permettre d'identifier des points d'entrée précis dans le cycle budgétaire national pour intégrer les besoins de financement liés à l'adaptation (voir l'étude de cas 1 pour un exemple).
- L'implication d'acteurs clés provenant d'organismes responsables des affectations budgétaires, tels que les ministères des finances et/ou de la planification, est critique pour tirer parti des points d'entrée identifiés et pour effectuer des efforts ciblés pour intégrer l'adaptation.
- Élaborer et/ou améliorer les estimations de coûts pour les priorités d'adaptation permet une plus robuste communication des besoins de financement aux organismes clés se chargeant des allocations budgétaires.
- Élaborer des documents d'orientation pratiques et propres à chaque pays à l'attention des fonctionnaires de la planification des ministères sectoriels peut les sensibiliser quant à où et comment ils peuvent intégrer les enjeux du changement climatique et les besoins de financement dans le cycle de planification et de budgétisation.
- Afin de garantir l'efficacité de l'allocation, de la distribution et du suivi du financement lié au processus PNA, les équipes de PNA devront peut-être intervenir auprès de collègues dans des ministères responsables de la planification et/ou des finances afin d'obtenir des améliorations pour le système financier national existant (par exemple, la mise en place d'un CDMT ou le renforcement des systèmes de suivi des dépenses).



## Étude de cas 1. Faire aligner le processus PNA sur le processus de planification budgétaire nationale du Togo

Le gouvernement du Togo a pris des mesures pour faire aligner son processus PNA avec son cycle de planification budgétaire et du développement au niveau national. Plus précisément, le gouvernement a analysé son système de planification et de budgétisation afin d'identifier les étapes et points d'entrée pertinents en vue de l'alignement du processus PNA avec les procédures existantes. Ceci a été entrepris avec le soutien du Programme de Soutien aux Politiques Climatiques de la GIZ et d'un fonds bilatéral d'études et d'expertise mandaté par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (GIZ, 2014b). Dans le cadre de ce processus, le gouvernement togolais a mis en place un comité technique pour la coordination du processus d'intégration des changements climatiques dans la planification et la budgétisation du Togo. Ce comité était coprésidé par le Ministère de la planification du développement, le Ministère de l'économie et des finances et le Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Ministère de l'environnement et des ressources forestières, 2016a).

L'analyse a impliqué des entretiens avec des parties prenantes clés, y compris des hauts responsables de ministères essentiels, au début de la phase d'élaboration. Les résultats de l'analyse ont montré que les points à considérer en matière d'adaptation aux changements climatiques étaient dans une certaine mesure déjà reflétés par la stratégie nationale de développement et par de nombreux plans sectoriels (GIZ, 2014b). Après l'analyse, le comité a identifié la lettre de cadrage du processus budgétaire de 2017 en tant que point d'entrée pour l'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation, compte tenu de son importance dans l'élaboration du budget de l'État.

Les membres du comité du cadre budgétaire à moyen terme ont participé à un atelier de formation traitant de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans le processus budgétaire pour 2017 à 2019 (Sama et al., 2016). Les activités de suivi comprendront l'identification des étapes individuelles du processus budgétaire, ainsi que les points d'entrée et les calendriers, et l'évaluation du coût respectif pour que chaque option d'adaptation aux changements climatiques soit prise en compte dans les systèmes de budgétisation et de programmation.



---

## 3.2 L'utilisation d'instruments fiscaux

Les instruments fiscaux tels que les taxes et subventions représentent une autre façon pour les gouvernements de générer des recettes supplémentaires ou redistribuer des financements intérieurs existants dans un but de soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation. Les nouvelles recettes perçues à l'aide de ces instruments peuvent être affectées aux budgets gouvernementaux généraux ou réservées afin de soutenir un objectif précis en lien avec les phases d'élaboration et/ou d'exécution du processus PNA. Les instruments fiscaux peuvent aussi être adaptés afin d'encourager les mesures qui réduisent le risque climatique et afin de décourager les activités inadaptées (NAP Global Network, 2016). De plus, ils peuvent servir à produire des flux de recettes prévisibles et fiables (Innovative Financing Initiative, 2014). Néanmoins, bien que les instruments fiscaux aient déjà été employés pour financer des efforts en matière d'atténuation des changements climatiques, il persiste un manque d'expérience généralisé en ce qui concerne l'utilisation de ces outils pour aborder les besoins en matière d'adaptation.

Les gouvernements utilisent actuellement, pour de nombreux objectifs, un vaste éventail d'instruments fiscaux. Parmi ceux-ci, les instruments suivants pourraient potentiellement servir à **générer de nouvelles recettes** pour le processus PNA :

- **Les taxes, les prélèvements et les droits.** Les gouvernements peuvent appliquer des taxes, des prélèvements et des droits sur des biens ou des services afin de générer des recettes gouvernementales ou de modifier les structures d'incitation. Quelques exemples sont les taxes sur l'essence, les taxes sur le carbone et les prélèvements dans le cadre de systèmes nationaux d'échange de droits d'émission au moment de l'allocation des quotas ou pendant les échanges de quotas. Les recettes générées à l'aide de ces instruments peuvent être réservées pour soutenir l'exécution des mesures d'adaptation.
- **Les obligations.** Les gouvernements peuvent récolter des fonds en émettant des obligations pour une certaine durée de temps à un taux d'intérêt fixe ou variable en vue de leur achat par des investisseurs. Par exemple, les gouvernements peuvent émettre des obligations adaptées à leur communauté diasporique. Ces « obligations diaspora » permettent de financer des projets à un taux d'intérêt plus faible que celui qui pourrait être proposé par d'autres investisseurs. L'Inde a émis ces obligations avec succès et le Nigéria a également commencé à les utiliser (United Nations Department for Economic and Social Affairs [UN DESA], 2012).
- **La conversion de dettes.** Les gouvernements peuvent négocier avec un ou plusieurs créateur(s) afin de faire annuler une partie de leur dette en vue de libérer des fonds pour une initiative désignée. Les exemples existants incluent principalement des échanges dette-nature et des échanges dette-développement (UN DESA, 2012). Les gouvernements ont également témoigné de l'intérêt pour des échanges dette-climat. L'analyse suggère qu'un tel instrument peut être adapté à des situations précises telles que des pays avec des niveaux de dette élevés, des capacités de gouvernance en cours d'amélioration et une forte vulnérabilité aux changements climatiques (Warland & Michaelowa, 2015).

Les instruments fiscaux peuvent également être employés pour **redistribuer des recettes gouvernementales existantes ou nouvelles** afin d'obtenir les résultats désirés en matière d'adaptation. Voici quelques exemples notables :

- **Les subventions.** Les gouvernements peuvent utiliser une partie de leurs budgets disponibles pour subventionner le coût d'un bien ou d'un service afin de promouvoir l'adoption de technologies ou de pratiques qui renforcent la capacité d'adaptation. Par exemple, des individus ou des sociétés pourraient recevoir des subventions qui les incitent à acheter des technologies d'irrigation plus efficaces ou des semences résistantes à la sécheresse. En outre, des allègements fiscaux peuvent être accordés aux sociétés pour les inciter à investir dans le développement ou l'introduction de technologies pour l'adaptation.
- **La réforme des subventions.** Les gouvernements peuvent faire diminuer le montant des subventions existantes telles que des subventions relatives aux combustibles fossiles (voir étude de cas 2). Ceci permettrait de réaffecter les fonds disponibles aux activités qui font diminuer le risque climatique et/ou qui découragent les comportements qui font augmenter le risque climatique.

## Étude de cas 2. La réforme des subventions des combustibles fossiles en Indonésie



En 2014, le gouvernement indonésien a renouvelé ses efforts pour réformer les subventions en matière d'essence et de diesel. Le coût élevé des subventions relatives aux combustibles fossiles empêchait le pays d'entreprendre d'importantes améliorations aux infrastructures et services sociaux insuffisants (Benes et al., 2016). En outre, ces subventions bénéficiaient principalement aux ménages aux revenus moyens ou élevés (Lontoh et al., 2016).

Le déclin des cours mondiaux du pétrole en 2014 a apporté une fenêtre d'opportunité pour poursuivre des réformes en matière de subventions des combustibles fossiles à un moment où l'impact sur le pouvoir d'achat du consommateur serait moins prononcé (Benes et al., 2016). En novembre 2014, l'Indonésie a procédé à des réformes majeures éliminant les subventions pour l'essence (sauf pour les coûts de distribution au-delà des îles centrales du pays) et a mis en place une subvention « fixe » d'IDR 1000 par litre pour le diesel (Pradiptyo et al., 2016). Afin de limiter les oppositions à cette augmentation tarifaire et de contrer les effets économiques et sociaux néfastes pour les ménages à faibles revenus, le gouvernement a utilisé une ligne budgétaire non dépensée afin de financer un programme de sécurité sociale, en mettant en place un nouveau système de carte pour distribuer des services en matière d'éducation et d'assistance sanitaire (Beaton et al., 2017).

Ces réformes ont fait économiser IDR 186 billions (US \$13.8 milliards) au gouvernement, libérant ainsi des fonds publics considérables pour d'autres investissements. Ces fonds ont été employés pour faire accroître les budgets des ministères reliés à des programmes spéciaux visant à favoriser la croissance et réduire la pauvreté (Pradiptyo et al., 2016). Le gouvernement a aussi affecté IDR 120 billions (US \$8.9 milliards) à des programmes tels que les fonds villageois, l'agriculture, l'éducation, la sécurité sociale et diverses sortes de programmes de travaux publics et d'infrastructure. On peut s'attendre à ce que ces investissements fassent accroître la capacité d'adaptation de populations vulnérables à moyen et court terme.



Bien que de nombreuses subventions restent en place, l'Indonésie a vécu un changement de politique notable. Elle a démontré que la réforme des subventions relatives aux combustibles fossiles a le potentiel de libérer des ressources et de permettre leur réaffectation à des initiatives sectorielles clés, y compris la mise en œuvre des priorités d'adaptation identifiées à travers le processus PNA.

Ces divers instruments ont le potentiel de générer ou de redistribuer des recettes gouvernementales afin d'appuyer les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. Une attention particulière devrait néanmoins être accordée à leur utilisation en amont de leur mise en œuvre. Ces mécanismes sont difficiles et chronophages à mettre en place. S'ils sont mal conçus, ils peuvent avoir des effets négatifs inattendus qui pourraient augmenter le risque pour certains secteurs et communautés de subir des répercussions néfastes liées au changement climatique. Leur utilisation pourrait également nuire aux groupes sociaux vulnérables tels que les pauvres et les femmes. De plus, les pays doivent disposer des conditions et capacités appropriées pour assurer l'introduction réussie de ces instruments. Les « obligations diaspora », par exemple, ont été utilisées avec succès dans les pays avec de grandes communautés diasporiques prospères et bien établies ayant un degré de confiance élevé vis-à-vis du gouvernement national de leur pays d'origine. Leurs chances de réussite dans les pays qui ne remplissent pas ces conditions sont incertaines, et certaines émissions d'obligations ont échoué (UN DESA, 2012).

## Points importants à prendre en considération



- L'évaluation des capacités existantes afin de bien concevoir et mettre en œuvre les instruments fiscaux peut aider à éclairer les décisions relatives à leur utilité potentielle pour le financement du processus PNA. Dans certaines situations, un renforcement des capacités conséquent peut être requis pour permettre la mise en place des instruments fiscaux identifiés.
- L'établissement de relations fortes avec les ministères des finances peut les sensibiliser par rapport au besoin de s'adapter aux changements climatiques, au processus PNA et à ses coûts correspondants. Ceci améliorera la probabilité que des instruments fiscaux soient mis en place spécialement pour financer des mesures d'adaptation.
- Il est important de prendre en compte les susceptibilités politiques potentielles en lien avec l'introduction de nouvelles taxes, prélèvements ou droits et/ou de réformes des subventions, car ces mesures peuvent être impopulaires aux yeux des citoyens et du secteur privé.
- La faisabilité de réserver des recettes récemment générées aux phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA peut être étudiée. Cette affectation spéciale peut être perçue de façon négative par les dirigeants du gouvernement, puisqu'elle limite leur capacité à réaffecter des fonds selon l'évolution des circonstances et peut conduire à des inefficacités dans les processus de financement.

### 3.3 Les fonds intérieurs relatifs au changement climatique

De nombreux pays en développement ont mis en place des fonds nationaux et/ou infranationaux relatifs au changement climatique servant à financer leurs priorités en matière d'adaptation (et d'atténuation). En général, les fonds nationaux relatifs au changement climatique ont été établis pour **créer des véhicules financiers** permettant la canalisation, la programmation, le déboursement et le suivi du financement lié au climat (domestique et/ou international). Un fonds intérieur transparent et efficace relatif au changement climatique, lorsqu'il est soutenu par des ressources financières domestiques régulières, peut faire ce qui suit :

- Servir de véhicule financier pour les projets et programmes prioritaires en matière d'adaptation aux niveaux national, infranational et sectoriel qui ont été identifiés lors du processus PNA.
- Augmenter les capacités et la transparence nationales en matière de gestion financière en mettant en place des contrôles financiers efficaces, des mécanismes de suivi et de notification, et des capacités à préparer et évaluer des projets et à examiner des programmes climatiques.
- Positionner les gouvernements nationaux afin de diversifier leurs stratégies de mobilisation des ressources et d'améliorer leur crédibilité vis-à-vis des bailleurs de fonds internationaux (Climate and Development Knowledge Network, 2015).

Les fonds relatifs au changement climatique peuvent être conçus de diverses façons et devraient être adaptés aux besoins et circonstances nationaux. Les volets d'un fonds peuvent se distinguer en fonction de leurs objectifs, leurs sources de financement, leurs instances dirigeantes et les organisations chargées de leur mise en œuvre. **La mobilisation des ressources** pour le fonds peut se faire sous la forme de financements provenant de sources domestiques ou internationales, et publiques ou privées (Flynn, 2011). Si souhaité, les contributions domestiques à ces fonds peuvent être financées par l'emploi d'instruments fiscaux sélectionnés. Les contributions internationales peuvent être fournies dans le cadre de l'aide bilatérale. Des fonds nationaux relatifs au changement climatique peuvent aussi se faire accréditer pour recevoir des financements directement de divers fonds multilatéraux (par exemple, le Fonds vert pour le climat), favorisant ainsi un meilleur accès au financement climatique international. La décision quant à l'origine du financement étant l'un des choix les plus importants qui façonneront le fonds, celle-ci devra être fondée sur les objectifs du fonds.

---

La plupart des **fonds nationaux existants relatifs au changement climatique** sont financés par une combinaison de sources domestiques et internationales. Citons par exemple le **Fonds d'affectation spéciale national pour le changement climatique indonésien**,<sup>9</sup> le **Fonds pour l'Amazonie**<sup>10</sup> et le **Fonds climat Mali**.<sup>11</sup> En revanche, le People's Survival Fund des Philippines est un exemple de fonds financé sur une base annuelle par des sources domestiques exclusivement. Il consiste en un montant annuel de PHP 1 milliard (environ US \$20 millions) affecté aux programmes et projets d'adaptation au niveau local dans divers secteurs tels que l'agriculture, l'environnement, la santé et l'infrastructure (Fernandez, 2016).

En outre, l'expérience du Kenya montre comment des **fonds infranationaux relatifs au changement climatique** peuvent permettre aux gouvernements locaux de hiérarchiser les investissements qui réduisent le risque climatique et atteignent les priorités en matière d'adaptation. Quatre comtés kenyans ont mis en place des fonds relatifs au changement climatique au niveau du comté. La structure de ces fonds consiste en une fusion de ressources financières provenant du financement climatique international, de banques multilatérales de développement (BMD), du secteur privé, du gouvernement du Kenya et de leurs propres budgets. La législation engage les comtés à verser un pourcentage minimum de leur budget de développement pour financer des efforts d'adaptation au niveau local. Les fonds des comtés en matière de changement climatique sont utilisés pour des investissements priorités par la communauté et favorisent l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les systèmes de planification et de budgétisation locaux (Hesse & Pattison, 2013). Cet exemple montre que des fonds domestiques relatifs au changement climatique peuvent faire avancer l'adaptation au niveau local et favoriser l'intégration verticale dans les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA.

Cela dit, la mise en place de fonds domestiques relatifs au changement climatique comporte **des défis et des risques**. Premièrement, il existe un risque que les fonds nationaux pour le climat ne tiennent pas compte des institutions ou systèmes gouvernementaux existants ayant une capacité importante et bien établie en ce qui concerne la canalisation des ressources. Les nouveaux fonds sont souvent de nouveaux organismes n'ayant pas encore fait leurs preuves en ce qui concerne le déboursement efficace (African Development Bank [AfDB], 2012). Deuxièmement, les exemples du passé ont montré que l'intégralité des exigences de programmation et des capacités pour les fonds climatiques doivent être prises en compte lors de la mise en place afin d'assurer un bon fonctionnement à long terme. Cela s'applique à la planification, à la sélection et à l'approbation des projets, à la gestion financière, au suivi et à l'évaluation, et aux cadres de contrôle internes. Un financement soutenu est nécessaire pour le personnel—un facteur important qui a souvent manqué, empêchant le succès à long terme et la durabilité des fonds (GIZ, 2012). Enfin, la création d'un organisme distinct pour le financement des mesures d'adaptation au changement climatique peut empêcher l'intégration du changement climatique au sein des ministères par le biais des processus budgétaires (AfDB, 2012).

- 
- 9 Le gouvernement national de l'Indonésie a mis en place le Fonds d'affectation spéciale national pour le changement climatique indonésien afin d'atteindre son objectif en matière de changement climatique fixé en 2009, mais celui-ci n'est devenu un fonds d'affectation spéciale qu'en 2015. Le fonds est considéré comme une institution clé dans l'architecture du changement climatique de l'Indonésie dans son soutien à la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation aux niveaux national et local. Le fonds a reçu des financements et du soutien de divers partenaires de développement, y compris l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'Unité du changement climatique du Royaume-Uni et l'Ambassade royale du Danemark. Il reçoit également un soutien financier du budget des recettes et des dépenses de l'État du gouvernement de l'Indonésie dans le cadre de son engagement dans la lutte contre le changement climatique (Government of Indonesia, 2015).
- 10 Le Fonds pour l'Amazonie a été institué pour générer des recettes en faveur d'efforts pour prévenir, surveiller et combattre la déforestation, ainsi que pour promouvoir la préservation et l'utilisation durable de l'Amazonie brésilienne. Les bailleurs de fonds internationaux alimentent ce fonds sur la base de réductions vérifiables réalisées dans la déforestation. Le Brésil s'est engagé à utiliser les fonds pour la poursuite de ses efforts dans la lutte contre la déforestation en Amazonie brésilienne. Le Fonds pour l'Amazonie est géré par la Banque de développement Brésilienne, qui est aussi chargée d'amasser des fonds, de faciliter des contrats et de suivre les projets et les efforts (Government of Brazil, n.d.).
- 11 Le Fonds climat Mali conjugue des financements provenant du Fonds pour les pays les moins avancés, du Fonds pour l'adaptation et du gouvernement allemand afin de soutenir les priorités stratégiques définies par sa stratégie nationale d'adaptation au changement climatique. Le fonds pose cinq objectifs qui se renforcent mutuellement, s'aligne sur le cycle de budgétisation nationale et met des fonds à la disposition d'entités nationales, d'organes de l'ONU et d'organisations de la société civile (UNDP, n.d.).



## Points importants à prendre en considération

- Avant de décider de créer un fonds domestique pour le changement climatique, il peut être prudent d'évaluer le potentiel de soutien du processus PNA par le biais de l'utilisation des institutions ou systèmes établis pour canaliser les ressources financières et des moyens existants d'accéder au financement climatique et de gérer celui-ci (par exemple, dans les budgets ordinaires de l'État).
- Les pays devraient examiner la faisabilité politique de la création d'un fonds pour le changement climatique. Cela comprend des facteurs tels que le soutien nécessaire du parlement ou le besoin d'adopter une nouvelle loi ou acte.
- L'établissement et l'exploitation efficace de fonds consacrés aux changements climatiques nécessitent des capacités suffisantes, y compris des capacités institutionnelles et en matière de ressources humaines, ainsi que des ressources suffisantes sur le long terme. Par conséquent, avant de créer un fonds, les pays doivent garder à l'esprit la nécessité d'une solide stratégie à long terme en matière de mobilisation des ressources et d'une bonne compréhension des ressources requises pour l'exploitation d'un fonds (par exemple, les fonds de dotation ou les ressources humaines).
- L'alignement de la conception et des objectifs du fonds pour le changement climatique avec les stratégies nationales de lutte contre le changement climatique et les priorités identifiées par le PNA peut aider les pays à tirer pleinement parti des fonds domestiques relatifs au changement climatique dans le soutien de la mise en œuvre des mesures d'adaptation. Cela comprend la définition des rôles du fonds et de la manière dont l'argent peut être acheminé au niveau local, là où la mise en œuvre des mesures d'adaptation aura lieu.
- Les pays devraient se demander si l'établissement de fonds infranationaux (ou de voies de financement infranational au sein de fonds nationaux) renforcerait la mise en œuvre de mesures d'adaptation au niveau local et l'intégration verticale des processus PNA.



## Lectures complémentaires proposées sur le financement public intérieur :

Frankfurt School UNEP Collaborating Centre for Climate & Sustainable Energy Finance (n.d.): [National Climate Finance Institutions Support Programme](#)

GCCA+ (n.d.): [Mainstreaming climate change in the budgetary process](#)

GIZ (2014a): [NAP Align: Recommendations for aligning national adaptation plan processes with development and budget planning](#)

Hurley & Voituriez (2016): [Financing the SDGs in the Least Developed Countries \(LDCs\): Diversifying the financing toolbox and managing vulnerability](#)

UNDP (2011): [Blending Climate Finance through National Climate Funds. A Guidebook for the Design and Establishment of National Funds to Achieve Climate Change Priorities](#)

UNDP (2012): [National Climate Funds: Learning from the experience of Asia-Pacific countries](#)

UNDP (2015b): [Climate Public Expenditure and Institutional Review \(CPEIR\): A Methodological Guidebook](#)

# 4 Les possibilités de financement public international

Étant donné que les pays auront besoin d'un financement conséquent pour leur processus PNA, en particulier pour sa phase d'exécution, beaucoup devront augmenter leurs propres ressources intérieures à l'aide de financements provenant de sources internationales. Le financement public international est fourni principalement par les pays développés. Ce financement arrive soit directement sous forme d'assistance bilatérale soit indirectement par des voies multilatérales. Il peut être cumulé avec un financement privé, par exemple grâce aux prêts provenant de BMD.

L'ampleur actuelle du financement public international pour l'adaptation aux changements climatiques est importante. Un montant estimatif d'US \$22.5 milliards a été fourni en 2014 afin de permettre aux pays en développement de s'adapter aux changements climatiques (United Nations Environment Programme [UNEP], 2016). Un financement accru est attendu dans les prochaines années. Les pays développés ont réitéré leur engagement à mobiliser conjointement US \$100 milliards par an d'ici 2020 (UNFCCC, 2016c). Le financement de l'adaptation devrait au moins doubler d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 2014 (Organisation for Economic Co-operation and Development [OECD], 2016b). Le reste de cette section examine le rôle potentiel des sources internationales de financement public, telles que les fournisseurs bilatéraux, les fonds multilatéraux et les BMD, dans le soutien du processus PNA (tel que le montre la figure 3).

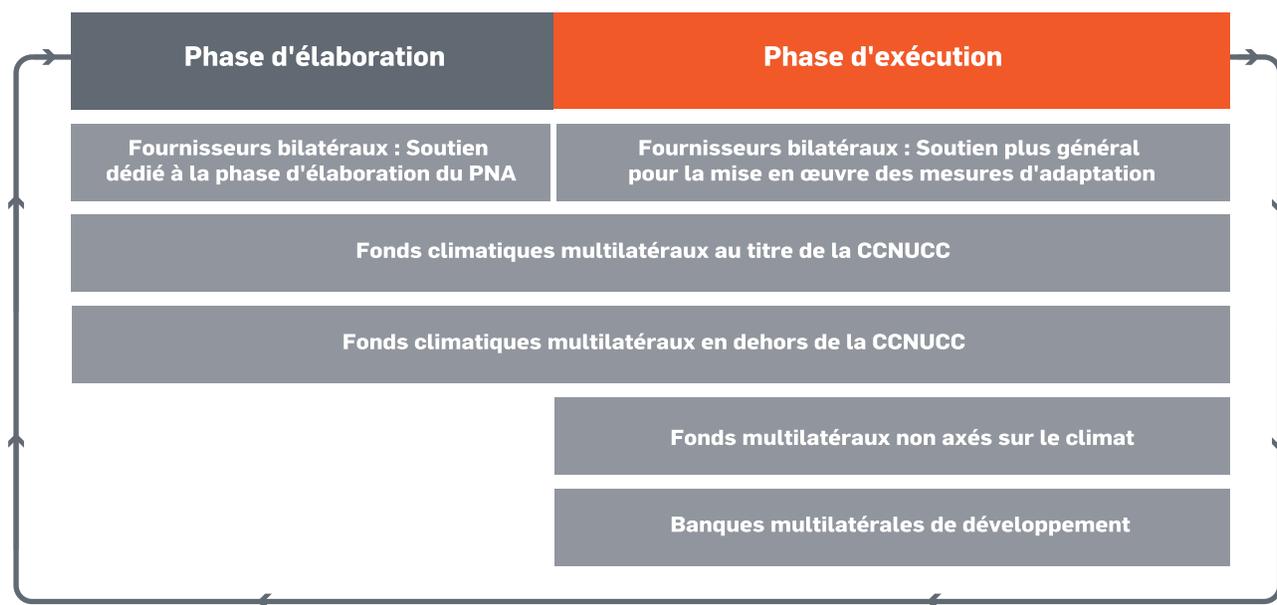


Figure 3. Rôle potentiel du financement public international dans le soutien au processus PNA.

---

## 4.1 Les fournisseurs bilatéraux<sup>12</sup>

Le financement climatique bilatéral a augmenté régulièrement au cours des dernières années. En 2013–2014, le financement bilatéral, y compris l'aide publique au développement (APD) et d'autres flux publics, a représenté plus de 55 % du financement climatique public total. Cela comprenait des fonds visant à la fois l'atténuation et l'adaptation (OECD & Climate Policy Initiative, 2015). D'après des statistiques d'APD du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD-OCDE), en 2014–2015, plus d'US \$8 milliards ont été affectés à des projets et programmes traitant spécifiquement de l'adaptation. Un montant supplémentaire d'US \$6 milliards a été consacré à des initiatives traitant à la fois de l'adaptation et de l'atténuation (OECD-DAC, 2016a). Les fournisseurs bilatéraux représentent donc clairement une source importante de financement en matière d'adaptation.

On s'attend à une augmentation du montant de financement provenant de cette source. Les mécanismes bilatéraux sont soulignés comme l'une des principales sources de financement pour les pays en développement dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris (UNFCCC, 2016a), ce qui incite les fournisseurs à développer et à renforcer leurs engagements existants. Plusieurs pays ont en effet fait part de leur intention d'augmenter les financements bilatéraux pour l'adaptation dans le cadre de l'engagement de 2010 à accroître le financement climatique pour les pays en développement à US \$100 milliards par an d'ici 2020 (UNFCCC, 2016c). En outre, des pays en développement rapide tels que la Chine fournissent de plus en plus une assistance bilatérale à des pays moins développés (Adaptation Committee, 2015). Le financement climatique provenant de fournisseurs bilatéraux est apporté par des subventions, des prêts concessionnels et des prêts non concessionnels, entre autres (OECD, 2016b).<sup>13</sup>

Le soutien bilatéral aux processus PNA est fourni par des ministères ou agences responsables de la coopération internationale pour le développement et mis en œuvre par des institutions telles que des organismes d'assistance technique ou des banques bilatérales de développement.<sup>14</sup> Un certain nombre de fournisseurs bilatéraux apportent **une assistance technique fondée sur les subventions pour faire avancer la phase d'élaboration** du processus PNA, souvent dans le cadre d'un ensemble plus large de mesures de soutien à la politique et à la planification en matière de changement climatique, au renforcement institutionnel et au renforcement des capacités. Par exemple, grâce à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Allemagne fournit un soutien technique complet à tous les stades du processus PNA dans un certain nombre de pays (tel que le montre l'étude de cas 3). Les autres pays qui soutiennent la phase d'élaboration comprennent l'Australie, l'Union européenne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis (Adaptation Committee, 2015).

Alors que le nombre de fournisseurs bilatéraux qui soutiennent expressément la phase d'élaboration des processus PNA reste limité, les pays en développement ont de grandes chances de recevoir **un appui pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation spécifiques** provenant d'un éventail plus large de fournisseurs. Cela comprend la fourniture d'une assistance technique et financière pour l'adaptation. Particulièrement liées à l'aide financière, les banques bilatérales de développement telles que l'Agence Française de Développement (France) ou la Banque de développement KfW (Allemagne) sont des acteurs importants en termes de financement de la mise en œuvre de projets et programmes individuels. Le soutien pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires peut

---

12 Dans cette note d'orientation, nous avons choisi d'employer le terme plus complet « fournisseurs bilatéraux » au lieu de « donateurs bilatéraux ». Le terme « fournisseurs » reflète mieux la diversité des sources et des conditions de fourniture du financement public international. En ce qui concerne les sources, le nombre de pays qui fournissent une aide internationale au développement a augmenté au-delà du groupe plus traditionnel de donateurs impliqués dans le CAD-OCDE. Cela inclut, par exemple, le soutien apporté aux pays en développement par la Chine, le Mexique et la Corée du Sud.

De plus, les canaux par lesquels le financement public international est fourni se sont étendus, par exemple par l'utilisation de crédits à l'exportation. Cette dernière tendance est mise en évidence par le système émergent de Soutien public total au développement durable en cours d'élaboration par l'OCDE. Ce système suivra les flux financiers au-delà de l'APD qui sont investis dans le cadre d'efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable.

13 D'après le CAD-OCDE, près de 60 % du financement du développement en lien avec l'adaptation en direction des pays en développement en 2013–2014 était sous la forme de subventions (OECD-DAC, 2016b). En outre, d'après une analyse des contributions rapportées par 36 pays et par la Commission européenne en matière de financements de démarrage rapide axés sur l'adaptation entre 2010 et 2012, près de 70 % des financements apportés aux gouvernements, aux ONG et aux sociétés des pays destinataires étaient fournis à l'aide de subventions et d'instruments connexes. Le restant a été fourni à l'aide de prêts, de garanties et d'assurances (World Resources Institute, ODI, Institute for Global Environmental Strategies, & Climate Advisers, 2013).

14 Les pays développés diffèrent quant à leur manière de fournir leur coopération au développement. Pour obtenir des informations sur la façon dont les membres individuels du CAD-OCDE ont organisé l'exécution de leur coopération au développement, voir OECD (n.d.-a).

également être fourni par des instruments tels que le soutien budgétaire spécifique et le financement commun<sup>15</sup> en direction de secteurs sensibles au climat, ainsi que les approches sectorielles pour intégrer des considérations relatives à l'adaptation dans les programmes complets de développement sectoriel (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, 2008; OCDE, 2006). Ces instruments vont au-delà du financement de projets individuels et ont le potentiel d'apporter un encouragement supplémentaire à un pays dans son engagement à intégrer l'adaptation de façon systématique dans la planification et la budgétisation.

### Étude de cas 3. Le Programme des Stratégies intégrées d'adaptation aux changements climatiques de la Grenade



En réponse aux incidences attendues du changement climatique, l'État antillais de Grenade a mis au point un certain nombre de politiques et stratégies en matière de changement climatique. Il s'agit notamment d'une politique et de plans d'action relatifs au changement climatique, ainsi que de stratégies sectorielles. Cependant, même après la création de ces plans, d'importantes lacunes ont persisté, limitant ainsi la coordination et l'intégration de cette approche à l'adaptation.

Afin de résoudre ce problème, la Grenade a coopéré avec son partenaire bilatéral, le gouvernement allemand, pour lancer le Programme des Stratégies intégrées d'adaptation aux changements climatiques. L'objectif principal du programme est de renforcer la résilience au changement climatique des communautés et écosystèmes vulnérables en Grenade grâce à une approche holistique qui regroupe différents secteurs et juridictions. Ce programme est financé par l'Initiative internationale pour le climat du Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire. Le Ministère de l'Éducation, du Développement des ressources humaines et de l'Environnement de Grenade, la GIZ et le PNUD mettent en œuvre le programme de façon conjointe.

Dans le cadre du Programme des Stratégies intégrées d'adaptation aux changements climatiques, la Grenade a lancé le processus PNA pour aider le gouvernement à comprendre comment intégrer les activités d'adaptation dans la planification du développement national et comment relier les activités locales et sectorielles aux politiques nationales. Au cours de la phase d'élaboration du processus PNA, la GIZ a fourni une assistance stratégique au gouvernement. Cette aide visait à renforcer les capacités institutionnelles, à identifier les priorités nationales en matière d'adaptation et à respecter les principes fiduciaires (préparation au financement climatique) qui permettraient au pays d'accéder directement au Fonds vert pour le climat (GIZ, 2015a).

Il existe **deux principaux canaux de distribution** permettant au financement bilatéral de soutenir les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA :

- **Les engagements bilatéraux fondés sur les négociations entre gouvernements.** Ces engagements prennent appui sur les priorités et stratégies nationales (Global Partnership for Effective Development Cooperation, 2014). Dans le cadre de ces engagements, la mise en œuvre des mesures d'adaptation peut être financée de deux façons. Premièrement, lorsque le changement climatique est identifié comme une priorité pour l'assistance bilatérale, des projets d'adaptation ciblés peuvent être financés en tant que partie intégrante du portefeuille (par exemple les projets visant à améliorer l'accès aux informations climatiques et leur utilisation). Deuxièmement, les considérations liées au changement climatique peuvent aussi être intégrées à des programmes précis dans des secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture et la gestion des ressources en eau (par exemple en tenant compte de modèles climatiques pour la disponibilité de l'eau lors de la conception de systèmes d'irrigation). De plus, des instruments tels que l'appui budgétaire ciblé, le financement commun ou les approches sectorielles allant au-delà du financement de projets individuels peuvent également être convenus lors de négociations entre gouvernements.

15 Le terme « financement commun » fait référence à des mécanismes dirigés par des donateurs ou des gouvernements qui mutualisent et gèrent des fonds provenant de plusieurs contributeurs afin de financer des priorités partagées ou de canaliser des fonds vers un secteur précis (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, 2008).

- 
- **Des fonds climatiques ciblés.** Ces fonds apportent un financement à des projets conçus précisément pour faire face au changement climatique (à la fois au niveau de l'atténuation et de l'adaptation). Des exemples comprennent l'[Initiative internationale pour le climat](#) de l'Allemagne, le [Fonds nordique de développement](#), le [Fonds international pour le climat](#) du Royaume-Uni et le programme [Alliance mondiale contre le changement climatique+](#) (AMCC+) de l'Union européenne. Les fenêtres d'adaptation de ces fonds représentent une occasion clé d'accéder au financement pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires dans le cadre du processus PNA, notamment les priorités stratégiques transsectorielles. Ces fonds fonctionnent généralement au moyen d'appels d'offres avec des domaines cibles spécifiques. Par exemple, le fonds climatique du Royaume-Uni identifie le renforcement de la résilience et la gestion des risques comme l'un de ses trois domaines d'intervention (Government of the United Kingdom, 2015).

Le portefeuille de développement de la plupart des fournisseurs bilatéraux comprend une combinaison de programmes autonomes d'adaptation au changement climatique et l'intégration des considérations d'adaptation dans les programmes de soutien aux secteurs sensibles au climat. Puisque ces fournisseurs ont tendance à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux pour définir les priorités en matière d'aide au développement, le processus PNA offre une opportunité stratégique de communiquer de manière cohérente les besoins d'un pays en matière d'adaptation et d'intégrer les priorités d'adaptation dans les cadres de l'aide au développement, parallèlement à d'autres priorités de développement. De cette façon, les financements bilatéraux peuvent fournir des modalités d'accès plus simples et plus rapides que certains mécanismes multilatéraux.

De plus, le large éventail de modalités de soutien des fournisseurs bilatéraux signifie que **ces fonds peuvent être utilisés pour financer l'ensemble des coûts associés au processus PNA. Ces coûts comprennent un soutien direct aux gouvernements pour les coûts** opérationnels lors du lancement du processus ; le renforcement institutionnel, l'implication des parties prenantes et le renforcement des capacités pour les différents acteurs engagés dans le processus ; l'infrastructure, les équipements et les systèmes améliorés pour la génération et la communication des informations climatiques ; et le renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation. Les fournisseurs bilatéraux insistent fortement sur le renforcement des capacités et l'assistance technique pour l'adaptation, créant des opportunités pour financer le renforcement des capacités à l'intérieur du pays qui peuvent ne pas être offertes par d'autres sources telles que le secteur privé ou le financement intérieur. En outre, lorsqu'il est fourni sous forme de subventions, ce financement représente une source de financement à faible risque pour investir dans des approches d'adaptation novatrices qui pourraient également tirer parti d'autres sources, y compris des financements privés.

La mesure dans laquelle le financement bilatéral peut être une source potentiellement importante de financement pour le processus PNA variera d'un pays à l'autre, en partie selon les relations existantes avec les fournisseurs. Dans les PMA, où l'APD joue un rôle important dans le financement des activités de développement en général, il peut y avoir un plus grand potentiel de soutien bilatéral pour le processus PNA. Les possibilités de financement bilatéral pour le processus PNA seront également déterminées par le degré d'importance accordé à l'adaptation dans les stratégies de financement de chaque fournisseur, tant en général que dans le pays en question. Pour que l'assistance bilatérale soit une source efficace de financement pour le processus PNA, la coordination des donateurs est essentielle pour éviter les duplications, conformément aux principes et mécanismes convenus au niveau international pour rendre l'aide plus efficace.



### Points importants à prendre en considération

- Le fait d'obtenir une compréhension claire des priorités et des canaux de distribution existants des fournisseurs bilatéraux peut aider à mettre au point une approche ciblée pour accéder au soutien bilatéral du processus PNA. Les ministères conduisant le processus de négociations bilatérales représentent une importante source d'informations à cet égard.
- Un engagement actif dans le dialogue avec les fournisseurs bilatéraux et les ministères impliqués dans les négociations avec eux peut augmenter davantage les chances que les priorités identifiées par le processus PNA soient reflétées dans les futurs accords de coopération bilatérale.
- L'efficacité et la durabilité des investissements liés à l'adaptation peuvent être améliorées en examinant la façon dont le soutien bilatéral (lié au climat ou non) peut compléter d'autres sources de financement pour le processus PNA. Par exemple, les ressources bilatérales peuvent être utilisées pour le renforcement des capacités parallèlement aux investissements du secteur privé dans les infrastructures ou la technologie.
- Encourager les fournisseurs bilatéraux à coordonner leurs efforts pour soutenir le processus PNA peut aider à maximiser les synergies et à éviter la duplication des efforts. Par exemple, les fournisseurs peuvent s'appuyer sur les mécanismes existants de coordination des donateurs ou organiser des événements conjoints de renforcement des capacités propres aux PNA.

## 4.2 Les fonds multilatéraux

La communauté internationale a mis en place plusieurs fonds multilatéraux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la CCNUCC, permettant de financer certains aspects du processus PNA. Ces fonds comprennent ceux mandatés par la CCNUCC pour soutenir la phase d'élaboration du processus PNA en particulier ainsi que des fonds mandatés pour financer l'adaptation au changement climatique de façon plus générale. D'autres fonds multilatéraux axés ou non sur le climat peuvent également apporter un financement significatif pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation.

**Les fonds établis au titre de la CCNUCC** pouvant être utilisés pour soutenir le processus PNA sont le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC) et le Fonds pour l'adaptation (FA).<sup>16</sup> Le FPMA et le FSCC sont exploités par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Le **FVC** a été mandaté par la CCNUCC pour soutenir le processus PNA. On s'attend à ce qu'il soit une source importante de financement pour les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA.<sup>17</sup> Le Programme de soutien à l'état de préparation du FVC peut soutenir la phase d'élaboration car il apporte des fonds pour :

- **La formulation de PNA et/ou d'autres processus nationaux de planification de l'adaptation.** Les pays peuvent accéder à un financement atteignant US \$3 millions pour appuyer le lancement des processus PNA, augmenter les processus de planification en cours, ou soutenir des approches programmatiques internationales pour formuler des PNA. Ces fonds doivent compléter ou s'appuyer sur d'autres initiatives et soutiens liés aux PNA (GCF, 2016c). Ils peuvent être utilisés pour améliorer les activités entreprises pendant la phase d'élaboration du processus PNA, telles que la réalisation d'évaluations des risques climatiques ou l'élaboration de stratégies de mise en œuvre.

16 Contrairement au FVC, au FPMA et au FSCC, le FA a été mis en place dans le cadre du protocole de Kyoto et ne figure donc pas parmi les entités opérationnelles du mécanisme financier de la CCNUCC.

17 Conformément à la Décision 3/CP.17, le FVC a été mandaté pour soutenir « les pays en développement dans l'application de démarches par programme et fondées sur des projets conformément aux stratégies et plans relatifs aux changements climatiques, notamment ... les plans d'adaptation nationaux » (UNFCCC, 2013). Il a également été demandé d'accélérer le soutien à la formulation des PNA dans l'Accord de Paris (Décision 1/CP.21, paragraphe 46) (UNFCCC, 2016a).

- 
- **Le renforcement des capacités afin de collaborer efficacement avec le FVC.** Les pays peuvent acquérir jusqu'à US \$1 million par an pour renforcer leurs capacités institutionnelles afin d'obtenir, programmer et déployer un financement du FVC de manière efficace (GCF, n.d.-a).<sup>18</sup> Ces ressources peuvent être utilisées pour renforcer la capacité des pays à collaborer avec le FVC et à utiliser efficacement le financement climatique. Cela peut améliorer leur aptitude à accéder au financement nécessaire pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires via le processus PNA. Au moins 50 % du financement affecté à de telles activités de préparation doit être reçu par des pays particulièrement vulnérables (GCF, n.d.-a).

Le FVC offre également une occasion importante de financer les mesures d'adaptation identifiées et prioritaires par le processus PNA. Bien qu'il ne soit devenu opérationnel qu'en 2015, le FVC est déjà le plus important fonds climatique multilatéral (Schalatek, Nakhoda, & Watson, 2015) et la plus grande source de financement multilatéral pour l'adaptation (Caravani & Patel, 2016).<sup>19</sup> La moitié du financement global du FVC concerne l'adaptation. La moitié de ce financement lié à l'adaptation vient en appui aux pays particulièrement vulnérables, y compris des PMA, des pays africains et des petits États insulaires en développement. En outre, le financement du FVC lié à l'adaptation est orienté vers des projets et programmes qui font progresser les efforts d'adaptation d'une manière conforme aux stratégies et plans nationaux, y compris ceux issus des processus PNA.<sup>20</sup> Le financement est fourni par des subventions, des dettes subordonnées, des prêts concessionnels, des investissements en capital et des garanties (GCF, 2016b).

En outre, le FVC a mis en place un mécanisme de préparation des projets par lequel les pays peuvent recevoir des subventions allant jusqu'à US \$1,5 millions par demande de préparation. Ce mécanisme soutient les entités accréditées dans la préparation de projets et programmes, depuis l'identification du projet jusqu'aux activités de phase tardive telles que la structuration du projet (GCF, n.d.-b). Ainsi, le financement provenant de cette source peut être utilisé pour convertir des idées de projets axés sur l'adaptation (par exemple, celles identifiées dans une stratégie d'exécution du processus PNA) en propositions de projets détaillées pouvant être soumises au conseil du FVC.

Les interactions avec le FVC sont arbitrées par l'**Autorité Nationale Désignée** (AND) ou point focal d'un pays. L'AND ou le point focal est chargé de diriger l'élaboration des programmes de travail nationaux en vue de leur examen par le FVC et de veiller à ce que toutes les propositions soient compatibles avec les plans nationaux de développement et les priorités climatiques. Le financement du FVC est déployé par des entités accréditées, qui peuvent être des organisations publiques, des entités privées ou des ONG travaillant aux niveaux international, régional, national ou infranational (GCF, 2016b). Les pays en développement peuvent accéder directement au FVC en créant des entités nationales accréditées qui respectent les normes fixées par le FVC.

Le **FPMA**<sup>21</sup> et le **FSCC**<sup>22</sup> ont été expressément chargés de soutenir les activités visant à faciliter le processus PNA dans les PMA et les pays hors PMA respectivement. Les fonds provenant de ces sources peuvent être utilisés pour financer des activités compatibles à la fois avec les objectifs et les principes directeurs de la CCNUCC pour le processus PNA et avec les lignes directrices opérationnelles générales du FEM pour le FPMA et le FSCC (GEF, 2013). Un financement est prévu pour des projets de taille moyenne (jusqu'à US \$2 millions), des projets de grande envergure (plus de US \$2 millions) et des approches programmatiques telles que définies par le FEM. Le financement apporté par le FPMA peut aussi être utilisé pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires dans le processus PNA qui s'harmonisent avec celles identifiées dans les programmes d'action nationaux d'adaptation des PMA. De même, le financement pour les processus PNA peut être intégré dans des projets d'investissement financés par le FSCC qui sont conformes au mandat de ce fonds (GEF, 2013).

---

18 Ces fonds peuvent être utilisés pour renforcer les AND ou points focaux, établir des cadres stratégiques pour le financement, accréditer des entités d'exécution, élaborer des programmes et projets et partager des informations et des expériences (GCF, n.d.-c).

19 Des pays développés et en développement se sont engagés à consacrer US \$10,3 milliards pour soutenir les quatre premières années de fonctionnement (de 2015 à 2018) du FVC (GCF, n.d.-d). En date de février 2017, le FVC avait approuvé US \$1,48 milliards de financement, dont 29 % pour des projets liés à l'adaptation et 37 % pour des projets transversaux (GCF, 2017).

20 Le financement pour l'adaptation fourni par le FVC vise à accroître la résilience des moyens de subsistance et des communautés ; des infrastructures et de l'environnement bâti ; de la sécurité en matière de santé, alimentation et eau ; et des écosystèmes et des services écosystémiques (UNFCCC NAP Central, n.d.).

21 Au titre de la Décision 12/CP.18, le FEM, en tant qu'entité opérationnelle du FPMA, était chargé « d'examiner comment les préparatifs du processus des plans nationaux d'adaptation pour les pays les moins avancés pourraient être facilités » (UNFCCC, 2013, p. 4). Il était également chargé d'apporter un financement du FPMA en appui aux premières étapes du processus PNA « pour financer, selon les cas, l'intégralité des dépenses convenues liées aux activités de préparation du processus PNA » (LEG, 2012, p. 31).

22 Au titre de la Décision 12/CP.18, la CCNUCC a demandé au FEM « d'examiner comment les préparatifs du processus des plans nationaux d'adaptation pour les pays en développement parties intéressées qui ne comptent pas parmi les pays les moins avancés parties pourraient être facilités » dans le cadre du FSCC (UNFCCC, 2013, p. 4).

---

Au niveau mondial, le FPMA et le FSCC financent le **Programme d'appui global aux plans nationaux d'adaptation** (PAG-PNA), dirigé conjointement par le PNUD et ONU environnement. Le PAG-PNA fournit une assistance technique aux PMA et aux pays hors PMA afin de renforcer leur capacité à lancer et à mener des processus PNA et à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification à moyen et long terme. En plus de fournir un soutien individuel, le programme organise des réunions régionales pour partager les connaissances, améliorer la compréhension du processus PNA et apporter une formation sur des sujets précis. Le PAG-PNA ne finance pas directement les efforts des pays en développement dans les phases d'élaboration et d'exécution de leurs processus PNA. Son assistance peut cependant améliorer leur capacité technique et institutionnelle à entreprendre ces efforts (NAP-GSP, n.d.).

Au niveau national, des financements du FPMA pour des projets appuyant la phase d'élaboration du processus PNA au Tchad, au Sénégal et au Rwanda ont récemment été approuvés. D'autres projets sont en cours de préparation. Le projet au Tchad, par exemple, renforcera la capacité des ministères aux niveaux national et infranational à intégrer les considérations climatiques à moyen et long terme dans les processus de planification et de budgétisation. Il vise également à améliorer l'accès aux informations socioéconomiques et climatiques nécessaires pour éclairer la planification et l'élaboration des politiques dans les secteurs sensibles au climat (UNFCCC, 2016b).

Le soutien aux processus PNA apporté par le FPMA et le FSCC est limité car ces fonds sont sursouscrits. Plusieurs projets ayant été validés au niveau technique restent dans les cartons faute de financement. Pour répondre à cette préoccupation, le FPMA a imposé un plafond d'US \$40 millions au montant de financement pouvant être reçu par les pays individuels pendant la durée de vie du fonds. Ce plafond de financement garantit aussi que les PMA bénéficient d'un accès égal à ce fonds.

Le **FA**, créé en vertu du protocole de Kyoto, est également une source de financement pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires par le processus PNA. Le FA a pour mandat de financer des projets et programmes d'adaptation concrets dans des pays en développement particulièrement vulnérables qui sont parties au protocole de Kyoto. Les projets actuellement financés par le FA incluent généralement des éléments qui renforcent la capacité à mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux niveaux national et infranational (Adaptation Committee, 2015). Les équipes de PNA peuvent se coordonner avec ces initiatives pour obtenir un soutien supplémentaire pour des éléments de la phase d'élaboration du processus PNA. Comme le FPMA et le FSCC, cependant, le financement du FA est limité. Le fonds a fixé un plafond de US \$10 millions par pays éligible (AF, 2016).<sup>23</sup> Les pays peuvent accéder directement au financement du FA par l'intermédiaire d'entités nationales accréditées. Avant que le FVC ne débute un programme similaire, le FA a mis en place un programme de préparation au financement climatique pour aider les pays cherchant à se faire accréditer. Le programme vise également à renforcer la capacité des entités accréditées chargées de la mise en œuvre à recevoir et à gérer le financement climatique (AF, n.d.).

**Les fonds multilatéraux établis en dehors de la CCNUCC ayant pour but précis de soutenir l'adaptation aux changements climatiques** apportent un moyen supplémentaire pour financer le processus PNA. Parmi ceux-ci figure notamment le **Programme pilote pour résister aux changements climatiques** (PPCR), une des fenêtres de financement des Fonds d'investissement climatiques (FIC). Il aide 21 pays à faire avancer une approche programmatique pour atteindre une résilience climatique à long terme.<sup>24</sup> Le PPCR est mis en œuvre en deux étapes. D'abord, il soutient l'élaboration d'un plan d'investissements fondé sur des consultations avec les parties prenantes. Ensuite, il finance la mise en œuvre d'actions planifiées et de projets pilotes innovants qui réduisent les risques liés au climat (par exemple, les investissements dans des infrastructures résistantes au climat ou le renforcement des capacités techniques des agriculteurs [CIF, 2016]). Les résultats de ces activités pourraient être utilisés pour favoriser les phases d'élaboration et d'exécution d'un processus PNA. Les pays impliqués dans le PPCR devraient s'assurer que leurs processus PNA s'alignent sur les plans et activités réalisés dans le cadre du PPCR.

---

23 En date de mars 2017, le montant total des engagements envers le FA était d'US \$569 millions (ODI & Heinrich-Böll-Stiftung, 2017). Le conseil du FA a également plafonné à 50 % le financement pour des propositions pleinement développées pour des projets et programmes mis en œuvre par des entités multilatérales accréditées chargées de la mise en œuvre (AF, 2016).

24 En raison de l'accent mis par le programme sur l'engagement profond dans un petit nombre de pays, il est peu probable que le nombre de pays impliqués dans le PPCR augmente bientôt.

---

Quelques autres fonds multilatéraux axés sur l'adaptation peuvent être utilisés pour soutenir les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. Parmi ces fonds on peut citer un programme du Fonds international de développement agricole intitulé **Programme d'adaptation pour les petits exploitants agricoles**. Ce programme intervient dans plus de 30 pays pour soutenir les petits exploitants agricoles en renforçant leur résilience face aux changements climatiques tout en augmentant la production agricole et en diversifiant les moyens de subsistance. Un autre exemple est le **Fonds pour les changements climatiques en Afrique** de la BAD, qui est financé et amorcé par le gouvernement allemand. Il soutient la préparation du financement climatique à la fois pour les phases d'élaboration et d'exécution des processus PNA, et plus précisément pour l'élaboration de propositions de projets. Le **Mécanisme de Financement de l'Adaptation au niveau local**, mis en place en 2011 par le Fonds d'équipement des Nations Unies, aide les gouvernements locaux dans les PMA à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans leurs processus de budgétisation et de planification. Il apporte un soutien sous la forme de subventions basées sur la performance et d'assistance technique (Adaptation Committee, 2015).

Les équipes de PNA peuvent aussi envisager de financer des projets et programmes qui abordent les priorités à la fois en matière d'atténuation et d'adaptation par le biais de **fonds climatiques multilatéraux qui sont plus fortement orientés vers le soutien à l'atténuation des changements climatiques**. Le financement provenant de ces fonds est plus adapté aux initiatives dans des secteurs dans lesquels il existe un meilleur potentiel pour parvenir à des synergies entre l'atténuation et l'adaptation. Cela inclut des secteurs tels que l'agriculture, la sylviculture et le développement urbain. Il existe un plus grand potentiel dans ces secteurs pour parvenir à des synergies entre l'atténuation et l'adaptation. Par exemple, des efforts pour renforcer la résilience face aux changements climatiques dans le secteur sylvicole d'un pays peuvent être financés de façon appropriée par le **Programme d'investissement pour la forêt** du FIC.<sup>25</sup> En outre, le FVC encourage particulièrement les projets et programmes qui apportent des bénéfices multiples.

Quelques **fonds multilatéraux non axés sur le climat peuvent** également être des sources potentielles de financement pour la phase d'exécution du processus PNA. Cela inclut le **Fonds pour l'environnement mondial** en ce qui concerne ses domaines d'intervention de la biodiversité, des eaux internationales et de la dégradation des terres. Ces fenêtres peuvent être appropriées pour le financement de la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires en lien avec ces thématiques. De plus, un soutien du **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** pourrait financer des besoins prioritaires dans le secteur de la santé.<sup>26</sup> Un financement supplémentaire pour l'adaptation dans le secteur agricole pourrait potentiellement s'obtenir par le biais du **Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire** ou du travail plus général effectué par le Fonds international de développement agricole.<sup>27</sup>

La panoplie de fonds multilatéraux disponibles présente de nombreuses opportunités pour financer la phase d'élaboration, et surtout la phase d'exécution, du processus PNA. Les divers ministères au sein d'un pays peuvent avoir une expérience préalable auprès de ces sources et pourraient fournir aux équipes de PNA un aperçu de la pertinence de ces sources pour financer les différents éléments du processus PNA. Les ministères des finances, par exemple, peuvent être en mesure de fournir un aperçu du fonctionnement de différents fonds et un accès à des relations établies avec les gestionnaires des fonds. Les pays devraient également savoir que le processus PNA en lui-même peut favoriser l'accès à divers fonds multilatéraux, notamment ceux qui sont les mieux adaptés au financement de sa phase d'exécution. Il peut y parvenir en fournissant le cadre stratégique requis par de nombreux fonds multilatéraux pour éclairer et orienter leurs décisions en matière de financement.

---

25 Ce programme d'une valeur de US \$775 millions fournit des subventions et des prêts à faibles taux d'intérêt via des BMD partenaires afin de permettre des investissements directs dans des activités qui restreignent les moteurs de la déforestation et encouragent la gestion durable des forêts. À l'heure actuelle, 23 pays sont impliqués dans ce programme (CIF, n.d.-a).

26 Le Fonds mondial est un partenariat public-privé dans le domaine de la santé et une institution financière internationale. Il vise à rehausser la capacité des pays et des partenaires à fournir des commodités essentielles et à renforcer la prestation de services afin de prévenir et traiter le VIH et le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis 2002, le Fonds mondial a approuvé des financements totalisant US \$21,7 milliards pour plus de 600 programmes dans 150 pays (Devex, n.d.).

27 Ce programme a été mis en place en 2010. Il s'agit d'un mécanisme de financement multilatéral qui vient en appui aux plans stratégiques nationaux et régionaux pour stimuler la productivité agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays pauvres. Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire comprend une fenêtre de financement pour le secteur public et une autre pour le secteur privé. Les ressources reçues de la part de ses donateurs ont totalisé environ US \$1,52 milliards (Global Agriculture and Food Security Program).



### Points importants à prendre en considération

- On devrait comparer les coûts de transaction en lien avec l'accès aux financements multilatéraux par rapport aux besoins de financement des projets individuels. Une durée de deux ans ou davantage est souvent nécessaire pour qu'un projet passe du stade de l'idée au stade de la mise en œuvre.
- L'implication des AND et des points focaux des divers fonds (par exemple, le FVC, le FEM, le FA et le FIC) durant le processus PNA peut améliorer la coordination des demandes de financement. Les représentants des initiatives complémentaires en cours, telles que le PPCR, devraient également être impliqués de façon active dans le processus PNA afin de s'assurer que les consultations, la planification, la hiérarchisation et la mise en œuvre en lien avec ces processus se complètent mutuellement.
- Les discussions avec les organisations nationales et internationales et les institutions agréées pour recevoir des financements de différents fonds multilatéraux (par exemple, les institutions de l'ONU, les BMD, les organismes d'assistance technique et les banques bilatérales de développement) peuvent appuyer les décisions stratégiques quant à la source à privilégier pour la recherche de financements pour des projets et programmes prioritaires. En outre, les entités accréditées peuvent parfois apporter des ressources supplémentaires pour soutenir le développement de projets.
- Une bonne connaissance des modalités des divers fonds multilatéraux et de ce qu'ils ont financé par le passé peut permettre de mieux faire concorder les besoins de financement prioritaires et les opportunités précises de financement multilatéral. Par exemple, la connaissance des plafonds de financement de certains fonds (par exemple, le FPMA, le FSCC et le FA) et des montants restants en-dessous de ces plafonds peut donner une vue réaliste de leur potentiel à financer le processus PNA.

### 4.3 Les banques multilatérales de développement

Les BMD représentent une autre source de financement pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires. Les BMD peuvent financer directement des projets d'adaptation ou de développement distincts qui comprennent des coûts différentiels en lien avec les avantages conjoints de l'adaptation (Adaptation Committee, 2015). Cela s'ajoute à leurs rôles en tant qu'agences chargées de la mise en œuvre, entités accréditées et entités chargées de la mise en œuvre auprès du FEM, du FVC et du FA, respectivement. Le financement provenant des BMD est généralement fourni sous la forme de prêts plutôt que de subventions. Les prêts sont proposés à des termes plus favorables que ce qui est disponible auprès des banques commerciales. Des prêts concessionnels sont fournis aux pays moins développés et des financements non concessionnels sont fournis aux pays plus développés (UNFCCC Standing Committee on Finance, 2016).<sup>28</sup>

En ce qui concerne le financement de l'adaptation pour les pays en développement, les BMD ont fourni un montant émanant de leurs propres ressources estimé à US \$3,951 milliards en 2013, et US \$4,521 milliards en 2014 (UNFCCC Standing Committee on Finance, 2016).<sup>29</sup> Ce niveau de financement devrait accroître à l'avenir, conformément à l'engagement pris par six BMD dans la perspective de l'Accord de Paris d'augmenter considérablement leur financement climatique (AfDB et al., 2016). Les BMD prennent également des mesures pour améliorer leur capacité à suivre de manière transparente leurs contributions financières à l'adaptation au changement climatique. Cet engagement se reflète dans les Principes communs applicables au suivi du financement de l'adaptation au changement climatique convenus en juin 2015 (AfDB et al., 2016).

28 Les BMD mobilisent des capitaux grâce à des contributions d'actionnaires dans les pays développés et en développement ainsi qu'en empruntant de l'argent aux marchés de capitaux mondiaux. À leur tour, elles prêtent des fonds aux pays en développement à des conditions plus favorables que d'autres prêteurs. Le paiement des intérêts et du capital par les bénéficiaires des prêts sert au remboursement de leurs dettes (UNFCCC Standing Committee on Finance, 2016).

29 Ceci représente moins de 20 % du montant total de financement climatique apporté par les BMD aux pays en développement au cours de ces années (UNFCCC Standing Committee on Finance, 2016).

En plus des **banques de développement mondiale**s et régionales bien implantées,<sup>30</sup> de nouvelles BMD ont émergé ces dernières années, telles que la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures<sup>31</sup> et la Nouvelle banque de développement.<sup>32</sup> Ces nouvelles BMD pourraient offrir des possibilités futures de financement du processus PNA. Les pays peuvent également envisager de collaborer avec les banques de développement nationales et régionales sur les priorités issues de leurs processus PNA. Ces banques peuvent être membres de l'International Development Finance Club, comme la Banque centraméricaine d'intégration économique, la Banque de développement de l'Amérique latine, la Banque indienne de développement de petites industries et la Banque ouest-africaine de développement.

La majeure partie du **financement fourni par les BMD pour l'adaptation au changement climatique** a été orientée vers les systèmes d'eau et d'égout ; le secteur de l'énergie, des transports, et de l'environnement bâti et des infrastructures ; et la production agricole et alimentaire (AfDB et al., 2016). Ainsi, les BMD peuvent financer la phase d'exécution du processus PNA, notamment les projets et programmes dans ces secteurs. En plus de leur capacité à fournir directement des financements importants pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation priorisées par le processus PNA, les BMD peuvent catalyser des ressources supplémentaires provenant des secteurs public et privé. Dans une certaine mesure, elles fournissent également des conseils politiques et une assistance technique. Cette aide peut renforcer la capacité des pays en développement à générer et à gérer des flux financiers supplémentaires provenant de sources domestiques et internationales (Inter-Agency Task Force on Financing for Development, 2016).

L'accès au financement des BMD pour soutenir la phase d'exécution du processus PNA peut exiger de surmonter certains obstacles. Par exemple, les critères employés par les BMD pour la sélection des projets et les investissements peuvent ne pas être nécessairement adaptés au soutien de l'adaptation au changement climatique, en particulier dans les PMA (Tippman et al., 2013). En outre, les BMD ont tendance à favoriser des projets isolés à grande échelle plutôt qu'un certain nombre de projets à plus petite échelle, ces derniers pouvant être mieux placés pour favoriser l'adaptation au niveau local ou communautaire. Cela est dû au fait que les coûts de transaction par rapport au financement général des projets diminuent à mesure que l'échelle des projets augmente (Nakhoda et al., 2014, Rai & Norton, 2016). Malgré ces limites, les BMD demeurent une source importante de financement potentiel pour des projets et programmes d'adaptation prioritaires dans des secteurs clés.

### Points importants à prendre en considération



- L'engagement et la consultation avec les ministères sectoriels, notamment le ministère chargé de la liaison avec les BMD, pendant la phase d'élaboration du processus PNA, améliore les chances que les priorités du PNA soient intégrées dans les propositions faites ultérieurement à différentes BMD.
- Les pays peuvent choisir d'approcher les BMD, avant d'autres sources, pour financer des mesures d'adaptation dans des secteurs qu'elles ont traditionnellement financés, tels que l'agriculture, l'environnement bâti, l'énergie, les infrastructures et les transports. En particulier, les BMD peuvent être bien adaptées pour financer des projets d'infrastructure à grande échelle.

30 Les BMD comprennent la Banque mondiale ainsi que des banques régionales et spécialisées telles que la BAD, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque islamique de développement.

31 La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures a ouvert ses portes en janvier 2015 dans le but de répondre aux besoins d'infrastructure en Asie. Elle finance des projets dans des domaines tels que l'eau et l'assainissement, le développement urbain, le développement de l'agriculture, l'énergie et les transports. En 2016, le fonds a réalisé des investissements d'une valeur d'US \$1,7 milliards (Asian Infrastructure Investment Bank, n.d.).

32 Démarrée en 2014 par l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, la Nouvelle banque de développement a pour but de mobiliser des financements supplémentaires pour appuyer des projets d'infrastructure et de développement durable dans ses États membres fondateurs, dans d'autres économies émergentes et dans des pays en développement. Son capital initial autorisé s'élève à US \$100 milliards (New Development Bank, n.d.).

---

## Lectures complémentaires proposées sur le financement public international :



Adaptation Committee (2015): [Navigating the landscape of support for the process to formulate and implement national adaptation plans](#)

GCF (2015): [Engaging with the Green Climate Fund: A resource guide for national designated entities and focal points of recipient countries](#)

LEG (2015): [Information paper on how the process to formulate and implement national adaptation plans can be supported in least developed countries](#)

NAP-GSP (n.d.): [Programme d'appui global aux PNA](#) mis en œuvre conjointement par le PNUD et le PNUE.

OECD (n.d.): [Climate Fund Inventory database](#)

# 5 Impliquer le secteur privé

Globalement, les gouvernements et les organisations de la société civile se sont principalement focalisés sur le rôle du secteur public dans le financement de l'adaptation au changement climatique (Oxford Consulting Partners, 2015). Toutefois, **le financement du secteur public seul ne suffira pas pour financer les processus PNA**, compte tenu de la quantité de financement nécessaire, en particulier pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires par le processus PNA. Ainsi, il y a un intérêt croissant à comprendre comment le secteur privé peut aider à financer l'action contre le changement climatique. Il persiste cependant une incertitude concernant les moyens de mobiliser le financement privé pour l'adaptation au changement climatique en général, et donc aussi pour les processus PNA. L'expérience à cet égard est encore limitée. Il n'existe actuellement que quelques exemples d'analyses et de recherches sur les investissements privés, en particulier par les acteurs nationaux, dans l'adaptation au changement climatique (par exemple, United Nations Environment Programme Finance Initiative [UNEP-FI] & GIZ, 2016).

Le processus PNA offre aux gouvernements la possibilité de diriger et d'influencer les investissements du secteur privé dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation. L'initiation, la coordination et le maintien du processus PNA (dans sa phase d'élaboration) est en grande partie un bien public. Par conséquent, le financement privé concerne presque exclusivement la mise en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires dans le processus PNA (tel que le montre la figure 4).



Figure 4. Rôle potentiel du financement privé dans le soutien au processus PNA.

---

## 5.1 Comprendre le secteur privé

Lorsque l'on pense au rôle potentiel du secteur privé dans le soutien aux processus PNA, il importe de bien comprendre les motivations et les processus décisionnels des acteurs du secteur. Les décisions financières au sein du secteur sont généralement éclairées par une analyse de rentabilité qui évalue les risques attendus par rapport aux avantages potentiels d'un investissement précis. Une combinaison de facteurs rend difficile l'articulation de l'analyse de rentabilité pour l'adaptation au changement climatique. Ces facteurs comprennent des incertitudes concernant les impacts futurs des changements climatiques ; la nature très spécifique au contexte des mesures d'adaptation requises, ce qui rend difficile la quantification des avantages découlant des mesures d'adaptation ; et le manque d'analyses coût-bénéfice des mesures d'adaptation au changement climatique (Atteridge & Dzebo, 2015). Ces spécificités de l'adaptation au changement climatique rendent plus difficile l'élaboration d'une analyse de rentabilité pour des investissements connexes que, par exemple, pour des investissements dans l'atténuation climatique. Les gouvernements devront tenir compte des défis spécifiques associés à l'élaboration de l'analyse de rentabilité pour l'adaptation au changement climatique lorsqu'ils cherchent à impliquer le secteur privé dans les processus PNA.

Néanmoins, le secteur privé **investit déjà des sommes importantes pour l'adaptation au changement climatique**. Trois raisons principales motivent ces investissements :

- **La gestion des risques pour la continuité et la réputation des entreprises.** Les données montrent que le changement climatique a déjà des impacts négatifs directs et indirects sur tous les types d'entreprises, avec des conséquences pour les économies locales et pour les investisseurs (par exemple, UNEP-FI & GIZ, 2016).<sup>33</sup> Les acteurs du secteur privé ont donc une incitation à gérer les risques climatiques une fois qu'ils en sont conscients. Cela peut aussi aider à créer et à garantir une réputation positive aux yeux des clients et des actionnaires.
- **L'exploitation des nouveaux marchés et opportunités commerciales découlant de la nécessité de s'adapter au changement climatique.** En tant que fournisseurs de biens et de services, les entreprises peuvent élaborer et distribuer des solutions qui aident les gens, les communautés, les entreprises et les gouvernements à s'adapter aux effets actuels et futurs du changement climatique. Ils peuvent créer les produits et solutions nouveaux et innovants dont tous les secteurs ont besoin pour s'adapter au changement climatique.<sup>34</sup>
- **Le respect des politiques, des règlements et des intérêts des investisseurs.** Les grandes entreprises dans les pays développés, mais aussi de plus en plus dans les économies émergentes, doivent se conformer aux directives de sauvegarde environnementales et sociales volontaires et obligatoires (GIZ, 2015b).

Cependant, la contribution du secteur privé au financement de l'adaptation au changement climatique est demeurée largement « invisible » jusqu'à récemment, notamment dans les pays en développement. Une combinaison de facteurs explique cet écart de connaissances : les différences de terminologie et de définition,<sup>35</sup> les exigences de confidentialité, et la dissimulation d'activités appuyant l'adaptation au changement climatique dans le cours normal des opérations commerciales. La prédominance du secteur informel dans la plupart des pays en développement constitue un défi supplémentaire.

---

33 Les impacts directs peuvent inclure la dégradation de l'infrastructure de l'entreprise, la réduction de la qualité et quantité de matières premières, et les retards dans la livraison des produits et services. Les impacts indirects peuvent inclure la baisse de revenu, l'augmentation des coûts d'assurance, la réduction de la productivité en raison d'une disponibilité réduite de main-d'œuvre et l'évolution de la demande de biens et de services.

34 Selon la Société financière internationale (IFC, 2016), il existe un potentiel estimé d'US \$22,6 billions pour des investissements en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique pour les marchés émergents entre 2016 et 2030.

35 Les acteurs du secteur privé qui soutiennent l'adaptation au changement climatique la qualifient rarement ainsi. Ils ont tendance à employer des termes comme « gestion des risques », « reprise après sinistre », « continuité des opérations », « nouvelles opportunités commerciales » ou des aspects de « durabilité », de « fiabilité », de « diversification » ou de « chaînes d'approvisionnement résistantes » (Koh, Mazzacurati, & Swann, 2016).

#### Encadré 4. Principales considérations pour systématiser l'implication des acteurs du secteur privé



- **Le type et la nature de l'investissement en faveur de l'adaptation.** Il convient d'examiner l'investissement en fonction de divers paramètres : son objectif, son échelle, sa durée de vie, son volume de capital requis et ses risques associés. Par exemple, une fois que le secteur public a piloté une innovation particulière, le financement privé peut soutenir son intensification par une reproduction et exécution à grande échelle. Les sources de financement privé varieront également à chaque étape d'une innovation (de la recherche et le développement à la commercialisation). À titre d'illustration, les entreprises de capital-risque ou de capital privé qui interviennent à un stade précoce financent généralement le développement technologique (par exemple, les systèmes d'irrigation plus économes en eau). Lorsqu'il existe une preuve de concept, les marchés de capitaux privés peuvent financer la fabrication et la commercialisation de la technologie, bien que ce ne soit pas automatiquement le cas dans tous les pays en développement (Schmidt-Traub & Sachs, 2015).
- **Le type d'acteurs du secteur privé à impliquer.** Les différents types d'acteurs du secteur privé ont des profils de risque différents influençant leur accès au financement privé pour l'adaptation aux changements climatiques. Ces profils de risque affectent également leur volonté et/ou leur capacité à investir leurs propres fonds dans le développement de nouveaux marchés ou outils (UNEP-FI & GIZ, 2016). Par exemple, les petites et moyennes entreprises ont souvent accès à des microcrédits auprès de banques ou d'autres établissements de prêt à des taux d'intérêt très élevés ou des demandes de garantie élevées. Les microentreprises n'ont souvent pas accès aux prêts consentis par les banques. Elles reçoivent des financements auprès d'institutions de microfinancement, ou souvent de sources informelles telles que la famille et les amis ou les usuriers.
- **Les perceptions du secteur privé concernant les risques climatiques.** Si les acteurs du secteur privé ne perçoivent pas le changement climatique comme un risque ou une opportunité vis-à-vis de leurs activités commerciales, ils n'investiront pas dans l'adaptation au changement climatique. Lorsque les entreprises sont affectées par la variabilité et le changement climatiques directement, elles sont plus susceptibles à vouloir agir.

Les gouvernements doivent évaluer où se situent les opportunités pour impliquer le secteur privé dans les mesures d'adaptation. Les gouvernements doivent surtout tenir compte d'éléments tels que le type et la nature de l'investissement relatif à l'adaptation, le type de secteur privé à impliquer et la perception de ce secteur des risques climatiques (voir encadré 4) (UNEP-FI & GIZ, 2016 ; Schmidt-Traub & Sachs, 2015).

Lors de l'évaluation des opportunités d'implication, les gouvernements doivent reconnaître et comprendre la **diversité du secteur privé**. Cette diversité exerce une influence sur la gamme de financements privés disponibles. Il existe une diversité en termes de taille, allant des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) aux grandes multinationales. Les acteurs privés ont également des motivations diverses. Ils peuvent être orientés entièrement vers des objectifs financiers (ou à but lucratif) ou entièrement vers des objectifs sociaux (par exemple, des organisations caritatives privées et les transferts de fonds des travailleurs migrants). Différents types d'acteurs privés peuvent être actifs dans différents secteurs et à différentes échelles (par exemple, les entreprises nationales ou internationales). La forte diversité des acteurs du secteur privé signifie que le changement climatique les affecte différemment, car ils ont différents niveaux d'exposition et de vulnérabilité aux changements climatiques. De même, ils peuvent contribuer de façon différente à la mise en œuvre de mesures d'adaptation.

Afin de gérer cette diversité, il peut être particulièrement utile pour les gouvernements de faire la distinction entre **deux sources principales de financement privé** lorsqu'ils examinent la manière de mobiliser le financement privé pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation :

- **Les entreprises privées (c'est-à-dire les entreprises commerciales).** Ces entreprises peuvent soutenir des efforts d'adaptation en améliorant la résilience au climat de leurs activités et en élaborant des produits et services résistants au climat conformément aux priorités d'adaptation du gouvernement.
- **Les bailleurs de fonds privés.** Il s'agit notamment des banques commerciales privées, des institutions de microfinancement, des compagnies d'assurance privées, des investisseurs institutionnels, des investisseurs en capital et en capital-risque, des fondations privées et des organisations caritatives. Ces organismes peuvent apporter un financement direct aux acteurs des secteurs privé et public pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation.

Les gouvernements peuvent également utiliser des fonds publics afin de catalyser les flux financiers privés en vue de la mise en œuvre des priorités d'adaptation. Des partenariats public-privé (PPP) sont un exemple de ce type de collaboration. Ces possibilités de financement seront examinées dans les sections suivantes.

### Points importants à prendre en considération



- Une compréhension claire de la façon dont des acteurs précis du secteur privé contribuent déjà à la mise en œuvre de mesures d'adaptation aide à amorcer un dialogue constructif sur leur implication.
- Il est important d'employer la terminologie des acteurs du secteur privé lorsqu'on s'engage avec eux. Le fait d'éviter les termes complexes utilisés par les praticiens du changement climatique et les universitaires peut aider à mieux communiquer les messages sur la nécessité de l'adaptation au changement climatique et les opportunités qu'elle présente.
- Différentes stratégies d'engagement sont nécessaires pour atteindre différents acteurs, car le secteur privé est un groupe très diversifié. Une compréhension claire de la gamme complexe d'acteurs du secteur privé actifs dans un pays et de leurs motivations pour s'impliquer dans l'adaptation peut aider à éclairer la conception de ces stratégies.
- Les opportunités et les défis associés aux différentes sources de financement du secteur privé doivent être soigneusement pesés lors de l'évaluation de ce qui peut être le plus approprié pour soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation précises priorisées par le processus PNA.

---

## 5.2 Impliquer les entreprises privées et les bailleurs de fonds privés

**Les entreprises privées** peuvent mener des activités qui soutiennent l'adaptation au changement climatique et peuvent donc potentiellement financer indirectement la mise en œuvre de mesures d'adaptation. Ces activités peuvent inclure ce qui suit :

- a) **L'intégration des risques climatiques dans les opérations commerciales** (y compris, mais sans s'y limiter, son infrastructure physique, ses achats, ses plans d'affaires et ses chaînes d'approvisionnement). Cela concerne tous les types d'entreprises. Les multinationales s'intéressent de plus en plus à l'intégration des risques climatiques dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement. En outre, il existe de plus en plus d'exemples de MPME qui évaluent leurs risques et élaborent des stratégies d'adaptation. Elles disposent souvent d'un soutien provenant de fournisseurs bilatéraux et multilatéraux ou de « multiplicateurs » tels que des associations d'entreprises ayant le potentiel d'influencer de multiples acteurs du secteur privé. On peut citer comme exemple illustratif une entreprise de transformation du café au Rwanda qui plante des arbres apportant de l'ombrage dans ses plantations de café, qui applique des pesticides biologiques et qui envisage d'employer de nouvelles variétés de plants de café qui résistent aux organismes nuisibles afin de minimiser le risque de pénurie d'eau provoquée par des changements climatiques affectant ses activités (UNEP-FI & GIZ, 2016).
- b) **L'élaboration et la distribution de produits et services non financiers** qui soutiennent l'adaptation au changement climatique. Ces investissements se produisent à des échelles variables en réponse à des changements dans les conditions du marché entraînés par les changements climatiques. Des exemples de produits résistants au climat comprennent les semences résilientes au climat, les systèmes d'irrigation économes en eau, les équipements pour les systèmes d'alerte précoce et les technologies de télémédecine pour répondre à l'augmentation prévue des maladies infectieuses due aux changements climatiques (UNEP-FI & GIZ, 2016). Des exemples de services résistants au climat comprennent une société de conseil proposant une modélisation climatique et météorologique ou une analyse de données sectorielles, et une entreprise de semences qui propose aux agriculteurs des services de vulgarisation agricole (y compris sur l'agriculture intelligente face au climat) afin d'assurer la qualité et la quantité de production de semences. Les entreprises privées peuvent aussi appuyer les gouvernements dans la mise en œuvre d'initiatives relatives à l'adaptation aux changements climatiques telles que la construction de routes et de barrières de protection contre les inondations qui résistent au climat et l'intensification d'autres solutions résistantes au climat.

Dans les pays en développement, **les entreprises privées sont principalement des MPME**. La plupart de celles-ci se situent dans l'économie informelle. Ces entreprises sont souvent vulnérables aux changements climatiques, surtout lorsqu'elles sont impliquées dans des secteurs sensibles au climat tels que l'eau et l'agriculture. Les MPME dans les pays en développement ignorent souvent soit les risques soit les opportunités liées au changement climatique. Elles disposent également de capacités limitées (en termes de ressources financières et humaines) pour évaluer et aborder les risques climatiques par rapport aux plus grandes entreprises. Dans la plupart des pays en développement, les chambres de commerce, les associations d'entreprises, les sociétés de conseil et les institutions d'État sont également incapables de conseiller les MPME vis-à-vis des mesures d'adaptation. Les entreprises privées, notamment les MPME, dépendent souvent de bailleurs de fonds privés pour le financement dont elles ont besoin pour investir dans des mesures d'adaptation. Ainsi, les bailleurs de fonds privés représentent une autre source importante de financement privé que les gouvernements peuvent utiliser pour faire avancer la phase d'exécution du processus PNA.

**Les bailleurs de fonds privés** peuvent apporter des financements aux gouvernements et à d'autres acteurs du secteur privé afin de soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires dans le processus PNA. Citons par exemple une banque commerciale privée apportant un financement par emprunt à un gouvernement pour améliorer son réseau de stations hydrométéorologiques, ou une institution de microfinancement privée accordant des prêts aux coopératives agricoles pour permettre l'achat de semences résilientes au climat et de kits d'irrigation.

Les bailleurs de fonds privés peuvent utiliser une variété de mécanismes pour financer la mise en œuvre des mesures d'adaptation : les titres de créance (par exemple, les prêts ou la microfinance), les instruments de capitaux propres (par exemple, le financement mezzanine ou la participation au capital), les instruments de diminution des risques (par exemple, les garanties, les assurances et les mécanismes de financement des risques) et les subventions (par exemple, les contributions au titre de la responsabilité sociale des entreprises et les subventions philanthropiques

privées). Tel que le montre l'encadré 5, de nombreuses approches nouvelles au financement de l'adaptation aux changements climatiques commencent également à être appliquées dans différents contextes. Jusqu'à présent, les investissements privés domestiques et internationaux dans le financement de l'adaptation se sont focalisés principalement sur les régimes d'assurance (UNEP, 2016). Une part relativement petite peut également provenir de la responsabilité sociale des entreprises et des activités philanthropiques des sociétés et fondations privées (Bhinda et al., 2014). Un exemple de ce type d'activité est une société internationale qui finance un projet d'adaptation au changement climatique dans un pays en développement dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociale des entreprises.

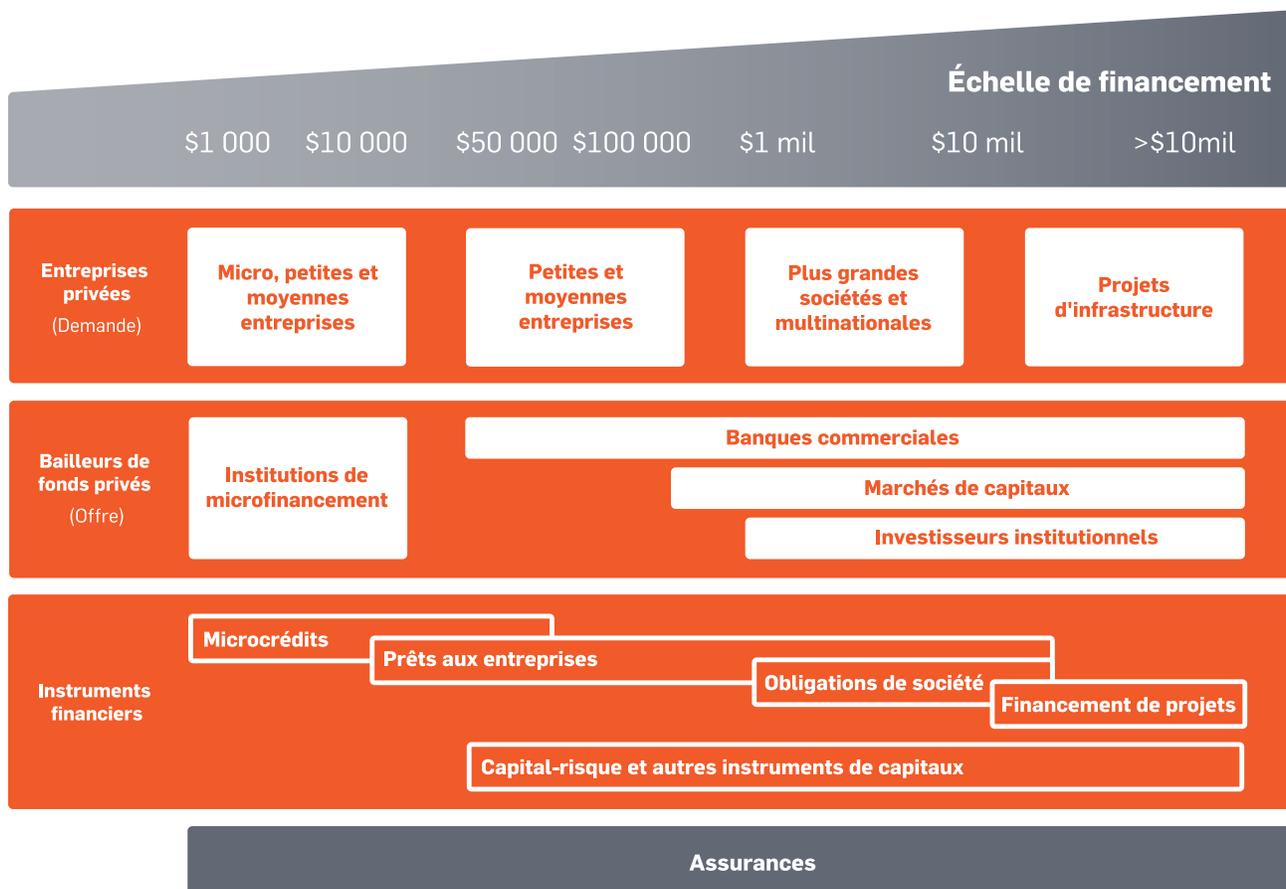
### Encadré 5. Exemples de mécanismes de financement privé innovants pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation



- **Les obligations vertes** génèrent des recettes pour financer des projets répondant à certaines normes environnementales. Le marché des obligations vertes s'est sensiblement développé ces dernières années. Elles ont été utilisées pour soutenir les investissements liés au climat dans des domaines tels que les énergies renouvelables et la gestion forestière durable (IFI, 2014 ; International Bank for Reconstruction and Development, 2015). Alors que les grands pays à revenu intermédiaire ont le plus bénéficié de leur utilisation, les obligations vertes ont également bénéficié à certains PMA, tels que le Timor-Leste, le Rwanda, l'Ouganda et la Zambie (Hurley & Voituriez, 2016).
- **Les obligations bleues** (ou obligations « eau ») sont semblables aux obligations vertes mais se focalisent sur l'investissement dans des projets bénéfiques d'un point de vue social et environnemental favorisant la conservation marine, comme le développement durable de la pêche (Holmes et al., 2014; Hurley & Voituriez, 2016).
- **Les fonds d'investissement à impact social** favorisent l'investissement dans des initiatives qui ont un impact social et environnemental et qui apportent un retour sur investissement. Ils fournissent des capitaux à des secteurs tels que l'agriculture durable, la microfinance, le logement, les soins de santé et les énergies renouvelables (Global Impact Investing Network, n.d.).
- **Les garanties pour le développement** permettent à un fournisseur de soutenir le financement d'initiatives qui favorisent le développement social et économique. Dans les pays en développement, le fournisseur est généralement le secteur public (national ou multilatéral). Ces garanties ont été employées pour réduire le risque associé aux grands projets d'infrastructure, pour permettre aux banques locales de pénétrer de nouveaux marchés, et pour appuyer le crédit à faible coût pour les petites et moyennes entreprises. Les pays africains ont bénéficié le plus de cet instrument financier (Hurley & Voituriez, 2016).
- **Les dispositifs de financement des risques** transfèrent le risque financier associé aux catastrophes nationales des gouvernements individuels vers une entité financière partagée. Le Dispositif de climat extrême, par exemple, utilisera une combinaison de fonds privés et publics pour appuyer l'émission d'obligations « catastrophes liées aux changements climatiques » aux pays africains participants. Les paiements provenant de ce dispositif serviront à financer des mesures d'adaptation proactives prioritaires dans les plans nationaux d'investissement (African Risk Capacity, n.d.).

Le **choix de l'instrument financier approprié**, ou une combinaison de ces instruments, dépend essentiellement du volume de capital requis, du coût du capital lié à chaque instrument financier (par exemple, les instruments de capitaux propres font naître des attentes bien plus fortes à l'égard des rendements que les prêts [ou les obligations] car ils assument davantage de risque) et des coûts de transaction liés à l'investissement (UNEP-FI & GIZ, 2016). Comme le montre la Figure 5, le type de bailleur de fonds privé et le type d'instrument financier privé les plus appropriés pour financer la mise en œuvre d'une mesure d'adaptation dépend de l'importance du capital privé requis et du type d'entreprise ayant besoin de ce capital.

Il est important de noter que les MPME ayant des ressources limitées pour évaluer les risques climatiques pour leurs activités peuvent avoir besoin de types particuliers de mécanismes financiers qui les incitent à tenir compte des risques climatiques. Certains bailleurs de fonds privés nationaux dans les pays en développement expérimentent déjà de nouveaux modèles de financement pour appuyer ce processus, comme l'indique l'étude de cas 4.



**Figure 5. Vue d'ensemble : Acteurs du secteur privé, instruments financiers et échelles de financement associées (adapté d'un diagramme de la Frankfurt School dans UNEP-FI & GIZ, 2016).**

## Étude de cas 4. Les produits financiers qui encouragent l'adaptation aux changements climatiques : Cas de la Banque centenaire de l'Ouganda



La Banque centenaire de l'Ouganda est une banque privée commerciale ayant pour buts de desservir les populations rurales pauvres et de contribuer au développement économique du pays. Depuis 2014, la Banque examine comment ajuster les produits financiers existants afin d'encourager la gestion du risque climatique par les agriculteurs (Dazé & Dekens, 2016). En 2017, un nouveau régime fournira un taux d'intérêt préférentiel sur les prêts aux agriculteurs qui achètent des semences résistantes au climat et/ou des kits d'irrigation. La Banque centenaire aura comme partenaires pour ce régime une entreprise nationale de semences et une entreprise privée spécialisée dans les technologies d'irrigation. En parallèle, le gouvernement de l'Ouganda a élaboré un document de PNA provisoire pour son secteur agricole (Uganda Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries, 2016). Ce nouveau régime qui sera piloté par la Banque centenaire est déjà en phase avec les options d'adaptation prioritaires identifiées par le gouvernement, y compris la promotion des cultures résistantes au climat et le renforcement de l'agriculture irriguée. Le document de PNA provisoire fournit donc une base pour soutenir et intensifier les premiers efforts de la Banque centenaire.



### Points importants à prendre en considération



- Comprendre comment les entreprises intègrent déjà les risques climatiques dans leurs activités, comment a lieu l'investissement privé dans les produits et services résistants au climat, ce qui motive ces investissements et comment ils sont financés peut permettre aux équipes de PNA de tirer parti des précurseurs et d'améliorer leur alignement sur les priorités d'adaptation des gouvernements.
- Une attention particulière peut être accordée aux MPME car elles sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques. En outre, les MPME peuvent contribuer de façon significative à la mise en œuvre de mesures d'adaptation si elles disposent d'informations plus complètes et d'un accès au financement abordable.
- Les stratégies pour impliquer le secteur privé dans la phase d'exécution du processus PNA devraient cibler à la fois les bailleurs de fonds privés et les entreprises privées, car ils représentent deux possibilités de financement interdépendantes pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation.
- Le processus PNA peut contribuer à améliorer les liens entre les entreprises privées et les bailleurs de fonds privés. Le processus peut créer des opportunités pour ouvrir un meilleur dialogue entre les acteurs et apporter une plus grande compréhension de l'adaptation aux changements climatiques (par exemple, par le biais de sessions de formation ciblées).

---

### 5.3. Le rôle du secteur public pour attirer des financements privés dans le processus PNA

Comme indiqué dans la section précédente, le secteur public a un rôle primordial à jouer dans la mobilisation du potentiel des entreprises privées et des bailleurs de fonds privés pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation. Les données indiquent que trois quarts du financement climatique mondial et plus de 90 % des ressources privées sont investis dans leurs pays d'origine (Buchner et al., 2015). Cela suggère que, selon l'endroit où le financement privé est disponible pour l'investissement et sa volonté de prendre des risques, la principale opportunité pour le financement de l'adaptation par le secteur privé peut être dans le secteur privé national. Les gouvernements doivent donc créer un environnement favorable pour attirer les financements privés, en particulier pour les investissements privés nationaux, pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation. Cela doit se faire à deux niveaux : l'environnement commercial général du pays et l'environnement commercial spécifique à l'adaptation au changement climatique.

Tout d'abord, de nombreuses conditions pour les investissements du secteur privé dans l'adaptation au changement climatique dépendent de l'attractivité de **l'environnement d'investissement général** du pays concerné. Les conditions commerciales et le climat d'investissement d'un pays impliquent des facteurs tels que la stabilité de l'environnement politique, la nature et qualité des règlements et procédures commerciaux et la qualité des infrastructures. Un environnement commercial favorable doit également répondre aux besoins spécifiques de différents acteurs du secteur privé. Certains besoins seront similaires, tandis que d'autres seront différents en fonction du type d'acteurs du secteur privé concernés. Les incitations à investir dans de nouveaux produits et marchés, l'accès à des financements abordables et une structure forte et stable des « multiplicateurs » (par exemple, les associations d'entreprises, les établissements de formation et les institutions financières agissant en tant que multiplicateurs clés pour promouvoir les investissements dans l'adaptation aux changements climatiques) sont particulièrement nécessaires pour les entreprises domestiques.

Deuxièmement, certaines conditions pour attirer les investissements privés domestiques sont plus **spécifiques à l'adaptation au changement climatique** et doivent donc être considérées comme faisant partie du processus PNA. Celles-ci incluent notamment les éléments suivants, sans en exclure d'autres :<sup>36</sup>

- **L'élaboration de l'analyse de rentabilisation et la sensibilisation à celle-ci pour financer l'adaptation au changement climatique.** Cette action est particulièrement nécessaire pour changer les perceptions selon lesquelles l'adaptation au changement climatique est risquée et non génératrice de revenus. Elle peut également aider le secteur privé à mieux comprendre et gérer les compromis complexes entre différentes mesures d'adaptation (par exemple, entre les gains à court terme et à long terme). Les analyses de rentabilisation et les exemples avérés peuvent sensibiliser aux coûts des impacts du changement climatique et aux avantages de l'adaptation. Ces exemples peuvent également améliorer la connaissance des options d'adaptation au changement climatique et leur rentabilité. Afin de construire l'analyse de rentabilisation et de convaincre les investisseurs, des moyens de mesurer le retour sur les investissements en adaptation au changement climatique sont nécessaires. Ces moyens pourraient inclure l'analyse coût-bénéfice, l'analyse coût-efficacité et éventuellement de nouveaux indicateurs pour évaluer les retours autres que financiers. Différentes analyses de rentabilisation soutenues par une analyse rigoureuse peuvent être nécessaires pour mobiliser différents groupes du secteur privé.
- **La fourniture d'incitations non financières.** Les incitations peuvent inclure des données et informations climatiques disponibles dans des formats que les différents types d'acteurs du secteur privé trouveront utiles ; des outils d'aide à la décision pour aider les décideurs du secteur privé à comprendre et à intégrer les risques climatiques dans les activités commerciales (par exemple, les outils d'évaluation des risques climatiques, l'analyse coût-bénéfice et l'analyse des risques de portefeuille pour les institutions financières) ; le renforcement des capacités des entreprises pour la planification et la gestion des risques climatiques (y compris les évaluations de vulnérabilité et de risques par rapport aux changements climatiques) ; le renforcement des capacités pour les « multiplicateurs » pour stimuler les meilleures pratiques, les outils et les informations pertinentes ; l'introduction de politiques et de règlements favorables à l'adaptation au changement climatique dans tous les secteurs (par

---

36 Ces points sont tirés de GIZ, n.d. ; Koh et al., 2016 ; Prowitt et al., 2011 ; Smith, Hayman, Anderson, & Laird, 2016 ; Shaw, n.d. ; UNEP, 2016 ; et UNEP-FI & GIZ, 2016.

exemple, les règlements de zonage qui tiennent compte de l'évolution des risques climatiques) ; l'élimination de politiques qui sont potentiellement génératrices d'erreurs d'adaptation (par exemple, de faibles prix de l'eau peuvent entraîner une surexploitation et rendre peu attrayants les investissements dans l'irrigation goutte à goutte) ; et une coordination appropriée entre les organismes publics.

- **La fourniture des bons signaux économiques pour encourager les investissements privés dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation.** Cela peut se faire, par exemple, via des allègements fiscaux et des autorisations accélérées pour les entreprises qui mettent en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires ; des garanties contre les risques pour sécuriser la demande de nouveaux produits et services résistants au climat par le biais de marchés publics ; des conditions favorables fixées par les organismes de crédit à l'exportation pour rendre plus attrayants les investissements dans l'adaptation au changement climatique ; le soutien financier aux évaluations des risques climatiques ; et le financement de démarrage ou d'amorçage pour de nouveaux produits et services.
- **L'utilisation de fonds publics nationaux et internationaux pour soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation par le secteur privé.** Par exemple, les ministères sectoriels peuvent impliquer le secteur privé dans le renforcement des capacités et la sensibilisation au sujet de nouveaux produits et services résistants au climat pour la reproduction et la transposition à plus grande échelle. Quelques dispositifs ou fenêtres de financement ayant comme mandat d'impliquer le secteur privé ont été établis au sein de fonds climatiques multilatéraux au cours des dernières années, tels que le marché réservé au secteur privé du PPCR (en anglais, « PPCR private sector set-aside ») et le mécanisme en faveur du secteur privé créé dans le cadre du FVC. L'engagement du secteur privé dans le FEM est au stade exploratoire, mais une stratégie a été élaborée pour le renforcer avec un accent particulier sur les PPP et la collaboration avec les BMD (UNFCCC Standing Committee on Finance, 2014). Le montant du soutien au secteur privé de la part des institutions bilatérales et multilatérales de financement du développement a également augmenté au cours des dernières années. Cette tendance devrait se poursuivre à l'avenir (Pereira, 2012).
- **L'exploration de mécanismes tels que les prélèvements, les droits et les redevances afin d'augmenter les recettes publiques nationales du secteur privé** (voir la section 3 pour plus d'informations). Par exemple, les gouvernements pourraient mettre en place des systèmes pour utiliser les taxes du secteur privé sur les énergies non renouvelables pour financer la mise en œuvre des priorités d'adaptation identifiées. Cela oblige souvent les pays en développement à renforcer leurs systèmes fiscaux. Des initiatives telles qu'[Inspecteurs des Impôts sans Frontières](#) du PNUD/OCDE cherchent à atteindre cet objectif.

### Points importants à prendre en considération



- L'identification et l'appréciation des impacts du changement climatique sur différents acteurs du secteur privé, ainsi que de leurs efforts d'adaptation en cours, peut promouvoir la sensibilisation du secteur privé quant au besoin d'investir dans l'adaptation.
- L'implication du secteur privé dans les consultations auprès des parties prenantes et dans l'établissement des priorités autour du processus PNA peut contribuer à identifier les domaines de collaboration et à comprendre les conditions nécessaires pour attirer les investissements privés domestiques dans l'adaptation au changement climatique.
- La participation des associations du secteur privé dans le processus PNA, y compris sa phase d'élaboration, peut être encouragée en améliorant leurs connaissances des besoins en matière d'adaptation (par exemple via des programmes de formation) et en renforçant leur capacité à impliquer leurs membres (par exemple par le biais de brochures ou d'études de cas adaptées).
- L'intégration des points de vue du secteur privé au sujet des priorités d'adaptation (par exemple, leurs coûts, leur faisabilité technique, leurs obstacles à l'exécution et au financement) dans les activités d'engagement des parties prenantes et dans l'élaboration de stratégies de financement peut améliorer la mise en œuvre de ces mesures ainsi que le sentiment d'appropriation du secteur privé à l'égard du processus PNA en général.

---

## 5.4 Les partenariats public-privé

Les partenariats public-privé (PPP) constituent l'une des façons dont le secteur public peut impliquer le secteur privé dans la phase d'exécution du processus PNA. Dans les PPP, les secteurs public et privé répartissent et partagent des risques entre eux. Cela permet un financement plus pratique et réalisable et l'exécution de projets de grande envergure.<sup>37</sup> Les PPP sont particulièrement appropriés aux investissements dans des domaines tels que la construction et l'exploitation de nouvelles infrastructures, la protection des infrastructures existantes contre les aléas du climat et la gestion des ressources naturelles. L'intérêt pour les PPP a augmenté ces dernières années, en partie grâce à leur potentiel à fournir un meilleur rapport qualité-prix que les projets exécutés de façon conventionnelle.

**Les PPP peuvent prendre des formes très différentes** qui varient selon l'étendue de l'implication et du risque assumés par le(s) partenaire(s) du secteur privé (Alloisio et al., 2014). Les approches dans ce sens peuvent inclure :

- **Les projets entièrement nouveaux sur site vierge (« projets greenfield »).** Le secteur privé est invité à fournir les nouvelles installations nécessaires pour satisfaire une demande croissante. Nous pouvons citer comme exemples les réseaux mobiles, les aéroports et les usines de fabrication construits à partir de zéro.
- **Les concessions.** Il s'agit notamment de contrats à long terme dans le cadre desquels le secteur privé assume la pleine responsabilité de l'exploitation et de la gestion d'un élément d'infrastructure, y compris l'investissement et le renouvellement. Cependant, le secteur public en détient la propriété. Des exemples comprennent les systèmes de transport urbain de passagers, les services d'eau et d'eaux usées et les contrats de collecte des déchets et du recyclage.
- **Les contrats de gestion et de location.** Il s'agit d'une durée plus courte (cinq à sept ans) avec moins de risques et de responsabilités transférés au secteur privé. Les opérateurs privés assument la responsabilité de la gestion et des activités et sont rémunérés selon des objectifs de performance préétablis. L'investissement demeure la responsabilité du secteur public (World Bank Group, 2016). Des exemples comprennent l'exploitation d'usines de traitement de l'eau potable et les contrats d'exploitation d'eau et d'assainissement.

Sur la base de ce qui précède, les PPP proposent des opportunités de financement potentielles pour la phase d'exécution du processus PNA (voir étude de cas 5). Ils semblent particulièrement **adaptés aux types de projets suivants** (Green Growth Best Practice, 2014; Smith et al., 2016) :

- **La facilitation d'infrastructures et de systèmes résilients (verts).** Améliorer et financer de nouvelles infrastructures résistantes au climat pour des secteurs clés vulnérables là où de grandes infrastructures de « bien public » sont requises mais ne peuvent pas être fournies de manière rentable uniquement par les gouvernements. Des exemples incluent les équipements d'irrigation pour faire face à la sécheresse, les stations d'épuration des eaux usées et les ports.
- **La gestion des ressources naturelles.** Il s'agit de collaborer et de partager la propriété des ressources naturelles et des zones protégées, comme dans le cas de l'écotourisme. Cela peut encourager le respect des obligations et identifier les liens entre l'adaptation et la gestion des ressources.
- **L'information et les technologies.** Améliorer les informations et services climatiques grâce à des technologies qui soutiennent les décisions et capacités des entreprises, telles que les stations météorologiques ou les semences résistantes à la sécheresse.
- **L'innovation, la recherche et le développement.** Fournir l'engagement à long terme dont le secteur privé a besoin pour investir dans des innovations qui peuvent faciliter l'adaptation.

---

37 Les PPP intègrent généralement trois éléments clés : (1) un accord contractuel définissant les rôles et responsabilités respectifs des acteurs publics et privés, (2) le partage des risques entre les acteurs publics et privés et (3) une récompense financière pour les parties privées clairement définie dans les accords contractuels et de partage des risques (Gardiner et al., 2015).



## Étude de cas 5. Promouvoir l'irrigation par le biais d'un PPP dans la région Megech-Seraba en Éthiopie

En 2004, le gouvernement éthiopien a commencé à explorer le potentiel d'expansion de ses terres irriguées par le biais d'un projet dans la région Megech-Seraba dans le nord de l'Éthiopie. L'objectif de ce projet était d'augmenter la production agricole d'environ 6 000 petits agriculteurs pratiquant l'agriculture de subsistance en fournissant des ressources en eau et une protection contre les inondations fiables. Cela a impliqué la construction de deux stations de pompages et de canaux ouverts ainsi que le pompage d'eau d'irrigation du lac Tana. En tenant compte des effets économiques, sociaux et environnementaux potentiels de ce projet de grande envergure, le gouvernement éthiopien a décidé de poursuivre, envisageant l'emploi d'un PPP avec le soutien de la Banque mondiale pour aider à réaliser le projet.

En 2012, le gouvernement éthiopien a signé un contrat avec l'opérateur français BRL Ingénierie afin de fournir des services pour la supervision des travaux, l'exploitation et l'entretien, ainsi que le renforcement des capacités des associations d'usagers de l'eau pour le projet Megech-Seraba. D'après le Ministère des ressources en eau de l'Éthiopie, le gouvernement a apporté l'investissement en capital pour la construction du projet et a couvert tous les coûts associés des services d'exploitation et d'entretien grâce à un prêt concessionnaire de la Banque mondiale. Le gouvernement visait à compenser les coûts d'exploitation et d'entretien du système en percevant des frais d'utilisation auprès des agriculteurs (BRL Ingénierie, Metaferia Consulting Engineers, & Ethiopian Ministry of Water and Energy, 2010). La durée contractuelle du PPP est de huit ans, après quoi les responsabilités des services d'exploitation et d'entretien doivent être transférées à une nouvelle entité publique locale formée par le contractant PPP (Public-Private Infrastructure Advisory Facility, 2012).

Le gouvernement a fourni l'investissement en capital pour la construction du système et la distribution d'eau est facturée à l'utilisateur final. L'exposition au risque de BRL Ingénierie devrait se limiter aux coûts d'exploitation et d'entretien. Par le biais du PPP, le gouvernement éthiopien visait à assurer une supervision efficace des travaux, des services de haute qualité en ce qui concerne l'exploitation et l'entretien du système d'irrigation et une formation et une éducation adéquates pour les petits propriétaires fonciers et la nouvelle entité opérationnelle publique (Public-Private Infrastructure Advisory Facility, 2012).



Les PPP peuvent cependant être de conception relativement complexe et impliquent généralement d'importants coûts de financement contractuels initiaux. Ils exigent des conditions de politique et de marché qui créent un environnement favorable qui concilie le besoin des gouvernements de livrer efficacement des biens publics et les intérêts commerciaux du secteur privé. La participation du secteur privé ne peut être attendue que lorsque les conditions de marché sont favorables et des retours sur investissement adéquats peuvent être assurés sous un délai acceptable. **Plusieurs facteurs clés sont requis pour que les PPP soient efficaces** des points de vue public et privé. Ces facteurs comprennent un environnement réglementaire stable et favorable ; une assistance technique, un renforcement des capacités et une sensibilisation sur mesure ; et une implication précoce de la société civile ou de groupes communautaires (Gardiner et al., 2015). Les gouvernements nationaux ont un rôle important à jouer dans la création de cet environnement favorable en mettant en place des cadres adaptés aux PPP.

Comme le suggèrent ces éléments, pour que les PPP soient réussis, les secteurs public et privé doivent tous les deux disposer d'une capacité suffisante pour conclure un accord et le gérer avec succès. Une telle capacité étant absente dans de nombreuses juridictions dans les pays en développement, à la fois aux niveaux national et infranational, il faut à la fois du temps et de l'expérience pour la mettre en place (Colverson & Perera, 2011). Par conséquent, les avantages potentiels des PPP doivent être soigneusement évalués par rapport aux coûts qui leur sont associés et à la capacité d'un pays à les gérer (Schmidt-Traub & Sachs, 2015).

Là où existe l'environnement favorable requis, des mesures d'adaptation identifiées via des processus PNA peuvent être appuyées à l'aide de PPP structurés de façon appropriée. Bien que les PPP puissent sensiblement différer en termes de taille et de complexité, ils sont généralement liés aux projets de grande envergure dans un but d'attirer un intérêt et des financements de la part du secteur privé. Les PPP ont été utilisés pour de plus petits projets mais sont souvent regroupés afin de créer une plus grande initiative qui encourage la participation du secteur privé. Les possibilités d'intensifier et d'utiliser les PPP pour la phase d'exécution du processus PNA peut donc se limiter à un petit nombre de projets, dont la plupart sont de grande envergure.

### Points importants à prendre en considération



- Une compréhension claire des PPP, y compris leurs forces et leurs faiblesses, peut favoriser l'évaluation précise de leur pertinence pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation spécifiques identifiées dans le processus PNA. Cette compréhension devrait admettre que les PPP ont tendance à être de conception relativement complexe, entraînent généralement d'importants coûts de financement contractuels initiaux et impliquent souvent des contrats à long terme (jusqu'à 30 ans voire plus).
- Dans divers pays, les gouvernements ont mis en place une unité centrale chargée de la liaison avec les investisseurs privés potentiellement intéressés par les PPP. La collaboration avec cette unité et l'utilisation de ses contacts et expériences peuvent considérablement augmenter les chances d'élaborer des PPP réussis en lien avec l'adaptation.
- Les conditions de politique et de marché qui créent un environnement favorable aux PPP doivent être en place. La participation du secteur privé ne peut être attendue que lorsque les conditions du marché sont favorables et des retours sur investissement adéquats peuvent être assurés sous un délai acceptable.
- Le fait de s'assurer que les secteurs public et privé ont tous les deux la capacité spécifique de conclure un accord de PPP et d'en assurer sa gestion augmentera le succès potentiel d'un PPP en lien avec l'adaptation.

## Lectures complémentaires proposées sur le financement du secteur privé



Gardiner, G., Bardout, M., Grossi, F., & Dixon-Declève, S. (2015): [Public-Private Partnerships for Climate Finance](#)

GCF Private Sector Facility (2016a): [Establishing a programmatic framework for engaging with micro-, small- and medium-sized enterprises](#)

GIZ (n.d.-a): [Climate Expert](#), qui aide les petites et moyennes entreprises à s'adapter aux changements climatiques.

International Bank for Reconstruction and Development (2015): [What are Green Bonds?](#)

[The Global Innovation Lab for Climate Finance \(n.d.\)](#), qui passe au crible des propositions du monde entier pour identifier des dispositifs ayant un potentiel de favoriser les investissements à l'échelle voulue dans les pays en développement.

UNDP (2015c): Low Emission Capacity Building Project: [Tracking Private Climate Finance Flows at the National Level: Proposed country-level methodology](#)

UNEP-FI & GIZ (2016): [Demystifying Adaptation for the Private Sector](#)

World Bank Group (n.d.-a): [PPP Knowledge Lab](#), qui favorise des partenariats public-privé plus intelligents.

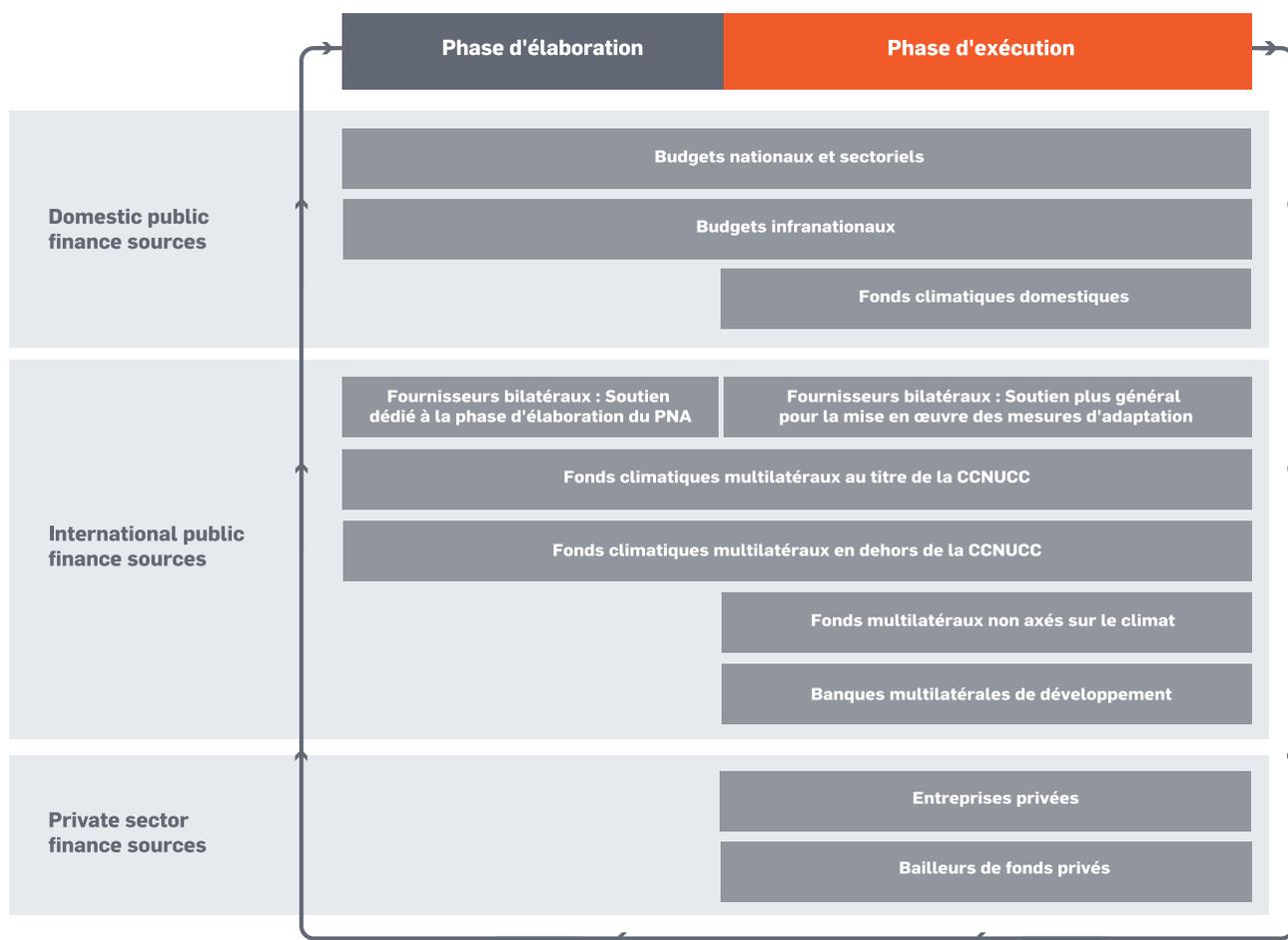
World Bank Group (n.d.-b): [Public-Private-Partnership in Infrastructure Resource Center \(PPPIRC\)](#)

# 6 Relier les points pour financer le processus PNA

Comme le montrent les précédentes sections de cette note d'orientation, une vaste panoplie de sources—publiques et privées, domestiques et internationales—existent actuellement pour financer le processus PNA. La diversité et l'échelle des possibilités de financement diffèrent néanmoins entre les phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA. La figure 6 montre ce qui suit :

- **Il existe un nombre limité de sources disponibles pour fournir un soutien spécifique à la phase d'élaboration du processus PNA.** Ces sources comprennent essentiellement le financement public intérieur, les fournisseurs bilatéraux et les fonds multilatéraux, y compris les fonds établis au titre de la CCNUCC qui sont clairement mandatés pour soutenir la phase d'élaboration du processus PNA. Ces sources proposent souvent des programmes spécialement adaptés pour combler des besoins en lien avec cette phase du processus PNA. À l'heure actuelle, le financement disponible précisément lié au processus PNA est orienté principalement vers des activités en lien avec sa phase d'élaboration.
- **Un financement plus diversifié est disponible pour soutenir la phase d'exécution du processus PNA.** Le financement pour cette phase peut provenir d'une plus vaste panoplie de sources publiques domestiques et internationales ainsi que du secteur privé. L'échelle potentielle du financement disponible de ces sources est également plus grande. Cela concorde avec le montant de financement considérablement plus élevé qui sera nécessaire à la mise en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires par le processus PNA. Un grand nombre de ces sources ont pour mandat de financer les mesures d'adaptation en général et non le processus PNA en particulier. Certaines d'entre elles ne sont accessibles et/ou mobilisables que face à des capacités appréciables.

Un défi majeur pour les équipes de PNA est de déterminer de façon stratégique comment faire concorder le financement requis pour le processus PNA dans ses phases d'élaboration et d'exécution avec les sources de financement disponibles. Leurs approches doivent correspondre aux capacités et à la préparation au financement de leurs pays respectifs. Une **stratégie de financement** spécifique pour le processus PNA peut aider les équipes de PNA à relever ce défi. Une telle stratégie peut définir une approche nationale coordonnée quant à l'identification et l'obtention du financement requis à différents stades du processus PNA de manière à refléter les objectifs d'adaptation individuels du pays (GIZ, 2017a). Selon les besoins et les circonstances des pays, ces stratégies peuvent également servir de caractéristiques principales des futurs volets d'adaptation des CDN. Elles peuvent donc être qualifiées de stratégies de financement de CDN et associées à des efforts similaires pour financer des priorités en matière d'atténuation, le cas échéant.



**Figure 6. Sources potentielles de financement pour le processus PNA.**

Une stratégie de financement adaptée devrait être élaborée au début du processus PNA. Cette stratégie devrait être pleinement intégrée aux activités du PNA et révisée et mise à jour de façon itérative. Elle peut être conçue pour appuyer l'intégration des besoins de financement liés au processus PNA dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national, sectoriel et infranational. Bien que l'envergure de la stratégie de financement pour le processus PNA varie d'un pays à l'autre, cette stratégie peut comprendre les principaux **éléments constitutifs** suivants (voir figure 7):

1. **L'identification du déficit de financement.** Dans le cadre des efforts pour préparer les stratégies de mise en œuvre pendant la phase d'élaboration du processus PNA, les pays sont encouragés à déterminer le montant de financement supplémentaire nécessaire pour couvrir les coûts d'exploitation et d'investissement futurs. Ces estimations devraient tenir compte des coûts de la coordination et du maintien du processus (phase d'élaboration) et de la mise en œuvre de mesures d'adaptation prioritaires (phase d'exécution). Après avoir évalué le coût du processus PNA dans son intégralité, les pays peuvent évaluer si ces coûts peuvent être pris en charge par le financement public intérieur en vigueur (budgets national et/ou infranational) ainsi que par des sources non budgétaires telles que le soutien existant provenant de fournisseurs bilatéraux et multilatéraux. Cette analyse peut être assistée par des efforts pour suivre le financement climatique intérieur pour l'adaptation, telles que l'Examen Institutionnel et des Dépenses Publiques Climatiques (CPEIR) ou l'Adaptation Finance Accountability Initiative (voir encadré 3). Les informations recueillies peuvent être employées pour élaborer des scénarios qui mettent en correspondance les dépenses courantes et les besoins futurs prévus. Cela permettra d'identifier le déficit de financement du processus PNA d'un pays (GIZ, 2017a).

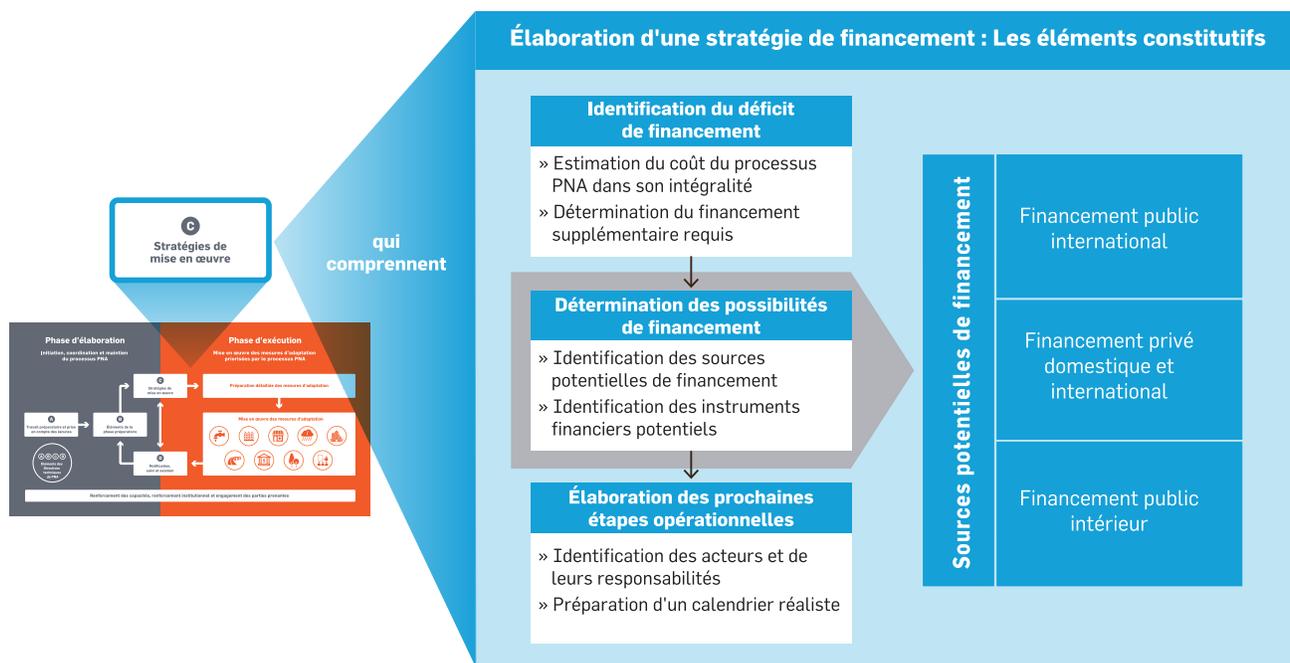


Figure 7. Principaux éléments constitutifs d'une stratégie de financement de PNA et son lien au processus PNA.

2. **La détermination des possibilités de financement.** Lors de l'identification des possibilités de financement pour le processus PNA, chaque pays devrait tenir compte de ses circonstances, relations et capacités actuelles ainsi que des besoins en matière d'adaptation priorisés par son processus PNA. Les pays peuvent identifier non seulement les sources potentielles de financement (public ou privé, domestique ou international) mais aussi les instruments financiers à employer (par exemple, les subventions ou les prêts). La stratégie doit aussi prendre en compte l'économie politique liée aux différentes sources de financement (par exemple, les intérêts des diverses parties prenantes et les tendances de financement des fournisseurs bilatéraux). Les pays devraient aussi envisager de diversifier la panoplie de sources et d'instruments utilisés. Cela minimisera le risque lié à une dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de sources et permettra de mieux adapter les possibilités de financement aux besoins spécifiques (GIZ, 2017a).<sup>38</sup> Les équipes de PNA sont encouragées à réfléchir à quelques-uns des principaux constats et problèmes décrits par cette note d'orientation avant de décider du potentiel de financer leur processus PNA à l'aide de sources publiques domestiques, de sources publiques internationales et/ou de sources issues du secteur privé.
3. **L'identification des prochaines étapes opérationnelles.** Afin de passer des intentions à l'action, une stratégie de financement pour le processus PNA peut inclure un ensemble réaliste et précis de prochaines étapes qui visent à améliorer les chances d'accéder aux sources de financement identifiées. Ces étapes peuvent comprendre la mise en œuvre de réformes politiques, le renforcement des institutions et des mécanismes de coordination, l'exécution d'analyses supplémentaires, la distribution d'informations ciblées aux groupes de parties prenantes clés, la préparation de propositions spécifiques et l'établissement de systèmes pour surveiller et suivre le financement de l'adaptation. La stratégie pourrait aussi être amenée à inclure des efforts de renforcement des capacités afin de consolider la préparation d'un pays à planifier, à obtenir, à dispenser, à surveiller et à faire rapport sur le financement lié au processus PNA.

38 Il convient toutefois de reconnaître que la diversification des sources de financement peut augmenter les coûts de transaction, puisque chaque source aura ses propres attentes particulières lorsqu'il s'agit de faire preuve de diligence raisonnable et de satisfaire à d'autres exigences.

S'agissant d'un document opérationnel, chaque étape de la stratégie de financement devrait préciser quels acteurs sont censés jouer un rôle clé, tels que les ministères chargés de la surveillance du processus PNA (généralement le ministère de l'environnement), de la planification, des finances et des secteurs sensibles au climat. La stratégie peut aussi décrire, à chaque étape, le rôle des acteurs du secteur privé, tels que les associations d'entreprises et les principales entreprises privées. Le document devrait aller plus loin en délimitant les responsabilités et tâches précises de ces acteurs, y compris les moyens pour assurer la coordination et la coopération entre eux. Enfin, il devrait également inclure un calendrier réaliste avec des jalons réalisables à court, moyen et long terme (GIZ, 2017a).

La préparation d'une stratégie composée de ces trois éléments constitutifs peut permettre aux pays en développement de faire correspondre leurs besoins de financement pour le processus PNA avec les sources appropriées disponibles. Elle peut aussi renforcer leur capacité à accéder à des financements et à les utiliser de manière efficace. Les efforts continus des pays dans la préparation de leurs stratégies de financement montrent les avantages de ces stratégies. L'étude de cas 6 présente un exemple de ces avantages. Les connaissances acquises grâce à ces expériences peuvent davantage éclairer les efforts menés par les équipes de PNA impliquées dans l'élaboration de stratégies de financement dédiées pour leurs processus PNA.

## Étude de cas 6. Élaborer une stratégie de financement pour le processus PNA au Cambodge



Le Gouvernement royal du Cambodge a mis en place des mesures en réponse aux défis liés au changement climatique. Afin de réduire la vulnérabilité du pays à moyen et long terme et d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification politique et budgétaire, le gouvernement a pris des mesures afin d'entrer dans la phase d'exécution de son processus PNA.

Le Programme de préparation au financement climatique de la GIZ, mandaté par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, en coopération avec et financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international, soutient dans cette démarche le Conseil national pour le développement durable (CNDD) du Gouvernement royal du Cambodge.

Un des piliers importants de cette coopération réside dans le soutien au CNDD afin d'élaborer pour le processus PNA une stratégie de financement et un plan d'exécution plus complets. Le plan comprend les étapes suivantes :

- L'évaluation de l'offre et la demande financières (de sources nationales, internationales, publiques et privées) pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation.
- L'établissement de priorités en matière d'adaptation et l'entente sur un plan d'exécution.
- Le renforcement des capacités du CNDD afin de mobiliser les ressources financières nécessaires et d'accéder aux fonds climatiques internationaux (y compris l'accès au FVC et le processus de sélection de l'entité nationale d'exécution).
- Le renforcement des capacités du CNDD pour l'évaluation et la gestion des projets.

Un autre pilier important du processus PNA du Cambodge est l'intégration des dimensions en lien avec l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification sectorielle afin de fournir une base pour les allocations budgétaires futures. Deux ministères d'exécution (le Ministère de la santé et le Ministère de l'environnement) sont soutenus en 2017 dans le cadre de ces efforts d'intégration.

# 7 Conclusions

La réussite des processus PNA dépendra en partie de la capacité des pays en développement à obtenir le financement considérable nécessaire au cours de sa phase d'élaboration et surtout sa phase d'exécution. L'accès à ces fonds exige une compréhension claire des besoins de financement de chaque pays et l'identification de sources de financement appropriées pour répondre à ces besoins. Il nécessite également la structuration des processus PNA afin d'améliorer la probabilité d'obtenir de la part de ces sources des financements pour répondre aux besoins financiers à court, moyen et long terme. Lors de la conception et de l'exécution de leurs processus PNA, les équipes de PNA pourront tenir compte des points clés suivants figurant dans cette note d'orientation :

- **Les besoins de financement du processus PNA devraient être pris en compte dès le départ.** Dès son lancement, les équipes de PNA devraient réfléchir aux ressources qui pourraient s'avérer nécessaires aux phases d'élaboration et d'exécution du processus PNA et aux moyens d'y accéder. La phase d'élaboration du processus PNA devrait alors être conçue afin d'améliorer le potentiel d'un pays à obtenir des financements pour le processus PNA à l'avenir, surtout pour sa phase d'exécution.
- **Les principales parties prenantes doivent être impliquées au début du processus PNA.** En rapport avec le point ci-dessus, les ministères chargés des finances et de la planification du développement doivent être impliqués de façon précoce et continue au cours du processus PNA. Les ministères sectoriels doivent également s'appropriier le processus PNA afin d'intégrer les priorités identifiées dans leurs cycles de planification et de budgétisation. Des efforts devraient aussi être faits pour impliquer les fournisseurs bilatéraux, les AND ou les points focaux pour des fonds multilatéraux précis, ainsi que les associations du secteur privé. Ces divers processus d'engagement nécessitent un investissement considérable en temps et en ressources au début du processus PNA. Cependant, ces efforts s'avéreront probablement bénéfiques à long terme en garantissant que l'adaptation soit effectivement intégrée dans les documents politiques nationaux et sectoriels, que les stratégies de financement soient conformes aux priorités de développement nationales et sectorielles et que des mesures d'adaptation compatibles avec ces politiques et stratégies soient mises en œuvre.
- **L'engagement de haut niveau est essentiel.** Le processus PNA nécessite un engagement politique précoce et continu de la part de représentants de haut niveau d'institutions clés afin de permettre la réussite de son lancement, de sa poursuite et de son impact. Bien que cette affirmation soit vraie pour le processus PNA dans sa globalité, elle devient particulièrement importante dans le contexte des décisions de financement (concernant à la fois les allocations budgétaires nationales et l'accès au financement international).
- **Le financement public intérieur est indispensable au financement durable du processus PNA.** Étant donnée la nature itérative du processus PNA, le financement public intérieur est primordial pour couvrir les coûts d'exploitation et d'investissement en lien avec la coordination et le maintien du processus sur le moyen ou long terme. En outre, pendant la phase d'exécution du processus PNA, les investissements dans des biens publics tels que le renforcement des institutions et des capacités—et des secteurs tels que l'éducation et la santé—sont plus susceptibles d'être financés par des sources publiques, qu'elles soient domestiques ou internationales. Ces financements peuvent être fournis grâce aux processus nationaux, sectoriels ou infranationaux de planification du développement et de budgétisation. Cette situation réaffirme l'importance de l'objectif du processus PNA qui

---

consiste à intégrer les besoins en matière d'adaptation dans les processus de planification du développement aux niveaux national, sectoriel et infranational.

- **Le financement peut dépasser la portée des projets individuels.** La réduction des risques climatiques et la prise en compte des priorités d'adaptation exigeront la mise en œuvre d'une variété de programmes et d'initiatives ainsi que de projets d'adaptation individuels. Les équipes de PNA devraient donc également prendre en considération des instruments financiers allant au-delà de la portée de projets individuels. Ceux-ci peuvent avoir comme origine à la fois les sources publiques internationales (par exemple par le biais d'un soutien budgétaire pour des mesures en adéquation avec les priorités d'adaptation d'un secteur sensible au climat donné) et le secteur privé (par exemple via des régimes d'assurance ou des mécanismes de financement des risques).
- **La concrétisation du potentiel de financement du secteur privé nécessite une conception soignée.** Les équipes de PNA doivent clairement comprendre la diversité des acteurs du secteur privé, leurs motivations et la manière dont leurs intérêts peuvent se croiser avec les priorités d'adaptation identifiées. Les gouvernements devraient aussi étudier leurs milieux d'investissement existants pour l'implication du secteur privé dans les mesures d'adaptation et comment ces milieux pourraient être enrichis. Par exemple, les gouvernements peuvent fournir des informations climatiques, susciter un intérêt pour des outils d'aide à la prise de décision, et fournir des signaux économiques pour stimuler les investissements privés.
- **Les pays devraient rechercher des sources de financement adaptées à leurs circonstances et capacités nationales.** Les pays diffèrent dans leur capacité à accéder à des financements provenant de sources publiques et/ou privées et domestiques et/ou internationales en raison de leurs circonstances nationales particulières. Les pays moins en mesure d'appuyer leur processus PNA par le biais du financement public intérieur peuvent davantage dépendre de subventions ou de financements concessionnels provenant de sources publiques internationales. Ils peuvent mettre plus d'accent sur la consolidation de leurs relations avec les fournisseurs bilatéraux afin d'obtenir de nouveaux financements pour l'adaptation et/ou incorporer les impératifs d'adaptation dans les portefeuilles d'aide au développement existants. Les financements provenant de sources internationales de financement privé peuvent en revanche être plus adaptés aux pays dotés d'un régime réglementaire stable, de stabilité macroéconomique, d'une notation de crédit souverain de premier ordre, de marchés fonctionnels, de capacités techniques solides et de systèmes de gestion des finances publiques efficaces et transparents. Par exemple, les capacités considérables nécessaires à la structuration et gestion efficaces des PPP limite le nombre de pays ayant le bon ensemble de circonstances pour faciliter leur réussite.
- **La création d'une stratégie de financement de PNA dédiée aide à systématiser la planification et l'action.** Ces stratégies peuvent aider à déterminer de façon stratégique comment aligner les besoins de financement durant le processus PNA sur les sources de financement potentielles. Les équipes de PNA devraient collaborer à l'élaboration de leur stratégie de financement avec des acteurs clés au sein des gouvernements nationaux et infranationaux ainsi que ceux issus de la société civile (par exemple les associations du secteur privé et les ONG). Tout comme le processus PNA lui-même, ces stratégies devraient concorder avec les priorités et objectifs de développement nationaux. Les stratégies devraient également refléter les circonstances nationales par rapport aux capacités disponibles et à la préparation au financement. Sur la base d'une analyse claire des besoins de financement, les stratégies devraient décrire les options de financement potentielles et inclure un ensemble réaliste et précis de prochaines étapes. Ces stratégies peuvent promouvoir des approches innovantes pour obtenir le financement nécessaire à l'adaptation et devraient se concentrer sur la pérennité des investissements réalisés.

L'intégration de ces observations et d'autres idées trouvées dans cette note d'orientation dans la conception et l'exécution des processus PNA peut aider les équipes de PNA à adopter une approche structurée et efficace pour leurs recherches de financements. Par leur compréhension des exigences de financement des différentes phases du processus PNA et des moyens d'y répondre à l'aide d'une combinaison de sources (domestique et international, public et privé), les pays seront mieux placés pour atteindre leurs objectifs d'adaptation, pas seulement dans un avenir immédiat mais également à plus long terme. Cela peut conduire à la mise en œuvre réussie de mesures d'adaptation priorisées qui réduiront le risque climatique des pays et facilitera l'atteinte d'objectifs d'adaptation exprimés dans les CDN.

# Glossaire

**Agence chargée de la mise en œuvre :** Une institution multilatérale ou une ONG internationale accréditée par le Conseil du FEM pour aider les gouvernements nationaux et les ONG dans l'élaboration et l'exécution de projets et programmes recevant un financement de la part du FEM.

**Bien public :** Un bien ou un service fourni par un gouvernement engendrant des avantages importants pour la société.

**Cadre de dépenses à moyen terme :** Un outil de planification budgétaire qui relie les objectifs stratégiques décrits dans les politiques et plans gouvernementaux aux besoins en ressources réels et prévus et aux dépenses sur une période de trois à cinq ans (GCCA+, n.d.).

**Capital-risque :** Une forme de financement de capital privé axé sur l'investissement dans les débuts d'une société ou d'un projet, généralement par des individus fortunés ou des spécialistes du capital-risque, dans l'attente de rendements élevés—compensant ainsi le risque élevé associé aux investissements en phase initiale (UNEP, 2014).

**Crédit à l'exportation :** Une aide financière gouvernementale fournie pour promouvoir l'achat étranger de biens auprès d'exportateurs nationaux, par exemple en fournissant des garanties sur les prêts bancaires aux entreprises qui vendent des produits à l'international ou un soutien financier aux acheteurs étrangers (Financial Times, n.d.; OECD, n.d.-b).

**Dette subordonnée :** Une dette qui est classée plus bas que d'autres formes de dette lorsque des créances sont faites sur des actifs. Les porteurs de dette subordonnée ne sont pas en mesure de satisfaire les créances contre un emprunteur ayant fait défaut jusqu'à ce que les créances des porteurs de dettes de niveau supérieur aient été atteintes (Financial Times, n.d.).

**Droit :** Un paiement à un gouvernement central ou local en échange de la prestation d'un service précis fourni dans l'intérêt public. Les droits sont généralement instaurés par les gouvernements afin de réglementer différentes sortes d'activités (Muley, n.d.; OECD, 2016a).

**Entité accréditée :** Une organisation internationale, régionale, nationale ou infranationale qui est de nature publique, privée ou non gouvernementale et qui a répondu aux normes fixées par le FVC pour recevoir des financements directement de sa part afin d'élaborer et d'exécuter des projets ou programmes approuvés.

**Entité chargée de la mise en œuvre :** Une institution multilatérale, régionale ou nationale qui a répondu aux normes imposées par le Conseil du FA pour recevoir un financement directement de ce fonds et pour mettre en œuvre des projets ou programmes approuvés.

**Financement commun :** Un mécanisme dirigé par des donateurs ou des gouvernements qui mutualise et gère des fonds provenant de plusieurs contributeurs afin de financer des priorités partagées ou de canaliser des fonds vers un secteur précis (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, 2008).

**Financement par emprunt :** A lieu lorsqu'une entreprise emprunte de l'argent auprès d'individus ou d'investisseurs institutionnels (par exemple les banques nationales et internationales) ayant les capacités de financer l'entreprise en échange d'un engagement à rembourser le montant du capital (la dette) ainsi qu'un taux d'intérêt prédéterminé sur la dette à une date ultérieure (UNEP, 2014).

---

**Fournisseur bilatéral :** Un gouvernement national qui fournit un financement public international à un pays en développement. Le gouvernement peut être membre du CAD-OCDE ou non. Le financement peut être apporté par des canaux allant au-delà de l'APD.

**Garantie :** Un instrument financier par lequel un fournisseur promet d'assumer la responsabilité (c'est-à-dire de rembourser jusqu'à un montant spécifié) d'un prêt émis à quelqu'un d'autre dans le cas où l'emprunteur initial n'effectue pas ses versements (par exemple, en se retrouvant en défaut de remboursement d'un prêt ou en omettant de racheter une obligation) (Hurley & Voituriez, 2016). Les garanties peuvent aussi être émises afin de couvrir d'autres risques, telles que celles liées aux incertitudes politiques.

**Instrument de capitaux propres :** Une action ou une option d'achat d'actions émise par une entreprise pour financer son activité (Financial Times, n.d.). Cela comprend l'émission d'une action permanente dans la propriété d'une société, d'un projet ou d'un actif afin de générer des capitaux pour des investissements futurs. Les acheteurs d'actions (investisseurs en capital) détiennent une partie de la société ou de l'actif et obtiennent un rendement financier en fonction de la réussite de l'entreprise ou de l'actif. Ainsi il n'y a pas de garantie de retour sur investissement (Whitley, Canales Trujillo, & Norman, 2016).

**Levier financier :** Se rapporte à l'utilisation d'un investissement relativement modeste pour générer une affectation plus importante de financements publics et/ou privés d'une ou plusieurs autres sources.

**Marché de capitaux :** Un marché dans lequel les titres (par exemple les actions et les obligations) sont émis et négociés par les gouvernements et les entreprises afin de lever des financements à moyen ou long terme (Financial Times, n.d.)

**Obligation de société :** Une obligation est un titre négociable émis par une société afin de générer des fonds. La société est obligée de rembourser l'acheteur de l'obligation sur la base de conditions convenues (par exemple, la valeur d'origine du titre et le versement d'intérêts à échéances régulières). Les obligations émises peuvent faire l'objet d'opérations sur les marchés secondaires (Financial Times, n.d.).

**Prêt concessionnaire :** Un prêt accordé aux bénéficiaires à des conditions considérablement plus généreuses que celles des prêts proposés via le marché. Le prêt peut être proposé à un taux d'intérêt inférieur à ceux disponibles sur le marché et/ou peut être assorti d'un long délai de grâce (International Monetary Fund, 2003).

**Partenariat public-privé (PPP):** Un contrat à long terme entre un gouvernement et une ou plusieurs entités du secteur privé qui engage les parties à la prestation partagée d'un actif ou service public selon des conditions précises convenues qui répartissent et partagent les risques entre les parties. Ces dispositions permettent un financement et une livraison plus pratiques et plus réalisables de projets de grande envergure (Gardiner et al., 2015; World Bank Group, Asian Development Bank, & Inter-American Development Bank, 2014).

**Prélèvement :** La collecte ou l'établissement d'une taxe (Financial Times, n.d.).

**Subvention :** Des ressources non remboursables généralement fournies par un gouvernement ou par un organisme à une personne, à un organisme ou à un gouvernement pour un usage particulier (par exemple, l'assistance technique ou le renforcement des capacités) sans la contrepartie que l'argent soit remboursé. Des subventions peuvent être proposées en complément à d'autres instruments tels que les prêts (Financial Times, n.d.; Whitley, Canales Trujillo, & Norman, 2016).

**Taxe :** Un versement obligatoire et sans contrepartie effectué par les citoyens et entreprises au bénéfice du gouvernement afin de financer les dépenses de celui-ci (OECD, 2016a).

# Références

- Adaptation Committee. (2015). *Navigating the landscape of support for the process to formulate and implement national adaptation plans: 2015 overview for developing countries*. Extrait de [https://unfccc.int/files/adaptation/application/pdf/nap\\_lowres.pdf](https://unfccc.int/files/adaptation/application/pdf/nap_lowres.pdf)
- Adaptation Fund. (n.d.). *Readiness programme for climate finance*. Extrait de <https://www.adaptation-fund.org/readiness/>
- Adaptation Fund. (2016). *Resource mobilization strategy* (AFB/B.28/8). Extrait de [https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/10/AFB.B.28.8\\_Resource\\_mobilization\\_strategy.pdf](https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/10/AFB.B.28.8_Resource_mobilization_strategy.pdf)
- African Development Bank (AfDB). (2012). *Getting Africa ready for the Green Climate Fund*. Extrait de <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Getting%20Africa%20ready%20for%20the%20Green%20Climate%20Fund.pdf>
- African Development Bank (AfDB), Asian Development Bank, European Bank for Reconstruction and Development, European Investment Bank, Inter-American Development Bank Group, & World Bank Group. (2016). *2015 joint report on multilateral development banks' climate finance*. Extrait de [http://www.eib.europa.eu/attachments/documents/joint\\_mdb\\_report\\_on\\_climate\\_finance\\_2015.pdf](http://www.eib.europa.eu/attachments/documents/joint_mdb_report_on_climate_finance_2015.pdf)
- African Risk Capacity. (n.d.). *Extreme Climate Facility (XCF)*. Extrait de <http://www.africanriskcapacity.org/2016/10/31/extreme-climate-facility-xcf>
- Alloisio, I. (2014). *Public-private partnerships: A focus on energy infrastructures and green investment* (International Center for Climate Governance Reflection No. 22). Extrait de [http://www.iccgov.org/wp-content/uploads/2015/05/22\\_Reflection\\_April-2014.pdf](http://www.iccgov.org/wp-content/uploads/2015/05/22_Reflection_April-2014.pdf)
- Asian Infrastructure Investment Bank. (n.d.). *Home page*. Extrait de <https://www.aiib.org/en/index.html>
- Atteridge, A., & Dzebo, A. (2015). *When does private finance count as climate finance? Accounting for private contributions towards international pledges* (Discussion Brief). Extrait de <https://www.sei-international.org/mediamanager/documents/Publications/Climate/SEI-DB-2015-Private-climate-finance-accountability.pdf>
- Beaton, C., Lontoh, L., & Wai-Poi, M. (2017). Indonesia. In D.G. Victor & G. Inchauste (Eds.), *The politics of fossil fuel subsidies* (pp. 133–207). Washington, DC: World Bank.
- Benes, K., Cheon, A., Urpelainen, J., & Yang, J. (2016). *Low oil prices: An opportunity for fuel subsidy reform*. Extrait de <http://www.theigc.org/blog/low-oil-prices-an-opportunity-for-fuel-subsidy-reform/>
- Bhinda, N., Attridge, S., & Sumaria, S. (2014). *Innovative finance for development: A Commonwealth toolkit*. London, UK: Commonwealth Secretariat.

- 
- Briner, G., & Moarif, S. (2016). *Unpacking provisions related to transparency of mitigation and support in the Paris Agreement* (Climate Change Expert Group Paper No. 2016[2]). Extrait de <http://www.oecd.org/environment/cc/Unpacking-transparency-provisions-Paris-Agreement-CCXG-May2016.pdf>
- BRL Ingénierie, Metaferia Consulting Engineers, & Ethiopian Ministry of Water and Energy. (2010). *Environmental and social impact assessment of about 20,000 ha irrigation and drainage schemes at Megech Pump (Seraba), Ribb and Anger Dam*. Extrait de <http://documents.worldbank.org/curated/en/579061468021599027/pdf/603860V10BR0P01OFFICIAL0USE00ONLY191.pdf>
- Buchner, B.K., Trabacchi, C., Mazza, F., Abramskiehn, D., & Wang D. (2015). *Global landscape of climate finance 2015*. Extrait de <https://climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2015/11/Global-Landscape-of-Climate-Finance-2015.pdf>
- Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung. (2008). *Konzept zur Budgetfinanzierung im Rahmen der Programmorientierten Gemeinschaftsfinanzierung (PGF)*. BMZ Konzepte 146. Extrait de <https://www.bmz.de/de/mediathek/publikationen/archiv/themen/entwicklungsfinanzierung/Konzepte146.pdf>
- Caravani, A., & Patel, S. (2016). *Climate Funds Update highlights: November 2016* [Blog post]. Extrait de <http://blog.climatefundupdate.org/2016/11/10/climate-funds-update-highlights-november-2016/>
- Caravani, A., Watson, C., & Schalatek, L. (2016). *Climate finance thematic briefing: Adaptation finance*. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11024.pdf>
- Climate and Development Knowledge Network. (2015). *Opinion: Climate finance options for national climate funds*. Extrait de [https://cdkn.org/2015/12/opinion-climate-finance-options-for-national-climate-funds/?loclang=en\\_gb](https://cdkn.org/2015/12/opinion-climate-finance-options-for-national-climate-funds/?loclang=en_gb)
- Climate Investment Funds (CIF). (n.d.). *Funds and programs: Forest investment program*. Extrait de <https://www.climateinvestmentfunds.org/fund/forest-investment-program>
- Climate Investment Funds (CIF). (2016). *Pilot Program for Climate Resilience*. Extrait de [https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/ppcr\\_fact\\_sheet\\_november\\_2016.pdf](https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/ppcr_fact_sheet_november_2016.pdf)
- Colverson, S., & Perera, O. (2011). *Sustainable development: Is there a role for public-private partnerships?* Extrait de [http://www.iisd.org/pdf/2011/sust\\_markets\\_PB\\_PPP.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2011/sust_markets_PB_PPP.pdf)
- Dazé, A., & Dekens, J. (2016). *Financial services for climate-resilient value chains: The case of the Centenary Bank in Uganda*. Extrait de <https://www.iisd.org/sites/default/files/publications/climate-resilient-value-chains-case-centenary-bank-uganda.pdf>
- Dazé, A., Price-Kelly, H., & Rass, N. (2016). *Vertical integration in national adaptation plan (NAP) processes: A guidance note for linking national and subnational adaptation processes*. Extrait de <http://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2016/11/Vertical-Integration-in-NAP-Processes-Guidance-Note.pdf>
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (n.d.). *Climate expert*. Extrait de <http://www.climate-expert.org/en/home/>
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2012). *It's not just the money: Institutional strengthening of national climate funds. Lessons learned from GIZ's work on the ground*. Extrait de <https://www.giz.de/fachexpertise/downloads/giz2012-en-climate-funds-institutional-strengthening.pdf>
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2014a). *NAP align: Recommendations for aligning national adaptation plan processes with development and budget planning* (Supplementary material to the NAP technical guidelines). Extrait de <http://www4.unfccc.int/nap/Documents/Supplements/GIZ%20NAPAlign%2025.11.14.pdf>

- 
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2014b). *Overview of GIZ's support to the national adaptation plan (NAP) process*. Extrait de [http://www.adaptationcommunity.net/?wpfb\\_dl=200](http://www.adaptationcommunity.net/?wpfb_dl=200)
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2015a). *Integrated Climate Change Adaptation Strategies (ICCAS) Grenada. Grenadian–German pilot programme*. Extrait de <https://www.giz.de/en/downloads/giz2015-en-integrated-climate-change-adaption-strategies-grenada.pdf>
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2015b). *The role of the private sector to scale up private finance in India (Final report)*. Extrait de <https://www.giz.de/en/downloads/giz2015-en-nama-india-private-financial-institutions-climate-finance-final-report.pdf>
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2016). *(I)NDC adaptation components and NAP (Climate change policy brief)*. Extrait de [http://www.adaptationcommunity.net/?wpfb\\_dl=356](http://www.adaptationcommunity.net/?wpfb_dl=356)
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2017a). *Financing strategies: A missing link to translate NDCs into action*. Extrait de <https://www.giz.de/expertise/downloads/giz2017-en-climate-finance-strategies-ndcs.pdf>
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2017b). *Linking national adaptation plan processes and nationally determined contributions (Climate change policy brief)*. Extrait de [http://ac.akryl.co/wp-content/uploads/2017/05/GIZ\\_2017\\_Climate-Change-Policy-Brief-Linking-National-Adaptation-Plan-Processes-and-Nationally-Determined-Contributions-1.pdf](http://ac.akryl.co/wp-content/uploads/2017/05/GIZ_2017_Climate-Change-Policy-Brief-Linking-National-Adaptation-Plan-Processes-and-Nationally-Determined-Contributions-1.pdf)
- Devex. (n.d.). *The Global Fund: Overview*. Extrait de <https://www.devex.com/organizations/the-global-fund-30677>
- Fernandez, A.L. (2016, March). *People's Survival Fund: Overview and status*. Presentation made at the Targeted Topics Forum: "Financing NAPs: Options for Implementation," Kingston, Jamaica. Extrait de [http://www.slideshare.net/NAP\\_Global\\_Network/peoples-survival-fund-overview-and-status](http://www.slideshare.net/NAP_Global_Network/peoples-survival-fund-overview-and-status)
- Financial Times. (n.d.). *ft.com/lexicon*. Extrait de <http://lexicon.ft.com/>
- Flynn, C. (2011, November). *National climate funds: Designing and establishing a national fund to achieve climate change priorities*. Presentation made at the Seventeenth Session of the Conference of the Parties, Durban, South Africa. Extrait de [https://unfccc.int/files/press/media\\_outreach/application/pdf/111130\\_mw\\_undp\\_cf.pdf](https://unfccc.int/files/press/media_outreach/application/pdf/111130_mw_undp_cf.pdf)
- Frankfurt School UNEP Collaboration Centre for Climate & Sustainable Energy Finance (FS-UNEP Centre). (n.d.). *National climate finance institutions support programme*. Extrait de <http://fs-unep-centre.org/projects/national-climate-finance-institutions-support-programme>
- Gardiner, A., Bardout, M., Grossi, F., & Dixson-Declève, S. (2015). *Public-private partnerships for climate finance*. Extrait de <https://norden.diva-portal.org/smash/get/diva2:915864/FULLTEXT01.pdf>
- Global Agriculture and Food Security Program. (2016). *About GAFSP*. Extrait de <http://www.gafspfund.org/content/about-gafsp>
- Global Climate Change Alliance (GGCA+). (n.d.). *Module 8: Mainstreaming climate change in the budgetary process. Training workshops on mainstreaming climate change in national development planning and budgeting*. Extrait de [http://www.gcca.eu/sites/default/files/GCCA/MOD8\\_Handout\\_EN.pdf](http://www.gcca.eu/sites/default/files/GCCA/MOD8_Handout_EN.pdf)
- Global Environment Facility (GEF). (2013). *Operationalizing support to the preparation of the national adaptation plan process in response to guidance from the UNFCCC COP (GEF/LDCF.SCCF.14/06)*. Extrait de <https://www.thegef.org/council-meeting-documents/operationalizing-support-preparation-national-adaptation-plan-process>
- Global Impact Investing Network. (n.d.). *What you need to know about impact investing*. Extrait de <https://thegiin.org/impact-investing/need-to-know/>

- 
- The Global Innovation Lab for Climate Finance. (n.d.). *The ideas*. Extrait de [http://climatefinancelab.org/ideas/?\\_sfm\\_type=Adaptation](http://climatefinancelab.org/ideas/?_sfm_type=Adaptation)
- Global Partnership for Effective Development Cooperation. (2014). *First high-level meeting of the Global Partnership for Effective Development Cooperation: Building towards an inclusive post-2015 development agenda* (Mexico High Level Meeting Communiqué, 16 April 2014). Extrait de [http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2014/07/ENG\\_Final-ConsensusMexicoHLMCommuniqued.pdf](http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2014/07/ENG_Final-ConsensusMexicoHLMCommuniqued.pdf)
- Government of Brazil. (n.d.). *Amazon Fund, purpose and management*. Extrait de [http://www.amazonfund.gov.br/FundoAmazonia/fam/site\\_en/Esquerdo/Fundo/](http://www.amazonfund.gov.br/FundoAmazonia/fam/site_en/Esquerdo/Fundo/)
- Government of Indonesia. (2015). *Indonesia Climate Change Trust Fund*. Extrait de <http://icctf.or.id/welcome-to-icctf/>
- Government of the United Kingdom. (2015). *Policy paper: International Climate Fund*. Extrait de <https://www.gov.uk/government/publications/international-climate-fund>
- Green Climate Fund (GCF). (n.d.-a). *Empowering countries*. Extrait de <https://www.greenclimate.fund/how-we-work/empowering-countries>
- Green Climate Fund (GCF). (n.d.-b). *Project preparation facility guidelines*. Extrait de [https://www.greenclimate.fund/documents/20182/466886/Project\\_Preparation\\_Facility\\_Guidelines.pdf/f8b62701-a9ca-4b1e-9e23-e67f1b88abd4](https://www.greenclimate.fund/documents/20182/466886/Project_Preparation_Facility_Guidelines.pdf/f8b62701-a9ca-4b1e-9e23-e67f1b88abd4)
- Green Climate Fund (GCF). (n.d.-c). *Readiness program overview*. Extrait de [https://www.greenclimate.fund/documents/20182/319135/Readiness\\_Program\\_Overview.pdf/331e4062-0da0-40b6-bb76-2d2c22aaa53e](https://www.greenclimate.fund/documents/20182/319135/Readiness_Program_Overview.pdf/331e4062-0da0-40b6-bb76-2d2c22aaa53e)
- Green Climate Fund (GCF). (n.d.-d). *Resource mobilization*. Extrait de <http://www.greenclimate.fund/partners/contributors/resources-mobilized>
- Green Climate Fund (GCF). (2015). *Engaging with the Green Climate Fund: A resource guide for national designated entities and focal points of recipient countries*. Extrait de [https://www.greenclimate.fund/documents/20182/194568/GCF\\_ELEMENTS\\_01.pdf/542c1610-81b4-40df-be62-025cef3d26d8](https://www.greenclimate.fund/documents/20182/194568/GCF_ELEMENTS_01.pdf/542c1610-81b4-40df-be62-025cef3d26d8)
- Green Climate Fund (GCF). (2016a). *Establishing a programmatic framework for engaging with micro-, small- and medium-sized enterprises*. Extrait de [https://www.greenclimate.fund/documents/20182/226888/GCF\\_B.13\\_15\\_-\\_Establishing\\_a\\_programmatic\\_framework\\_for\\_engaging\\_with\\_micro-\\_small-\\_and\\_medium-sized\\_enterprises.pdf/558ec8ba-f0f8-455a-a8ce-8544de51f719](https://www.greenclimate.fund/documents/20182/226888/GCF_B.13_15_-_Establishing_a_programmatic_framework_for_engaging_with_micro-_small-_and_medium-sized_enterprises.pdf/558ec8ba-f0f8-455a-a8ce-8544de51f719)
- Green Climate Fund (GCF). (2016b). *Insight: An introduction to GCF*. Extrait de [https://www.greenclimate.fund/documents/20182/194568/GCF\\_INSIGHT\\_2016/dc2b945f-d96a-4f6d-9eeb-3960beee919a](https://www.greenclimate.fund/documents/20182/194568/GCF_INSIGHT_2016/dc2b945f-d96a-4f6d-9eeb-3960beee919a)
- Green Climate Fund (GCF). (2016c). *Report of the thirteenth meeting of the board, 28–30 June 2016* (GCF/B.13/33). Extrait de [https://www.greenclimate.fund/documents/20182/226888/GCF\\_B.13\\_33\\_-\\_Report\\_of\\_the\\_thirteenth\\_meeting\\_of\\_the\\_Board\\_28-30\\_June\\_2016.pdf/268c1ea7-5243-410d-8ed8-e5257083c555](https://www.greenclimate.fund/documents/20182/226888/GCF_B.13_33_-_Report_of_the_thirteenth_meeting_of_the_Board_28-30_June_2016.pdf/268c1ea7-5243-410d-8ed8-e5257083c555)
- Green Climate Fund (GCF). (2017). *Portfolio dashboard*. Extrait de <http://www.greenclimate.fund/projects/portfolio>
- Green Growth Best Practice. (2014). *Green growth in practice: Lessons from country experiences*. Extrait de <http://www.greengrowthknowledge.org/resource/green-growth-practice-lessons-country-experiences>
- Hesse, C. & Pattison, J. (2013). *Ensuring devolution supports adaptation and climate resilient growth in Kenya*. Extrait de <http://pubs.iied.org/pdfs/17161IIED.pdf>
- Holmes, L., Strauss, C.K., de Vos, K., & Bonzon, K. (2014). *Towards investment in sustainable fisheries: A framework for financing the transition*. Extrait de <http://www.pcfisu.org/wp-content/uploads/2014/07/Towards-Investment-in-Sustainable-Fisheries.pdf>

- 
- Hurley, G., & Voituriez, T. (2016). *Financing the SDGs in the least developed countries (LDCs): Diversifying the financing toolbox and managing vulnerability*. Extrait de <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/poverty-reduction/afd-undp-financing-sustainable-development-and-managing-vulnerab.html>
- Innovative Financing Initiative. (2014). *Innovative financing for development: Scalable business models that produce economic, social and environmental outcomes*. Extrait de [http://www.citifoundation.com/citi/foundation/pdf/innovative\\_financing\\_for\\_development.pdf](http://www.citifoundation.com/citi/foundation/pdf/innovative_financing_for_development.pdf)
- Inter-Agency Task Force on Financing for Development. (2016). *Multilateral development banks*. Issue Brief Series. Extrait de [http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2016/01/Multilateral-Development-Banks\\_WBG\\_IATF-Issue-Brief.pdf](http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2016/01/Multilateral-Development-Banks_WBG_IATF-Issue-Brief.pdf)
- International Bank for Reconstruction and Development. (2015). *What are green bonds?* Extrait de [http://treasury.worldbank.org/cmd/pdf/What\\_are\\_Green\\_Bonds.pdf](http://treasury.worldbank.org/cmd/pdf/What_are_Green_Bonds.pdf)
- International Monetary Fund. (2003). Appendix III: Glossary of external debt terms. In *External debt statistics: Guide for compilers and users*. Extrait de <http://www.tffs.org/pdf/edsg/ft2014.pdf>
- Jones, L., Mitchell, T., Villaneuva, P.S., & Standley, S. (2012). *Coding and tracking adaptation finance: Lessons and opportunities for monitoring adaptation finance across international and national scales*. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7821.pdf>
- King'uyu, S. (2016). *Making the business case for NAPs: How Kenya is tracking adaptation finance*. Extrait de <http://www.napglobalnetwork.org/2016/08/making-business-case-naps-kenya-tracking-adaptation-finance/>
- Koh, J., Mazzacurati, E., & Swann, S. (2016). *Bridging the adaptation gap: Approaches to measurement of physical climate risk and examples of investment in climate adaptation and resilience* (Discussion paper). Extrait de <http://427mt.com/wp-content/uploads/2016/11/GARI-2016-Bridging-the-Adaptation-Gap.pdf>
- Least Developed Countries Expert Group (LEG). (2012). *National adaptation plans: Technical guidelines for the national adaptation plan process*. Extrait de [https://unfccc.int/files/adaptation/cancun\\_adaptation\\_framework/application/pdf/naptechguidelines\\_eng\\_high\\_res.pdf](https://unfccc.int/files/adaptation/cancun_adaptation_framework/application/pdf/naptechguidelines_eng_high_res.pdf)
- Least Developed Countries Expert Group (LEG). (2015). *Information paper on how the process to formulate and implement national adaptation plans can be supported in least developed countries*. Extrait de [http://www4.unfccc.int/nap/Documents/UNFCCC%20LDC\\_Support\\_9%20124.pdf](http://www4.unfccc.int/nap/Documents/UNFCCC%20LDC_Support_9%20124.pdf)
- Lontoh, L. & Toft, L. (2016, September 8). *Indonesia should lead fuel subsidy reform*. Jakarta Post. Extrait de <http://www.thejakartapost.com/news/2016/09/08/indonesia-should-lead-fuel-subsidy-reform.html>
- Miller, M. (2012). *Climate public expenditure and institutional reviews in the Asia-Pacific region: What have we learnt?* Extrait de [http://www.asia-pacific.undp.org/content/rbap/en/home/library/democratic\\_governance/CPEIR-lessons-learnt.html](http://www.asia-pacific.undp.org/content/rbap/en/home/library/democratic_governance/CPEIR-lessons-learnt.html)
- Ministère de l'environnement et des ressources forestières. (2016a). *Atelier national de validation du plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC) et de présentation des résultats du premier inventaire forestier national (IFN) dans le cadre de la REDD+*. Extrait de <http://tg.chm-cbd.net/events/atelier-national-de-validation-du-plan-national-d-adaptation-aux-changements>
- Muley, R. (n.d.). *Difference between tax and fees*. Extrait de <http://www.economicdiscussion.net/government/taxation/difference-between-tax-and-fees/17448>
- Nakhooda, S., Norman, M., Barnard, S., Watson, C., Greenhill, R., Caravani, A., ... Whitley, S. (2014). *Climate finance: Is it making a difference? A review of the effectiveness of multilateral climate funds*. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9359.pdf>

- 
- NAP Global Network. (2016). *Financing national adaptation plans (NAPs): Options for implementation* (Targeted Topics Forum Report II). Extrait de <http://www.napglobalnetwork.org/resource/financing-national-adaptation-plans-naps-options-for-implementation/>
- National Adaptation Plan Global Support Programme (NAP-GSP). (n.d.). *About the NAP-GSP*. Extrait de <http://globalsupportprogramme.org/about-nap-gsp-0>
- New Development Bank. (n.d.). *NDB fact sheet*. Extrait de <http://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/05/factheet-1.jpg>
- Noble, I.R., Huq., S., Anokhin, Y.A., Carmin, J., Goudou, D., Lansigan, F.P., ... Villamizar, A. (2014). Adaptation needs and options. In C.B. Field, V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, ...L.L. White (Eds.), *Climate change 2014: Impacts, adaptation and vulnerability. Part A: Global and sectoral aspects. Contribution of working group II to the fifth assessment report of the IPCC* (pp. 833–868). Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (n.d.-a). *DAC members*. Extrait de <http://www.oecd.org/dac/dacmembers.htm>
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (n.d.-b). *Glossary of statistical terms*. Extrait de <https://stats.oecd.org/glossary/index.htm>
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2006). *Harmonising donor practices for effective aid delivery. Volume 2. Budget support, sector wide approaches and capacity development in public financial management*. DAC Guidelines and Reference Series. Extrait de <https://www.oecd.org/dac/effectiveness/34583142.pdf>
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2016a). *Glossary of tax terms*. Extrait de <http://www.oecd.org/ctp/glossaryoftaxterms.htm>
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2016b). *2020 projections of climate finance towards the USD 100 billion goal*. Extrait de <http://www.oecd.org/environment/cc/oecd-climate-finance-projection.htm>
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) & Climate Policy Initiative. (2015). *Climate finance in 2013–14 and the USD 100 billion goal*. Extrait de <http://www.oecd.org/environment/cc/OECD-CPI-Climate-Finance-Report.htm>
- Organisation for Economic Co-operation and Development - Development Assistance Committee (OECD-DAC). (2016a). *Climate-related development finance in 2015*. Extrait de [https://www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-related%20development%20finance%20in%202015%20-%20FINAL%20\(2\).pdf](https://www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-related%20development%20finance%20in%202015%20-%20FINAL%20(2).pdf)
- Organisation for Economic Co-operation and Development - Development Assistance Committee (OECD-DAC). (2016b). *Summary data for key charts and tables summarising finance provided by DAC member (Updated March 2016)*. Extrait de <http://www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-Finance-Summary-Data-and-Tables.xlsx>
- Overseas Development Institute (ODI) & Heinrich-Böll-Stiftung. (2017). *Climate Funds Update: Fund size and spending*. Extrait de <http://www.climatefundsupdate.org/global-trends/size-spending>
- Oxford Consulting Partners. (2015). *Tracking private climate finance flows at the national level. Proposed country-level methodology* (Draft v.2). Extrait de [http://lowemissiondevelopment.org/lecbp/docs/resources/UNDP\\_LECB\\_Methodology.pdf](http://lowemissiondevelopment.org/lecbp/docs/resources/UNDP_LECB_Methodology.pdf)
- Pauw, W.P. (2015). *Not a panacea: Private-sector engagement in adaptation and adaptation finance in developing countries*. *Climate Policy*, 15(5), 583–603.
- Pereira, J. (2012). *Cashing in on climate change? Assessing whether private funds can be leveraged to help the poorest*

- 
- countries respond to climate challenges*. Extrait de <http://www.eurodad.org/files/pdf/1345788-cashing-in-on-climate-change-assessing-whether-private-funds-can-be-leveraged-to-help-the-poorest-countries-respond-to-climate-challenges.pdf>
- Pradiptyo, R., Susamto, A., Wirotomo, A., Adisasmita, A., & Beaton, C. (2016). *Financing development with fossil fuel subsidies: The reallocation of Indonesia's gasoline and diesel subsidies in 2015*. Extrait de <http://www.iisd.org/sites/default/files/publications/financing-development-with-fossil-fuel-subsidies-indonesia.pdf>
- Price-Kelly, H., & Hammill, A. (2015). *sNAPshot: Initiating sector integration of adaptation considerations* (Overview brief). Extrait de <http://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2015/11/sNAPshot-initiating-sector-integration-adaptation-overview-brief.pdf>
- Prowitt, S., Putt del Pino, S., Metzger, E., & Kerdeman, M. (2011). *Making climate companies' business*. Extrait de <http://www.wri.org/blog/2011/02/making-climate-companies-business>
- Public-Private Infrastructure Advisory Facility. (2012). *PPIAF support to private sector participation in the irrigation sector in Ethiopia*. Extrait de <https://library.pppknowledgelab.org/PPIAF/documents/2566/download>
- Rai, N., & Norton, A. (2016). *Expediting direct access to the GCF for least developed countries*. Extrait de <http://www.iied.org/expediting-direct-access-gcf-for-least-developed-countries>
- Sama, B., Meatchi, T., & Issifou, A. (2016, March). *NAP process in Togo experience integrating adaptation into planning and budgeting*. Presentation made at the Second Targeted Topics Forum: "Financing NAPs: Options for Implementation," Kingston, Jamaica. Extrait de [http://www.slideshare.net/NAP\\_Global\\_Network/nap-process-in-togo-experience-intergrating-adaptation-into-planning-and-budgeting](http://www.slideshare.net/NAP_Global_Network/nap-process-in-togo-experience-intergrating-adaptation-into-planning-and-budgeting)
- Schalatek, L., Nakhooda, S., & Watson, C. (2015). *The Green Climate Fund*. Climate Finance Fundamentals 11. Climate Funds Update. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/10066.pdf>
- Schmidt-Traub, G., & Sachs, J.D. (2015). *The roles of public and private development finance* (Issue brief). Extrait de <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/05/150529-The-Roles-of-Public-and-Private-Development-Finance.pdf>
- Shaw, S. (n.d.). *Private gain, public interest. Can private finance help communities adapt to climate change?* Extrait de [http://tilz.tearfund.org/~media/files/tilz/research/private\\_gain\\_public\\_interest\\_-\\_tearfund.pdf](http://tilz.tearfund.org/~media/files/tilz/research/private_gain_public_interest_-_tearfund.pdf)
- Smith, J., Hayman, A., Anderson, G., & Laird, M. (2016, March). *Engaging the private sector for national adaptation plan (NAP) implementation: The role of the public sector*. Presentation made at the Second Targeted Topics Forum: "Financing NAPs: Options for Implementation," Kingston, Jamaica. Extrait de [http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PA00M56Q.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00M56Q.pdf)
- Tippmann, R., Agoumi, A., Perroy, L., Doria, M., Henders, S., & Goldmann, R. (2013). *Assessing barriers and solutions to financing adaptation projects in Africa*. Extrait de <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/51972/1/IDL-51972.pdf>
- Tirpak, D., Brown, L.H., & Ballesteros, A. (2014). *Monitoring climate finance in developing countries: Challenges and next steps: Reporting on a series of three workshops*. Extrait de <http://www.wri.org/publication/monitoring-climate-finance-developing-countries-challenges-and-next-steps>
- Uganda. Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries (MAAIF). (2016). *National adaptation plan (NAP) for the agricultural sector*. Draft. Republic of Uganda, Kampala. United Nations Department for Economic and Social Affairs (UN DESA). (2012). *World economic and social survey 2012: In search of new development finance*. Extrait de [http://www.un.org/en/development/desa/policy/wess/wess\\_current/2012wess.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/wess/wess_current/2012wess.pdf)
- United Nations Development Programme (UNDP). (n.d.). *Mali Climate Fund*. Extrait de <http://mptf.undp.org/document/download/12430>

- 
- United Nations Development Programme (UNDP). (2011). *Blending climate finance through national climate funds. A guidebook for the design and establishment of national funds to achieve climate change priorities*. Extrait de [http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Environment%20and%20Energy/Climate%20Change/Capacity%20Development/Blending\\_Climate\\_Finance\\_Through\\_National\\_Climate\\_Funds.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Environment%20and%20Energy/Climate%20Change/Capacity%20Development/Blending_Climate_Finance_Through_National_Climate_Funds.pdf)
- United Nations Development Programme (UNDP). (2012). *National climate funds: Learning from the experience of Asia-Pacific countries*. Extrait de <http://www.asia-pacific.undp.org/content/rbap/en/home/library/climate-and-disaster-resilience/APRC-EE-2012-NCF-DiscussionPaper-Asia-Pacific.html>
- United Nations Development Programme (UNDP). (2015a). *Budgeting for climate change: How governments have used national budgets to articulate a response to climate change. Lessons learned from over twenty Climate Public Expenditure and Institutional Reviews*. Extrait de [https://www.climatefinance-developmenteffectiveness.org/sites/default/files/documents/27\\_08\\_15/1%20Budgeting%20for%20Climate%20Change\\_August%202015.pdf](https://www.climatefinance-developmenteffectiveness.org/sites/default/files/documents/27_08_15/1%20Budgeting%20for%20Climate%20Change_August%202015.pdf)
- United Nations Development Programme (UNDP). (2015b). *Methodological guidebook: Climate Public Expenditure and Institutional Review (CPEIR)*. Extrait de <http://www.asia-pacific.undp.org/content/rbap/en/home/library/democratic-governance/cpeir-methodological-guidebook.html>
- United Nations Environment Programme (UNEP). (2011). *Bilateral finance institutions and climate change: A mapping of public financial flows for mitigation and adaptation to developing countries in 2010*. Extrait de <http://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/7976>
- United Nations Environment Programme (UNEP). (2014). *Demystifying private climate finance*. Extrait de <http://www.unepfi.org/fileadmin/documents/DemystifyingPrivateClimateFinance.pdf>
- United Nations Environment Programme (UNEP). (2016). *The adaptation finance gap report 2016*. Nairobi, Kenya: United Nations Environment Programme. Extrait de <http://www.unep.org/adaptationgapreport/2016>
- United Nations Environment Programme Finance Initiative (UNEP-FI) & Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2016). *Demystifying adaptation finance for the private sector*. Extrait de <http://www.unepfi.org/news/themes/climate-change/demystifying-adaptation-finance-for-private-sector/>
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2011). Decisions adopted by the Conference of the Parties. In *Report of the Conference of the Parties on its sixteenth session, held in Cancun from 29 November to 10 December 2010. Part two: Action taken by the Conference of the Parties at its sixteenth session*. Extrait de <http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/eng/07a01.pdf>
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2012). Decisions adopted by the Conference of the Parties. In *Report of the Conference of the Parties on its seventeenth session, held in Durban from 28 November to 11 December 2011. Part two: Action taken by the Conference of the Parties at its seventeenth session*. Extrait de <https://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/eng/09a01.pdf>
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2013). Decisions adopted by the Conference of the Parties. In *Report of the Conference of the Parties on its eighteenth session, held in Doha from 26 November to 8 December 2012. Part two: Action taken by the Conference of the Parties at its eighteenth session*. Extrait de <http://unfccc.int/resource/docs/2012/cop18/eng/08a02.pdf>
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2016a). *Report of the Conference of the Parties on its twenty-first session, held in Paris from 30 November to 13 December 2015*. Extrait de <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/eng/10a01.pdf>
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2016b). *Report of the Global Environment Facility to the Conference of the Parties*. Extrait de <http://unfccc.int/resource/docs/2016/cop22/eng/06.pdf>
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2016c). *Roadmap to US\$100 billion*. Extrait de [http://www4.unfccc.int/Submissions/Lists/OSPSubmissionUpload/261\\_295\\_131233554162587561-Roadmap%20](http://www4.unfccc.int/Submissions/Lists/OSPSubmissionUpload/261_295_131233554162587561-Roadmap%20)

---

[to%20the%20US\\$100bn%20\(UNFCCC\).pdf](#)

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) National Adaptation Plan (NAP) Central. (n.d.). *Accessing financial support for the NAP process*. Extrait de <http://www4.unfccc.int/nap/Pages/GCF.aspx>

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) Standing Committee on Finance. (2014). *Fifth review of the financial mechanism* (Technical paper SCF/TP/2014/1). Extrait de [http://unfccc.int/files/cooperation\\_and\\_support/financial\\_mechanism/standing\\_committee/application/pdf/technical\\_paper\\_fifth\\_review\\_of\\_the\\_financial\\_mechanism\\_18112014\\_final.pdf](http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/application/pdf/technical_paper_fifth_review_of_the_financial_mechanism_18112014_final.pdf)

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) Standing Committee on Finance. (2016). *2016 biennial assessment and overview of climate finance flows report*. Extrait de [http://unfccc.int/files/cooperation\\_and\\_support/financial\\_mechanism/standing\\_committee/application/pdf/2016\\_ba\\_technical\\_report.pdf](http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/application/pdf/2016_ba_technical_report.pdf)

Warland, L., & Michaelowa, A. (2015). *Can debt for climate swaps be a promising climate finance instrument? Lessons from the past and recommendations for the future*. Extrait de [http://www.perspectives.cc/fileadmin/Reports/2015\\_Perspectives\\_Debt\\_for\\_climate\\_swaps.pdf](http://www.perspectives.cc/fileadmin/Reports/2015_Perspectives_Debt_for_climate_swaps.pdf)

Whitley, S., Canales Trujillo, N., & Norman, M. (2016). *Mobilising private finance for climate compatible development: A diagnostic tool for mapping incentives and investment*. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10480.pdf>

Wilkinson, E., Caravani, A., Canales Trujillo, N., Nakhooda, S., Terpstra, P., & Peterson Carvalho, A. (2014). *Going in the right direction? Tracking adaptation finance at the subnational level*. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9360.pdf>

World Bank. (2015). *Developing common principles for tracking climate finance* [Blog post]. Extrait de <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2015/04/03/common-principles-for-tracking-climate-finance>

World Bank Group. (n.d.-a). *PPP knowledge lab*. Extrait de <https://pppknowledgelab.org/>

World Bank Group. (n.d.-b). *Public-Private Partnership in Infrastructure Resource Centre*. Extrait de <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/>

World Bank Group. (2016). *PPP arrangements/types of public-private partnership agreements*. Extrait de <https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/agreements>

World Bank Group, Asian Development Bank, & Inter-American Development Bank. (2014). *Public-private partnerships reference guide version 2.0*. Extrait de <http://documents.worldbank.org/curated/en/600511468336720455/pdf/903840PPP0Refe0Box385311B000PUBLIC0.pdf>

World Resources Institute, Overseas Development Institute, Institute for Global Environmental Strategies, & Climate Advisers. (2013). *Fast-start finance project and programme data set v2.0*. Extrait de <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8692.xlsx>



**Réseau  
mondial  
de PNA**

**Coordination pour un développement résilient  
au changement climatique**

[www.napglobalnetwork.org](http://www.napglobalnetwork.org)

[info@napglobalnetwork.org](mailto:info@napglobalnetwork.org)

[@NAP\\_Network](https://twitter.com/NAP_Network)

Soutien financier apporté par l'Allemagne  
et les États-Unis

Secrétariat hébergé par l'IISD



Federal Ministry  
for Economic Cooperator  
and Development



**IISD**  
International Institute for  
Sustainable Development